

HISTOIRE
DE LA
JUSTICE SEIGNEURIALE
EN FRANCE

TOME PREMIER
LES ORIGINES ROMAINES

I. - LA JUSTICE PRIVÉE
DANS LES DOMAINES DES EMPEREURS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Economiques et Politiques)

Présentée et soutenue le mercredi 8 juin 1927 à 2 heures

PAR

Antoine HAJJE

Docteur ès Sciences Juridiques

Président : M. PERROT, Professeur

Suffragants { MM. MEYNIAL
NOAILLE } *Professeurs*

E. DE BOCCARD, Editeur
1, Rue de Médicis, 1
PARIS (VI•)

1927

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

***La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses,
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.***

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

HISTOIRE
DE LA
JUSTICE SEIGNEURIALE
EN FRANCE

TOME PREMIER
LES ORIGINES ROMAINES

1. - LA JUSTICE PRIVÉE
DANS LES DOMAINES DES EMPEREURS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Economiques et Politiques)

Présentée et soutenue le mercredi 8 juin 1927 à 2 heures

PAR

Antoine HAJJE

Docteur ès Sciences Juridiques

Président : M. PERROT, Professeur

Suffragants

{

MM. MEYNIAL
NOAILLE

}

Professeurs

E. DE BOCCARD, Editeur
1, Rue de Médicis, 1
PARIS (VI^e)

1927

15787

UNIVERSITY OF PARIS - LIBRARY OF THE

LIBRARY

UNIVERSITY OF PARIS - LIBRARY OF THE

LIBRARY

LIBRARY



LIBRARY

LIBRARY

LIBRARY

LIBRARY

LIBRARY

LIBRARY

LIBRARY

LIBRARY

LIBRARY

A LA MÉMOIRE
DE
JOSEPH HAJJE
MON PÈRE

A SYLVIE MANTOVANI
MA MÈRE

A IDA SOIBELMAN
MA FEMME

TABLE DES MATIÈRES

Préface	9
---------------	---

LIVRE PREMIER

LE CADRE

Chapitre premier. — Le patrimoine impérial dans les Gaules	15
Chapitre II. — Le grand domaine impérial, les masses domaniales et les intendances	29
§ I ^{er} . — Le Grand Domaine impérial	29
§ II. — La structure hiérarchique des Intendances	37
§ III. — Définition politique et nature juridique des Masses Domaniales et des Intendances	44

LIVRE DEUXIÈME

L'ECLOSION

(Naissance de la justice privée dans l'administration
de la fortune privée des empereurs)

Chapitre premier. — Les litiges des intendances impériales et le droit commun	59
Chapitre II. — La réforme de Claude	64
§ I ^{er} . — Nécessité politique d'une réforme et difficultés ju- ridiques	64
§ II. — Usages de pays conquis et illégalités d'exercice	67
§ III. — La toute-puissance de la raison d'Etat	70
§ IV. — La réforme	76
§ V. — Le fonctionnement externe du régime nouveau	92

LIVRE TROISIÈME

L'EVOLUTION

(Formation de l'exterritorialité judiciaire de Grand Domaine)

Chapitre premier. — La première étape	103
§ I ^{er} . — Analyse des Causes	103

A) <i>Activité sociale et situation administrative et judiciaire du Grand Domaine impérial</i>	103
B) <i>L'antithèse : Activité sociale et situation administrative et judiciaire de la Cité</i>	109
§ II. — Résultats	119
Chapitre II. — La deuxième étape	141
§ I. — Enoncé des causes	141
§ II. — Résultats	151
Chapitre III. — L'immunité	168

NOTE DE L'AUTEUR

En raison de fréquentes allusions à certains ouvrages, il a fallu adopter pour ceux-ci, dans ce volume, les abréviations suivantes :

- Accarias**, T..., p... = **Accarias**, Précis de Droit Romain, 2 vol., Paris, 1892.
- Beaudouin**, p... ou — Les Grands Dom. = **Beaudouin**, Les Grands Domaines dans l'Empire romain, Paris, 1899.
- Bouché-Leclercq**, p... ou — Man. = **Bouché-Leclercq**, Manuel des Institutions romaines, Paris 1886.
- Bouché-Leclercq**, T... ou — Lagides = **Bouché-Leclercq**, Histoire des Lagides, 4 vol. Paris, 1903-1097.
- Brunner**, T..., p... = **Brunner**, Deutsche Rechtgeschichte, 2 vol. Berlin, 1892.
- Chénon**, p... = **Chénon**, Histoire générale du Droit français public et privé, t. I^{er}, Paris 1926.
- Clausing**, p... = **Roth Clausing**, The Roman colonate, New-York, Columbia Univ. 1925 (*Studies in Hist. Ec. and Publ. Law*, vol. CXVII-I).
- Cuq**, p... = **Cuq**, Manuel des Inst. Jurid. des Romains, Paris 1917.
- Duruy**, T..., p... = **Duruy**, Histoire romaine, 7 vol, Paris, 1874-84.
- Fustel de Coulanges**, T... p... ou Fustel, T... p... = **Fustel de Coulanges**, Histoire des Inst. Polit. de l'ancienne France, éd. Jullian, 4 vol., Paris 1890-1892.
- Ferrero**, T... p... = **G. Ferrero**, Grand. et Décad. de Rome. Trad. Mengin, 6 vl. Paris 1906-1908.
- Girard**, p... = **Girard**, Textes de Droit romain. Ed. 1913, Paris.
- Hajje**, p... = **Hajje**, Etudes sur les locations à long terme et perpétuelles dans le monde romain (*Thèse Droit*), Paris 1926.
- Hirschfeld**, 1876 = **Otto Hirschfeld**, Untersuchungen auf den Gebiete der Rom. Verwaltungsgeschichte, Berlin 1876.
- Hirschfeld**, 1905 = **Otto Hirschfeld**, Die Kaiserlichen Verwaltungsbeamten bis auf Diocletien, Berlin 1905.
- Hls**, p... = **Hls**, Die Domanen der Römischen Kaiserzeit, Leipsig, 1896.
- Humbert**, T... p..., ou — Finances = **Humbert**, Essai sur les Finances romaines, 2 vol. Paris, 1888-92.
- Jullian**, T..., p... ou — Hist. = **Camille Jullian**, Histoire de la Gaule, 8 vol. Paris, 1908-26.
- Lécrivain**, p... = **C. Lécrivain**, De Agris publicis, Imperatoriisque, *Thèse Paris*, Lettres 1886.
- Lavisse**, T..., p... = **Lavisse**, Histoire de France, Paris, 1900 et suiv.
- Marquand**, p... ou — Finances = **J. Marquand**, L'organisation financière des Romains. Trad. Vigé, Paris, 1888.
- Mispoulet**, T... p... = **Mispoulet**, Les Inst. Politiques des Romains, 2 vol. Paris, 1882.
- Mommsem**, T... ou — Man. = **Mommsem et Marquand**, Manuel des Antiquités romaines, 18 vol. Trad. franç., Paris, 1886-1910.
- Mommsem**, D. P. ou Droit Pub. Eom. = **Mommsem**, Droit public Romain. Trad. Girard, 7 vol. Paris, 1887-1896.

- Mommsem**, Hist. T... ou — Hist. Rom. = **Mommsem**, Histoire romaine. Trad. franç., 12, vol. Paris, 1863-1889.
- Rostowsew**, p... ou — Kol. = **Rostowsew**, Studien zur Geschichte des Rom. Kolonates, Berlin, 1910.
- Schulten**, p... = **Schulten**, Die Römischen Grundherrschaften; eine agrarhistorische untersuchung, Weimar, 1896.
- Seeck**, T... ou — Gesch. d. Unt. = **Otto Seeck**, Geschichte des Untergangs der Antiken Welt, 6 vol. Berlin, 1897-1919.
- Viollet**, T... ou — Hist. = **Viollet**, Hist. des institutions politiques et administratives de la France, 3 vol., Paris, 1890-1903.
- Wlart**, p... = **R. Wlart**, Le régime des terres du Fisc au Bas-Empire, *Thèse Droit*, Paris 1894.
- Willems**, p... = **Willems**, Le droit public romain, 6^e éd., Louvain, 1888.
-

PRÉFACE

Nul n'ignore ce que, dans l'histoire de l'Evolution de l'humanité, signifie le Régime Seigneurial: c'est, aux époques de faiblesse et de décadence des sociétés individualistes, la dissémination de la souveraineté entre les mains d'individus qui ont pu, à la faveur des circonstances, acquérir une primauté sociale se manifestant par des avantages d'ordre politique, économique ou militaire et s'approprier les ressorts de l'Etat dont ils sont parvenus à modifier la vitalité.

En France, le Régime seigneurial date de la décomposition fatale de cet amas chaotique qui constituait le monde romain. Nécessairement subordonné quant à sa forme à la structure économique du groupement social qu'il régit, il est en l'espèce modelé par des facteurs d'ordre agricole et revêt un caractère foncier se traduisant par l'exterritorialité des étendues qui entrent dans sa sphère d'application.

Considéré dans son ensemble, il se présente nettement à l'observation comme le résultat d'une évolution très longue remontant, à certains égards, au début de l'ère impériale. On aurait, par conséquent, tort de

se l'imaginer comme le produit d'événements catastrophiques; sans en déterminer l'existence, ceux-ci ont pu en faciliter la manifestation : c'est tout. Construit sur un équilibre social nouveau et se confondant avec lui, le régime seigneurial a des causes plus profondes et des antécédents plus lointains. Il constitue, par rapport au régime antérieur, un état révolutionnaire, c'est-à-dire un résultat de transformation radicale, opérée, comme la plupart des révolutions humaines, d'une façon imperceptible dans les cadres de l'ordre social préexistant.

C'est le rythme de ce processus, qu'il importe de suivre dans son développement, pour saisir la portée réelle du régime étudié à l'époque de sa cristallisation. On est ainsi amené à en chercher les précédents et mettre en lumière ce qui dans la société romaine a servi de base et fourni les éléments de cette transformation; tel est l'objet du tome premier intitulé : *Les Origines Romaines*. Il est en effet logique de soumettre à un examen minutieux la part des institutions provinciales de l'Empire avant d'aborder l'étude de l'apport des peuples immigrés dans la Gaule romanisée. C'est alors seulement qu'il sera possible d'envisager la jonction des deux mondes et enregistrer l'influence des masses nouvelles sur cet ordre social en formation ou, pour mieux dire, l'influence profonde de cet ordre social sur les courants migrants de l'est, flottant dans un monde inconnu depuis des millénaires et arrêtés en France par l'Océan.

Le but de cet ouvrage, n'est pas de présenter une synthèse générale de l'histoire du Régime Seigneurial,

Il s'attache uniquement à l'étude de la manifestation dominante de ce régime : la Justice. Et ce terme doit être entendu non pas dans le sens limité qu'il a en notre époque de séparation des pouvoirs, mais dans l'acception qu'il avait dans le passé où il impliquait tous les attributs de la souveraineté tendant à assurer dans l'orbe des mœurs et les limites du droit établi, le maintien de la paix et de la sécurité sociale. Cette justice s'aggrave progressivement en divers endroits de l'Empire Romain au détriment de la souveraineté de l'Etat et finit par revêtir un caractère officiel. Les nombreuses circonscriptions territoriales qui en sont pourvues en arrivent ainsi à s'affranchir de l'autorité provinciale et former des groupes séparés n'ayant de commun avec le reste de la province et de l'Empire que la suzeraineté bien précaire de l'Empereur. Avec la formation de ces organismes indépendants, les cadres du régime nouveau paraissent pleinement constitués. Lorsqu'à l'arrivée des Germains l'autorité impériale sera progressivement balayée, le sol gaulois se trouvera parsemé d'une constellation d'Etats minuscules qui ne cesseront de se développer à la faveur de l'anarchie et au profit de puissants terriens de toute provenance qui se présenteront comme les plus solides piliers de la société nouvelle. Et nul terrain n'est, dans l'Empire romain, plus favorable à la formation de cette exterritorialité que le *Saltus* ou grand domaine ; indépendant économiquement, il possède en lui une force d'affranchissement qui se manifestera d'autant plus facilement que son territoire appartient à l'Empereur, à des collégialités influentes

ou aux personnages les plus puissants de l'Empire. Il est le noyau central de la seigneurie future qui s'agrandira peu à peu au détriment des propriétés avoisinantes; et se présente comme le point de départ de cette évolution qui, quoique relevant d'une même cause déterminante, prend des aspects différents suivant qu'il s'agit des domaines de l'intendance impériale, de la grande propriété laïque ou de la main morte ecclésiastique. Cela exige une division tripartite correspondante du tome premier. La première partie, consacrée aux domaines impériaux, fait l'objet exclusif du présent volume; les deux autres entreront dans le volume suivant. L'évolution de la justice privée dans les domaines des Empereurs est en effet, de beaucoup, la plus importante tant par son caractère compliqué que par l'ampleur de ses résultats. Elle commence de très bonne heure dans les rouages des intendances et ne prend qu'ensuite un caractère territorial en se transposant dans le *Sallus*; pas un instant elle ne cesse de suivre une marche officielle; intéressant l'Empereur, elle se fait au grand jour et par des procédés qui, bien qu'il-légaux au regard des institutions existantes, sont légalisés par le pouvoir législatif.

L'étude de cette justice privée soit être nécessairement divisée en trois parties : elle doit envisager d'abord le cadre si compliqué de la fortune impériale, ensuite l'éclosion de cette originale justice dans les ressorts de son administration, enfin la transposition de cette même justice et son évolution dans les territoires domaniaux. La nécessité des deux derniers livres apparaît

au seul énoncé de leur objet ; mais ils sont subordonnés au premier, c'est-à-dire à la connaissance du cadre, à l'exploration du terrain sur lequel les transformations successives qu'ils étudient se sont opérées ; ce livre est ainsi indispensable ; il pose les bases essentielles de l'étude et éclaire constamment la mobilité réelle des exposés subséquents. Il eût certes été préférable de juxtaposer sans délai à cette étude, celles de la justice privée dans les grands domaines appartenant à d'autres qu'aux Empereurs et faire tenir ainsi tout le tome premier en un volume unique ; et tel était le projet initial ; des difficultés d'ordre purement pécuniaire en ont malheureusement empêché la réalisation ; sur ce point, il y aurait beaucoup à dire ; mais je m'en voudrais d'y insister plus longtemps. Quoiqu'il en soit, cette modeste contribution à la science est présentée au lecteur avec le ferme espoir que, dans un très bref délai, le programme qui vient d'être énoncé recevra une plus ample exécution.

Paris, le 18 avril 1927.

LIVRE PREMIER

Le Cadre

CHAPITRE PREMIER

LE PATRIMOINE IMPÉRIAL DANS LES GAULES

Conquises par le glaive de Jules César au prix de surhumains efforts et nullement encore pacifiées, les Gaules étaient tout indiquées pour être un apanage de sa famille et devinrent dès le début provinces impériales¹.

Elles furent donc soumises au système d'administration tout spécial destiné aux régions de l'Empire réputées « non-pacifiées » que se réservait Octave, aux termes de la convention imposée au Sénat en l'an 27 avant l'ère chrétienne.

1. Dion Cass. LII, 12: Καί ἐνομίσθη διὰ ταῦτα... καί Γαλάται πάντες οἱ τε Ναρθωνήσοι καί οἱ Λουγδουνήσιοι, Ακοντανοί τε καί Κελτηκοί... ὕστερον Αὔγουστος... τήν Γαλατίαν τήν περί Ναρθῶνα τῷ δήμῳ ἀπέδωκε... » Comme on le voit la Narbonnaise seule échappera à l'« impérialisation » car elle fut rendue par Auguste au Sénat. Dion, LIV, 4: « ... Τήν Κύπρον καί τήν Γαλατίαν τήν Ναρθωνησίαν ἀπέδωκε τῷ δήμῳ ὥς μηδέν τῶν ὅπλων αὐτοῦ δεομένης... » Cf. Mommsen, *Man. des Aut. Rom.* Trad. Franc. IX, *L'Adm. de l'Emp.*, p. 81, sqq., *Rom. Gesch.* II, p. 60 sq. q., VI p. 223 sqq., qui cite très longue bibliographie — Allmer, *Revue Epigr. du Midi*, n^{os} 38-46, 1886-87. Desjardins, *Géogr. Hist. de la Gaule Rom.*, III, pp. 154 sqq. — Haglan; *L'Adm. des Prov. Sénat. dans l'Emp. Romain* pp. 3 sqq. — Paul Viollet, *Hist.*, T. I, p. 59 sqq., Ferrero, *Grandeur et Décadence*, VI, p. 49 sqq. — Jullian, *Hist. de la Gaule*, t. IV, in pr. Chénon *Hist.* p. 16.

Selon ce système, les Gaules, soumises au bon plaisir de la « gens » Julienne, dépendaient financièrement non pas de l'*Ærarium* républicain mais du *Fiscus*, la corbeille de l'*Imperator*, et plus spécialement de sa section régionale appelée *Fiscus Gallicus*, elle-même subdivisée en autant de départements qu'il y avait de provinces¹.

Au fisc vint se greffer de bonne heure, avec une individualité propre, le *patrimonium principis*² universalité patrimoniale privée de la famille régnante alimentée par tous les moyens d'acquérir du droit commun³ et surtout par des virements abusifs⁴ au détriment

1. Exemple C. I. L. VI, 5197 : *Musico. Ti. Cæsaris. August. Scurrionodips. ad fiscum Gallicum provinciæ Lugdunensis.*

2. De très bonne heure puisque Auguste fit de legs *ex patrimonio suo*, *Mon. Ancyr.* III, 34. D'autre part, Tacite, *Ann.* IV, 6 : *Jam primum publica negotia et privatorum mazima, apud patres tractabuntur.... Res suas Cæsar (Tiberius) spectatissimo cuique, quibusdam ignotis ex fama mandabat.* Le même auteur, *Ann.* IV, 15 et imité par Dion Cass. LVII, 23, met en relief une antithèse caractéristique : *Adeo ut procurator Asiæ Lucilius Capito, accusante provincia, causam dixerit, magna cum asserveratione principis, « non se jus, nisi in servitia et pecunias familiares dedisse. — Ann. XII, 60-XIII, 1 : Ministri fuere P. Celer eques et Helius libertus Rei Familiari Principis in Asia impositi.* Cf. Hirschfeld, *Untersuchungen auf dem Gebiete der Römischen Verwaltungsgeschichte*, 1887, I, p. 27 sqq. — Die Kaizelichen Verwaltungsbeamte bis auf Diocletian, 1905 p. 25 sqq. — Mispoulet, *Inst. Politiques des Romains*, II, p. 294, Karlowa, *Rom. R. Gesch.* I, 2 p. 841 sqq; Wiart, *Les Régimes des Terres du fisc*, p. 71.

3. Pécules d'esclaves décédés (C. I. L. VI, 8450 a-b C. I. L., VI, 772) héritages d'affranchis (Wilms, *Ex* 1312, C. I. L. V, 12533), successions d'hommes libres et de princes étrangers dont les traces foisonnent dans les textes, donations, achats (Xiphilin, sec. Dion. Cass., LXXIII, 13, LXXIV, 18; *Vita severi*, 12), etc., etc.

4. C'est ainsi que nombre de biens confisqués et appropriés par le « Fisc » se retrouvent dans le *Patrimonium* : Exemples les esclaves Vinicianus de Vinicius tué sous Néron (C. I. L., VI, 8938), Mettianus de Mettius Carus, condamné par Trajan (C. I. L. VI, 252), etc. Les Saltus Domitiana, de la Regio Calabrica (C. I. L., X 1795), de Domitia Lepida tuée par ordre d'Agrippine, Tac. *Ann.* XII, 65. Voyez encore Tacite, *Ann.* VI, 19, Suetone Vesp. 16, et Dion Cass. LIX, 22.

En Gaule tout spécialement, Caligula point rassasié des dons forcés des villes et des particuliers se fit, à en croire les témoignages très au-

du fisc dont le prince était, en droit comme en fait, le souverain dispensateur¹. Ce *patrimonium* ayant dès le début des dépendances aux quatre coins de l'Empire était la masse héréditaire que les Césarsse transmettaient² à titre privé et dont ils étaient moralement censés pourvoir à leurs dispendieux besoins et à ceux de leur famille³. Entité juridique privée et, à la différence du fisc, n'impliquant aucune antithèse par rapport à l'*Aerarium* du peuple, le *patrimonium* coexistait avec celui-ci dans les provinces qui, comme la Narbonnaise, dépendaient du Sénat et où les Empereurs possédaient des richesses⁴.

Il avait à l'instar du fisc ses sections régionales; sa ramification gauloise était le *Patrimonium Gallicum*, administration centrale analogue au *Fiscus Gallicus* et à l'*Arca Galliarum Trium*⁵ subdivisée dès le dé-

thétiques de Dion (LIX, 21, 2; LIX, 22 3-4), apporter le registre du cens τὰς τῶν Γαλλικῶν ἀπογραφὰς et condamna à mort les Gaulois opulents jusqu'à concurrence de 150.000.000 de drachmes dont il fut le seul bénéficiaire. Cf. Jullian, IV p. 161. Confiscations du même genre en Gaule, Tacite, H. I, 53 et 8; I, 65.

1. Ici chap. II; Humbert, *Essai sur les Finances romaines*, I, p. 195, sq.; Marquand, *Org. Fin. de l'Emp.* trad. Man, t. X, p. 321 sqq. Mommsen, *Droit public rom.*, trad. V, p. 291 sqq.

2. C'est ainsi que dans le grand domaine patrimonial qui existait à Aire en Gaule dans le *vicus Julius* comme dira plus tard la notice des Gaules (XIV, 9) on peut suivre la piste des possesseurs à travers le nom des affranchis, depuis la mère d'Octave (Attii) jusqu'à Néron (Tiberii Claudii) C. I. L. XIII 420-6.

Les fameux domaines de Livie en Palestine qui donnaient annuellement un revenu de 60 talents (Josèphe, *Ant. Jud.* XVII, 11, 4- sqq.; XVIII 3, 2; *Bell. Jud.*, II 9, 1) se trouvent encore dans la masse patrimoniale Julienne sous Caligula (*Jos. Ant. Jud.* XVII, 11, 4.)

3. Conf. ici chap. II.

4. Narbonnaise : C. I. L. VI, 30690, VIII, 822, 1578, IX, 5898, X, 5829 V, 7870.

5. Wilmans 2217; Orelli, 3650; caisse destinée à subvenir à certaines dépenses communes des trois provinces conquises par J. César, alimentée par des perceptions spéciales et par des virements graduels du Fisc.

but en trois circonscriptions : celle des Galliae Aquitania et Narbonensis (C. I. L. VI. 30690 X. 387, etc.), celle de la riche *Gallia Lugdunensis* (C. I. Gr. 3883) et celle de la *Gallia Belgica* à laquelle sont annexées, par économie, les deux Germanies².

C'est dans ce double cadre originaire de deux patrimoines distincts se présentant comme deux vases communicants, celui de la famille impériale et celui de la couronne maintenus, en dépit d'une terminologie changeante, jusqu'à la fin et au delà de l'Empire Romain³, que la propriété des Empereurs se développa dans des proportions immenses en Occident comme en Orient. Ainsi, en Gaule qui, au regard des Empereurs, fut, si l'on peut conclure de la rareté des documents, sous le Haut-Empire, une des régions les moins domaniales du monde romain, l'avoir des Césars ne cessa de grossir, au point qu'il a fallu, dès le premier siècle, toute cette lourde intendance domaniale dont l'ampleur ne saurait s'expliquer sans un objet correspondant. La vérité est que les préposés du prince, maître absolu dans ses provinces et ne rendant compte à personne de son administration⁴, s'entendaient si bien⁵, dans leur zèle d'af-

1. Cela existait déjà sous Tibère : C. I. L. X 3871, nous parle d'un contemporain Vitrasius Pollion, procureur de circonscription (Aquitaine et Narbonnaise), que nous retrouvons dans Dion Cass., LVIII, 19 Cf. C. I. L. XIII, 1054.

2. C. I. L., XIII 1807 : *Procurator patrimonii Belgicæ et duarum Germaniarum*. Cf. III. 1456; cf. Hirschfeld Verw. p. 157 sqq.; Jullian, IV, p. 425; Umbert I, p. 197 sqq.; Marquandt, *Finances* p. 324.

3. N'oublions pas en effet qu'à peu près toutes les dispositions domaniales des codes se retrouvent dans les recueils post-justiniens.

4. Voyez *infra*. Chap. II § III et Livre II Chap. I, et II.

5. Suétone, *Aug.* LXVII, 1; Dion, LIV, 21. 3; l'un d'eux, le fameux Licinus, affranchi d'Auguste, préposé au Fiscus Gallicus, intelligent,

franchis¹, pour tondre les Gaulois² que les deux caisses étaient toujours pleines³ et les grands domaines princiers sans cesse croissant s'étendaient un peu partout dans le pays, comprenant des mines, des salines, des champs de culture, des carrières, des pâturages et des forêts. Dans l'atmosphère individualiste de la société romaine où l'Etat sénatorial et son principal représentant, l'*Imperator*, entraînés par la lutte constante des intérêts, considéraient leurs patrimoines rivaux comme les ennemis naturels des patrimoines militants des individus, le prince ne pouvait qu'encourager les procédés lucratifs de ses hommes d'affaires à moins qu'ils ne fussent trop scandaleux et ne missent en péril les assises morales de son autorité.⁴ A ses yeux et abstraction faite des considérations incomprises des philosophes résumées dans

madré et avide resta proverbial. Dion, LIV, 21, 3 sqq.; Sénèque, D. M. Cl. VI, 1; Juvénal, I, 119; XIV 305-6. Sénèque, *Epist.* 119 (XX, 2) 9; Perse II, 36, etc., etc. Jusqu'à Sidoine lui-même qui en parle, *Ep.* V, 7, 3 etc. Cf. Jullian IV, p. 84.

Les agissements des Intendants étaient tels qu'à l'avènement de Tibère les Gaulois se révoltèrent. Tout particulièrement les Eduens et les Trévires. Tacite, III, 40; Suétone XLIX, 2; cf. Jullian IV p. 155.

1. Suétone, *Aug.* LXVII, 1. Voyez *infra*.

2. L'expression est de Tibère « *καίρεσθαι μου τὰ πρόβατα* » rapportée par Dion, LVII, 10, 5.

3. Les seuls trésors accumulés par Licinus étaient fabuleux, Dion, LIV, 21, 6-8. Je ne veux pas ici établir la situation de la trésorerie impériale. Il faudrait pour cela un volume entier; on peut considérer que sa situation fut excellente durant le 1^{er} siècle, passable au cours du 2^e; pendant la crise financière du 3^e siècle et tout le Bas-Empire elle fut un des plus gros soucis des Empereurs et ne resta jamais démunie. J'y reviendrai. Pour revenir au 1^{er} siècle, nous avons vu que Caligula par le prosaïque moyen de quelques proscriptions tira des Gaules 150.000.000 de deniers; des témoignages analogues abondent pour les époques postérieures. Voulant se faire le plus d'or possible Caligula vendit aux Gaulois qui étaient riches une partie de ses biens meubles; et pour cet échange le charroi fut tel entre Rome et Lyon, que les affaires, dit-on, furent, suspendues à Rome et le pain y manqua faute de véhicules et de bêtes de moulin (Suétone, *Cal.* XXXIX; Dion, LIX, 21, 5-6.)

4. Comme l'étaient ceux de Licinus châtié par Auguste (Dion, LIV, 21-6; voyez *supra*).

l'œuvre de Sénèque¹, l'impôt n'avait aucune fonction d'utilité sociale : canalisé dans le domaine de la Couronne et de là passant en partie au *patrimonium*, son but était de consolider la poigne du césarisme et l'ascendant du prince régnant². Les richesses liquides qui n'étaient pas appelées à une utilisation directe étaient sans nul doute en Gaule, à l'exemple de la méthode d'Afrique et d'Italie, investies en fonds immobiliers auxquels venaient s'ajouter ceux nombreux acquis par d'autres moyens : cette pratique avait l'avantage de pourvoir grandement, par les produits des exploitations impériales au service de l'annone, institution capitale à une époque où le commerce des céréales n'était point développé. Quoiqu'il soit malaisé de tenter une description topographique à l'aide des documents très incomplets de ce genre qui nous sont parvenus, on peut dire qu'en Gaule les domaines impériaux étaient situés dans toutes les régions. Les territoires miniers d'abord étaient nombreux au point de nécessiter la présence d'un *procurator ferrariarum* pour toutes les Gaules résidant à Lyon (C. I. L. X. 7583-4, XIII, 1797)³. Les mines d'argent du Rouergue étaient considérables (C. I. L. XIII 1550); Sous la direction d'un intendant spécial, il existait

1 Plus spécialement dans *De Clem.* voyez *infra*. Livre II, Chap. II.

2. Un passage de Frontin (*de Aq.* 118) sur une usurpation de Domitien est caractéristique : analysé dans Hajje, *Etudes sur les locations*, p. 37. Les récits des historiens et plus spécialement les *Annales* de Tacite sont remplis de faits pareils. Un document qui dépeint le 1^{er} siècle, considéré généralement comme moins arbitraire que les quatre suivants, est le *Panégyrique de Trajan* où Pline au § XXXVI et ailleurs fait une gloire à Nerva et à Trajan d'avoir moins que les autres volé le contribuable et rendu en partie à l'impôt sa véritable destination.

3. *Procurator Augusti ad Vectigalia Ferrariæ Gallicæ.* aussi C. I. L. XIII, 1799.

dans la région de Lectoure de grands domaines vraisemblablement miniers (C. I. L. V 875 XII, 528). En Tarentaise on rencontre des exploitations agricoles (C. I. L. XII, 103)¹ et Pline nous parle de grands saltus impériaux dans le Sud-Ouest; saltus Pyrenaeus en Aquitaine, (IV, 108) et Saltus Vasconum (IV, 110); des inscriptions déjà citées (C. I. L. XIII, 420-6) combinées avec un passage de la notice des Gaules (XIV, 9) nous révèlent à Aire le vicus Julius enceinte domaniale d'autant de l'époque d'Auguste; la présence à Narbonne de fonctionnaires patrimoniaux témoigne de groupes fonciers voisins (C. I. L. XII 4449). Cette liste² incomplète qui doit se rapporter aux deux premiers siècles et un peu au-delà ne donne qu'une idée assez mince des régions domaniales sans cesse accrues; pour ne citer qu'un seul exemple, Septime Sévère en châtiât en Gaule et en Espagne la coterie d'Albinus et de Pescennius Niger confisqua tant de biens que jamais Empereur nous dit son histoire³, n'en laissa à ses héritiers: toute la fine fleur de l'aristocratie gauloise y passa: Vita Severi XII: *Tum Hispanorum et Gallorum proceres nulli occisi sunt..... Filiis eliam suis ex hac proscriptione tantum reliquit, quantum nullus Imperatorum...*

C'est cette masse inespérée de capitaux dont regorgèrent les patrimoines impériaux entre 193 et 198 qui permit à son madré créateur, l'ex-intendant Septime

1. Voyez aussi Pline, XXXIV, 3.

2. Sur ce point principalement, voyez Jullian IV p. 235. Hirschfeld, *Die Kaizerlichen Verwalt.*, 1905 p. 121 sqq.

3. Ecrivain sous Constantin, cf. Lecrivain, *Etudes sur l'Histoire Auguste*.

de tenir le coup à la débâcle fatale de l'*Ærarium* républicain¹ simultanée à la disparition de la dyarchie — dont elle me semble être la cause directe — et transformer le fisc en caisse *Rei Pulicæ* tout en s'en réservant la libre disposition², et en créant pour le remplacer un nouveau domaine de la Couronne, la *Res Privata*, maintenant ainsi le très avantageux parallélisme patrimonial qui existait depuis l'établissement du Principat — Vita Severi, XII : *Tuncque primum privatarum rerum procuratio constituta est*³. Cette réforme de Sévère qui marque la victoire financière de l'absolutisme sera, à quelques détails près, définitive dans l'évolution économique de l'Empire. C'est dans ce cadre, du reste identique, du point de vue patrimonial, au précédent, que va se développer encore, dans les siècles qui vont suivre, la propriété foncière des Empereurs; les moyens d'appropriation seront toujours les mêmes : à côté des voies juridiques, les abus du pouvoir et une heureuse utilisation des événements. Ainsi il est certain que la banqueroute monétaire qui a affligé le III^e siècle n'a pas manqué d'être exploitée par les plus forts, c'est-à-dire les intendants domaniaux et les puissants terriens au dépens de la moyenne et de la petite propriété⁴. Simultanément, les guerres civiles qui, abstraction faite de l'accalmie des Sévères, ont accompagné entre 193 et 270 la chasse frénétique à la couronne au point que dans

1. Sur cette question d'amples développements sont donnés ici au chap. II.

2. Voy. chap. II, § III.

3. Chap. II, § III.

4. Voyez *infra*.

un espace de 21 ans entre 237 et 268 on vit défilér 12 empereurs réguliers, sans compter les prétendants, les usurpations consécutives du pouvoir en Gaule entre 258 et le règne d'Aurélien, la désorganisation et l'insécurité qui ont suivi la première invasion, les insurrections provoquées par la misère du peuple comme celle des Bagaudes en Gaule et celle des Donatistes en Afrique, ont rendu le terrain particulièrement favorable aux déprédations traditionnelles des gens de l'intendance¹. Toujours en Gaule, la persécution des Priscillianistes permit à Maxime d'accumuler des richesses inespérées (Paneg., XI, 25, 26, 27, 28, 29). La grande persécution légale du Paganisme aux iv^e et v^e siècles fit virer dans la *Res Privata* les immenses biens des temples qui, à partir de la réaction de Julien, ne pouvaient s'incorporer dans la main morte chrétienne (Voyez Code Theod. X, I, 8 de Valent. 364 et XVI, 10, 19 de 408, XVI, 10, 20 et s. ainsi que le titre X, 3 et Just. XI, 71) tandis que l'étatisme agressif de Constantinople, de Trèves et de Ravenne transférait à la même intendance, en abattant les institutions municipales, les vastes domaines des cités (Théod X, 3, 4, et 5. Code Just. XI, 59, 6, XI, 71, 3 et 4 et en général les titres Théod X, 3, et Just. XI, 71 communes aux biens des temples et des cités)². Et des occasions de ce genre se citeraient par décades inhérentes à l'évolution pénible d'une humanité désaxée.

1. Voyez *infra*.

2. Ces biens furent réunis en section spéciale de la *res privata* et conservèrent leurs anciennes méthodes d'exploitation. — Textes et détails dans Hajje, *Etudes*, p. 132 sqq. et 158.

Pour ce qui est des voies légales, à côté des facteurs d'enrichissement résultant du jeu quotidien de la vie juridique, il faut citer tout spécialement les biens vacants et caducs très nombreux et, dans l'ordre judiciaire, les patrimoines des innombrables condamnés et pros crits qui, se joignant aux unités produites par les confiscations partielles, étaient, au Bas-Empire, canalisés généralement dans la *Res Privata*¹. Quant aux abus du pouvoir et aux actes d'arbitraire, ils sont innombrables; malgré les progrès foudroyants du Christianisme qui enseignait aux consciences le mépris de la richesse et le respect de la dignité humaine, les âmes, sous l'emprise égoïste de la barbarie romaine, étaient restées avides et païennes et sans prendre souci de leurs sujets les Empereurs gouvernaient âprement dans l'intérêt vain de leur dynastie et celui plus vain de la couronne : tel Constance, fils de Constantin, qui s'imaginant un jour qu'un opulent Aquitain regardait du côté de la pourpre fit aussitôt transférer les domaines du malheureux sur les rôles des propriétés impériales (Ammien, XVI, 8, 8,). Pas un chapitre d'historien, pas un récit impartial de la vie de l'époque qui ne nous signale des déprédations et des expropriations arbitraires.

Ainsi donc chaque journée, chaque mois, chaque année apportait des compléments à la propriété des Césars qui se chiffrait, en Gaule, par centaines de milliers, voire même par millions d'arpents : outre les constitutions impériales citées au cours de ce volume et y

1. Sur ce point cf. Wiart, *Le Régime des terres du fisc*, p. 29 et surtout R. His, *Die Domanen d. Rom. Kaiserzeit*, pp. 33 sqq.

faisant incidemment allusion¹, la preuve de son extrême importance résulte directement de l'existence en Gaule de trois intendances générales de la *Res Privata*, calquées territorialement sur les nouvelles circonscriptions provinciales établies par Dioclétien et ses successeurs, et englobant l'administration du *patrimonium* qui n'en conserve pas moins son individualité propre et ses préposés spéciaux sous le contrôle des directeurs d'intendance². La *Notitia Dignitatum* (Pars Occ. Boëcking cap. XI, Seeck Cap. XII) nous signale sous les ordres du *comes Rei Privatæ*, ministre du domaine résidant à Constantinople :

1° Un *rationalis* ou intendant général *Rei Privatæ per Gallias* résidant, comme nous le laisse entendre la liste de Vérone § 8³, à Trèves, capitale du diocèse, et dirigeant les intendances d'un groupe de provinces comprenant (liste de Vérone § 8) la deuxième Germanie, les deux Beligiques, les deux Lyonnaises et la province des Alpes Grées et Pennines.

2° Dans le même diocèse, vu l'importance des domaines, un *præpositus* ou intendant général de deuxième zone, indépendant du premier, commandant en chef dans le Sequanicum et la Germania prima et résidant, sans nul doute, à Besançon la plus importante cité de sa circonscription.

3° Un *rationalis Rei Privatæ per Quinque Provincias*, groupant sous son autorité les intendances de ce diocèse.

1. Voyez *infra*, L. III, chap. II; Liv. III, chap. II.

2. *Infra*, chap. II, § III.

3. Cf. Jullian, t. VIII, p. 19.

c'est-à-dire celles des 5 et 7 provinces suivant les époques, 5 avant l'an 390, 7 après (cf. Hefeie, Leclercq II, 1, p. 92) comprenant en tout cas la partie de la Gaule méridionale où s'étendaient la Viennoise, les deux Narbonnaises, les deux Aquitaines, la Novempopulanie et les Alpes maritimes (Liste de Vérone; voyez Jullian, tome VIII p. 20) : il siégeait vraisemblablement à Vienne ou à Arles.

Que signifie, en effet, la présence en Gaule à côté des intendants généraux du fisc — devenu, nous l'avons vu, trésorerie de l'Etat impérial et appelé *Sacræ Largitiones* (pour les Gaules Not. Dignit. Occ. Boëcking, Cap. X; Seeck Cap. XI) —, de ces trois personnages considérables prenant rang avec ceux-là juste au-dessous du vicaire ou vice-roi du diocèse et équivalant chacun par l'étendue de ses fonctions à un ministre d'état contemporain, tandis que l'on s'aperçoit, à la lecture de la notice des Dignités (*loc. cit.* et Pars or. Boëcking, Cap. XIII Seeck; Cap. XIV), que dans d'autres grandes régions de l'Empire ces hautes charges étaient assez rares ou même inexistantes ? L'explication toute naturelle en est que l'Empire romain dans les Gaules, comme dans beaucoup d'autres provinces — les innombrables constitutions, inscriptions et textes de tout genre relatifs aux domaines impériaux en témoignent suffisamment¹ —

1. Voyez ici plus bas, Lecrivain *De agris publicis Imperatorisque* thèse Lettres Paris 1887, Wiart. *Le Régime des terres du Fisc*, thèse de Droit Paris, 1894. Hirschfeld, les deux ouvrages cités *supra*, *His Die Dom. des Rom. Kaiserzeit*, Leipzig 1896; Beaudouin, *Les grands domaines* Paris, 1899; Roth Clausing, *The Roman Colonate*. New-York 1925. Hajje *Etudes sur les locations*, thèse Droit, Paris 1926, et la très longue bibliographie récente rapportée dans ces deux derniers ouvrages.

est devenu un état essentiellement foncier et cela éclaire, on le verra au tome II, le caractère absolument domanial de la monarchie mérovingienne. Des documents de nature topographique relatifs à la Gaule du Bas-Empire faisant totalement défaut, il est impossible d'y citer nominativement les saltus très nombreux des Césars. Mais on pourrait nettement en identifier quelques-uns dans les domaines que, très peu de temps après, on rencontre entre les mains d'intendants affranchis et des préposés des rois Francs; dans une certaine mesure cette tâche sera tentée au tome II et la philologie y sera grandement mise au service de l'histoire¹.

Pour ne citer qu'un exemple de ce que les rois mérovingiens possédaient de l'héritage romain, pourtant bien compromis, au cours de l'anarchie des invasions, par les usurpations d'intendants devenus seigneurs indépendants, prenons celui de M. Jullian (T. VIII, 1926 p. 48) et considérons avec le très illustre maître l'étendue célèbre appelée aujourd'hui Région Parisienne; presque toute la banlieue immédiate leur appartenait : à commencer par Reuilly qui était le saltus parisien appelé Romiliacus (lisez Roviliacus) par Frédégaire (IV, 58, Ed. Krusch p. 150); Issy et ses dépendances qui s'étendaient du quartier latin actuel au ruisseau de Sèvres (Pardessus *Diplomata* I p. 117 (Authentique ?) cf. Lebœuf, *Hist. de la ville et de tout le diocèse de Paris*,

1. Les excellents ouvrages généraux d'Arbois de Jubainville, *Recherches sur l'origine de la propriété et des noms de lieux habités en France*, 1892; de Quicherat, *La formation française des anciens noms des lieux*; et d'Albret Dauzat, *Noms des lieux, origines et évolution*, 1926 (bonnes notes bibliographiques dans les trois) sont pour ce travail d'un précieux concours. Je n'oublie pas non plus les renseignements appréciables que fournit le *Dictionnaire d'Archéologie chrétienne* de Dom Leclercq.

1883 III p. 35 sqq. et Quicherat, *Bibl. de l'Ec. de Chartres*, XXVI, I, 1865, p. 513 s.); Gentilly qui embrassait les deux côtés de la Bièvre jusqu'à Cachan et au delà s'étendant peut-être à l'est jusqu'à la Seine et comprenant Vitry où j'écris ces lignes (Arguments d'ordre archéologique dans Jullian VIII p. 157 n° 4); Saint-Denis, appelé *Sallus Catullacus* ou *Catolacus* allant probablement des grands boulevards actuels jusqu'aux limites nord du département de la Seine (Prou, n°s 834-836); Clichy ou *sallus Clippiacus* comprenant vraisemblablement toute la plaine du N.-O. depuis le Bois de Boulogne et la Gare St-Lazare jusqu'au côté correspondant de la Seine-et-Oise (Frédégaire, IV, 55 et 78 etc. cf. Lebœuf, I p. 419 s. 9), etc.

C'est dans ces immenses domaines formés en Gaule¹ comme ailleurs au cours de la domination romaine et qui, exploités en régie ou baillés, ont donné à la structure économique de l'Empire un sens appelé à modifier profondément l'équilibre social, que le régime seigneurial et son principal aspect la justice étaient destinés à naître et se développer; mais avant d'aborder l'étude de cette évolution et de ses origines, il convient de continuer l'exploration du terrain qui lui servit d'assiette : il importe, en effet, d'examiner l'organisation économique du grand domaine, les situations respectives des patrimoines impériaux et les ressorts des intendances.

1. Il n'existe d'écrit sur les Grands domaines des Empereurs en Gaule au Bas-Empire que quelques allusions éparses dans les *Grands Domaines* de Beudouin et dans l'*Histoire des Institutions politiques* de la France de Fustel de Coulanges ainsi qu'un rapide exposé dans l'œuvre monumentale de M. Jullian (t. VIII pp. 48 sqq.) auquel je m'honore d'être redevable de nombre d'idées pour la construction de ce bref chapitre.

CHAPITRE II

LE GRAND DOMAINE IMPÉRIAL. LES MASSES DOMANIALES ET LES INTENDANCES

§ 1. — Le grand domaine impérial

Dans le canton rural qui, généralement, constitue le Saltus ou unité domaniale, la surveillance du maître s'exerce sans exception par l'organe d'un intendant du dernier échelon, le procurator saltus qui est le plus souvent un affranchi (C. I. L. VIII, 587. Inscriptions d'Henchir-Mettich I, 4 et 5, Girard textes p. 871, Aïn-Ouassel in princ. I, 5, Girard p. 878. Soulk El Khmès IV, I, 13. Girard p. 200 etc., etc.). Les fonctions de ce préposé varient grandement suivant que le domaine est affermé ou exploité par l'administration impériale. S'il y a exploitation en régie, ce qui est assez fréquent au Haut-Empire et un peu moins fréquent au Bas-Empire¹ (cf. Baudouin p. 222 s.), il dirige l'activité

1. Il y avait à mon avis, deux espèces de Régie :

1° La Régie simple consistant à exploiter par ses esclaves ou par ses hommes à gages comme c'était le cas pour les jardins (Pline, *Hist. Nat.* XII, 25, 111 à 113, Exploitations balsamiques à Engadi en Judée; *Code Theod.* V, 14 Valentinien et Valens) et les haras (*Code Theod.*, XV, 10, 1 de 317; X, 6. 1; Just. XI 76, 1 de 395 Notitia, *Or. Boëking*, I, XIII); à en juger

économique du domaine sous sa propre responsabilité — et sur ce chef les Césars toujours avides ne plaisantaient pas — se fait payer les fermages, lève les redevances et préside à l'exécution des corvées (textes cités en note) : c'est en fait le véritable maître du canton ; le jurisconsulte Scævola le définira très exactement dans ces quelques mots : *Tam rei rusticæ quam rationibus fundi præfecit* (Dig. 34, 4, 31 pr.).

Au cas où le domaine est affermé — et la plupart l'étaient — il faut, pour déterminer son rôle, se garder de tomber dans la confusion que n'ont pu éviter les spécialistes eux-mêmes, faute d'avoir considéré attentivement la nature des locations : car le problème a un double aspect suivant qu'il s'agit de la ferme quinquennale ou du bail à long terme conférant un droit réel. La ferme de cinq ans conclue avec les célèbres sociétés des chevaliers-banquiers ou avec de gros capi-

par la nature des fonds ainsi exploités, cette régie était relativement peu fréquente.

2° La régie mitigée consistant à grouper une multitude d'ouvriers-entrepreneurs travaillant sous la stricte direction de l'Intendant : c'était la pratique courante dans les mines (*Lex Metallis dicta*, 1^{re} inscription Vipasca, Girard texte p. 879, *Lex Metalli Vipascensis*, 2^e inscription de Vipasca Girard, p. 119 et d'autres inscriptions encore. bibliographie dans Girard *loc. cit.*, Hajje, *op. cit.* p. 115 sqq. et Vandœuvre, *Contribution à l'étude du régime minier romain*, Dijon, 1910) et dans beaucoup de saltus agricoles où, se passant du preneur général, on concédait directement de petits lots en colonat partiaire (L'Alternative *Conductor « villicusve »* de l'Inscr. d'Heuchir-Mettich est caractéristique ; elle envisage les deux cas : celui de la mise en ferme et celui de la régie mitigée. Même nuance dans l'esprit des Inscr. Ain-Ouassel et Ain-Djemala, cf. Hajje, pp. 49 suiv. et 117 ; textes plus vagues mais très probants : Columelle, *De Re Rust.* I 7 ; Pline, *Epist.*, IX, 37, 3 ; Frontin, *De Cond. Agr.*, Ed. Lachman, p. 53 Gaius Dig. XIX, 2, 25, 6, etc. etc.). Ces petits entrepreneurs travaillaient dans le sens du règlement domanial et versaient à l'Intendance une bonne partie du produit de leur travail, ils étaient en outre astreints à la corvée (Hajje, pp. 118-121. Textes se rapportant au Bas-Empire : Théod. XI, 7, 6 de 349 ; XI, 19, 4 de 398 etc.).

talistes n'était, en toute analyse, qu'une pure opération financière permettant aux intendances de se faire de l'argent, à une époque où les emprunts publics très peu connus n'intervenaient que sur nantissement en terres¹; elles concédaient, sur surenchère, le droit de percevoir les redevances dans les domaines exploités en régie mitigée : cette opération qui, au point de vue économique, est une vente de fruits, tire ses origines de la vieille conception romaine de la location-vente concrète (Caton de R. R., 149, 191; Loi agraire de 643, I, 25, 85; cf. Ulpien Dig. L. 16, 31) transformée en venté subjective du *jus agri fruendi*; elle est nettement mise en marge dans les inscriptions africaines qui, dans leur première alternative, sont les statuts-types de la ferme impériale. Le *conductor* y est présenté comme jouissant de tout mais ne dirigeant rien²; il a certes un droit de surveillance et cela est logique (Henchir-Mettich IV, 16, sqq.); mais la direction agricole appartient à l'intendant qui doit assurer l'exploitation dans l'esprit du cahier des charges et des règlements domaniaux (Souk El Khmès, in princ. et Col. III).

Il en est tout autrement quand il s'agit de baux de longue durée : la convention revêt alors un caractère économique indéniable : la preneur a pour but de créer dans la terre concédée des utilités sociales (c'est le cas

1. Un exemple typique c'est, trois siècles auparavant, l'emprunt de la deuxième guerre punique gagé sur l'*ager in trientabulis*. Cf. Hajje, p. 24.

2. Pour employer les termes de l'époque, le concessionnaire des redevances n'est pas un *conductor saltus*, mais un *conductor vectigalium* : *Conducendum vectigal*, dit Paul Dig., XXXIX, 9, 1.

du bail agricole à long terme et de la superficie cf. Hajje, pp. 25 sqq. 35 sqq. 132 sqq.) souvent même il s'y engage (emphytéoses eod. pp. 84 sqq. 235 sqq.); étant ainsi pécuniairement et au surplus contractuellement responsable de l'exploitation, il la prend en main et les rôles sont par là renversés : dans le premier cas l'intendance l'instituait bénéficiaire du fermage par subrogation ou par cession de créance; maintenant c'est lui qui est débiteur du fermage; il assume dès lors, la direction économique du domaine (Hajje, *loc. cit.*) et le rôle de l'intendant est réduit dans l'exploitation à une surveillance de l'application des règlements domaniaux et des intérêts de l'Empereur : telle est, vu le nombre des locations perpétuelles, la pratique courante au Bas-Empire. Le travail de gestion de l'intendant est ainsi considérablement allégé; il semble donc naturel qu'on ait pensé à étendre sa compétence territoriale : il ne régit plus un seul canton, mais peut-être deux ou trois contigus; et c'est, me semble-t-il, la raison pour laquelle les nombreuses constitutions du Bas-Empire ne l'appellent pas *procurator sallus*, ce qui impliquerait une conjonction intangible, mais *actor* ou *procurator Rei Privatæ vel Patrimonii* pour bien marquer qu'il n'est plus affecté à une unité territoriale abstraitement déterminée (voyez la rubr. Cod. Theod IV, 4; Theod IV, 4, 1 de 313; X, 4, 2 Valentinien et Valens; XI, 16, 12 de 380; I. 11, 2; Just X, 26, 9 de 365, etc., etc.). Cette substitution aura par ailleurs l'effet, en exonérant l'intendant de ses responsabilités économiques, d'accélérer sa transformation en mandataire des pou-

voirs du prince et dépositaire, comme on le verra, de l'autorité. L'intensification des locations à long terme aura encore une conséquence très importante : l'éloignement définitif des financiers publicains qui ne pouvant plus spéculer sur les domaines se rabattront sur la ferme des impôts cessibles et leur remplacement par l'aristocratie sénatoriale et terrienne qui, chassée de la politique par l'absolutisme, s'en ira dans les provinces préparer sa revanche en accumulant des terres et de l'argent : le personnage sénatorial se portera adjudicataire des fonds impériaux voisins de son domaine¹ et lorsqu'au cours de la crise agricole du iv^e siècle, l'intendance aura rappelé ses préposés de certains cantons peu productifs, il se saisira de leur autorité² en attendant l'affranchissement complet qui ne manquera pas de venir avec le bouleversement des invasions³. Le grand domaine est habité par tout un monde :

Il y a d'abord les esclaves, très nombreux⁴ que sous

1. Textes dans Lécrivain, *De Agris*, pp. 59, sqq., 79 sqq. et 95 sqq.; le Sénat romain à partir de Dioclétien, p. 117. Le Haut-Empire avait interdit aux Sénateurs d'être adjudicataires de la ferme; le dernier texte y relatif se rapporte au règne d'Hadrien (Xiphilin, in Dio Cass. LXIX, 16); à quelle époque cette défense fut-elle levée? c'est un problème qui n'a pu encore être résolu. Il me semble que les explications données plus haut lui donnent une solution indiscutable : l'interdiction disparut progressivement avec le changement de la nature économique de la location qui doit se placer, je l'ai prouvé, aux environs de l'an 300 (*Etudes*, p. 121).

2. Voyez *infra*; mais il ne pourra jamais éviter, comme on le verra, le contrôle souverain de l'Intendant général de la circonscription.

3. Et cela éclairera au tome II le commentaire de cette phrase de Marius d'Avenches relative à l'établissement des Burgondes en Labaudie réputée si obscure : *Terras cum Gallicis Senatoribus diviserunt*.

4. Heuchir-Mettich, IV, 35. *Code Just.* XI, 62, 12 de 434 etc., etc...

Sur les esclaves dans le Grand Domaine en général, voyez études très complètes : Wallon, *Hist. de l'esclavage*, 2^e édit. II, p. 91 suiv., 201 suiv., III 104, suiv.; Fustel de Coulanges, *l'Alleeu*, pp. 42-58; *Rech. sur Q. probl. d'hist.*, pp. 54 suiv.; Marquandt, *Vie privée des Romains*, trad.

le Haut-Empire on appelle la *familia rustica*¹; affectés à toute sorte de travaux, ils sont groupés en *officia* ou *ministeria*² subdivisés eux-mêmes en équipes de 10 ou décuries³, le tout hiérarchisé et allant depuis le garçon de ferme (*Cubuculus, arator*) jusqu'au *curio, monitor ou magister operæ*, chef d'équipe, comprenant en outre l'économe (*cellarius*), le comptable (*dispensator*)⁴, parfois même l'intendant, dans les domaines de moindre importance⁵.

Mais l'élément primordial dans la majorité des domaines est composé d'hommes libres; ce sont de petits entrepreneurs, chercheurs de métaux dans les territoires miniers⁶, colons dans les *saltus* agricoles : ceux-ci ont loué des parcelles dans le domaine, contre fermage consistant en argent ou en part de fruits⁷; ce bail n'est autre que la *locatio-conductio* du droit civil généralement quinquennale⁸, mais en fait il y a des colons qui, dès le 1^{er} siècle, cultivent toute leur vie par des reconductions continuelles⁹ et en Afrique par l'effet d'un droit

1. pp. 160-166, 210-212; Beaudouin, *Les Grands Domaines*, pp. 51 suiv., 68 suiv.

1. Pomponius Dig. L, 16, 166, Papinien, XXXI, 65, pr. Paul, XXXII, 99 pr., etc.

2. Tacite, *Germ.*, 25. Pap., D. XXXI, 65 pr.

3. Columelle, *De R. R.* I, 9.

4. Liste et textes complets dans Fustel de Coulanges, *op. cit.*, p. 46 : argumentation du reste générale et s'appliquant tant au Domaine Impérial qu'au domaine privé.

5. C. I. L. VI, 721 cf. Hirschfeld, *Verwal.*, p. 25; Schulten, *Die Römischen Grundherischafteine Agraristische Untersuchung*, Weimar, 1896, pp. 83 suiv.

6. Hajje, *Etudes*, p. 115 n. 1, qui cite bibliographie.

7. Voyez les 4 inscr. africaines; Columelle, de *R. R.* I, 7; Pline, *Ep.* IX, 37, 3 (Keil) Gaius, *Dig.* XIX, 2, 25, 6 etc.

8. *Dig.* XIX, 2, 9, 1; XIX, 2, 24, 2; XIX, 2, 13, 11.

9. Sur ce point il importe de renvoyer au magistral travail de M. Cuq, *Le Colonat partiaire*, Paris 1898.

spécial qu'ils acquièrent sur le sol défriché, le *jus colendi* leur conférant le *jus possidendi ac fruendi hereditate suo relinquendi*¹. Ces petits entrepreneurs sont secondés sous le Haut-Empire par des hommes libres à leurs gages ou au service de l'intendant, les *inquilini*, ouvriers agricoles (Heuchir-Mettich, IV, 22-24, 24-28, 28-32) et les *stipendiarii*, hommes de coryée venant des communes voisines (IV, 32)². Dès la fin du III^e siècle, par suite de l'aspect catastrophique qu'aura pris la crise agricole, tout ce monde sera graduellement, dans les zones rurales, attaché à la glèbe. Ainsi l'instinct de conservation sociale aura créé une nouvelle classe d'hommes politiquement libres en théorie, mais économiquement asservis à la terre sur laquelle ils auront acquis par la généralisation des coutumes africaines un droit perpétuel³.

La vitalité économique du domaine appelait constamment la présence, à côté des travailleurs du lieu, de créateurs d'utilités comme les artisans, les entrepreneurs de bains et les commerçants qui y tenaient boutique, donnant ainsi au groupe social un caractère assez complet⁴.

1. Hajje, *Etudes* p. 49 sqq., 115 sqq.

2. Cf. Toutain, l'*Inscr. d'Heuchir-Mettich* N. R. H. 1897, pp. 388 s. 409 s.; His, *op. cit.* p. 89, 5.

3. Les témoignages et les conséquences de cette servitude économique sont exposés ici, Livre III, Chap. II. Sur le colonat en Gaule: Blanc, *Essai historique sur le colonat en Gaule*, Blois 1806. — Sur le colonat dans l'Empire romain, bibliographie considérable contenue *in extenso* dans les ouvrages les plus récents: F. Mayence, *Le Colonat dans l'Egypte romaine*, Musée belge, 1902; Cummerus, *Die Fröhnden der Kolonen*, Helsingfors 1906; Bolkestein de *Colonatu Romano ejusque origine*, Amsterdam 1909; Rostowzew, *St. z. Gesch. des Röm. Kolonates*, Berlin 1910; Pelham, *The Imperial Domains and the Colonnate*, Oxford 1911; Dom Leclercq, *Dictionnaire d'Arch. Chr.* V^e Colonat, 1914; Heitland, *Agricola*, Cambridge, 1921; Roth, *CLAUSING the Roman Colonnate*, New-York, 1925. Voyez aussi Hajje, *op. cit.* p. 129 s.

4. 1^{re} Inscr. de Vipasca, *passim*; Inscr. de Gasr-Mesuar, I, 12, s. C. 14

Car à cette époque, où il est avéré que la division du travail se fait en fonction des individus et des classes et nullement des groupes territoriaux¹, le grand domaine agricole sinon minier forme un ensemble économique à peu près indépendant assez vaste pour entretenir de ses propres ressources plusieurs centaines ou quelques milliers de personnes². Tout comme ailleurs, il comprend en Gaule, au bas mot deux milliers d'hectares³ et encadre, outre la masse des terres labourables, toute la variété de la nature de l'endroit; au milieu s'érige, comme nous l'indiquent les fouilles de Teting⁴, la demeure du chef de l'exploitation, couvrant avec ses dépendances jusqu'à 2 ou 3 hectares; autour d'elle s'étendent par essaims ou hameaux au large des terres, les chaumières des laboureurs; et cette description est en parfaite harmonie avec le tableau que nous fait Frontin de la villa agricole (de Cond. Agr. Ed. Lachman, p. 53)⁵. La con-

L VIII 14.428. Voyez C. I. L. VIII p. 45; Flach, N. R. H., II p. 278 sqq.; Hübner *Eph. Epigraphica*, III, pp. 186, s.; Beaudouin, *op. cit.* p. 98, 2. et ici plus bas, livre III, I, § I. A.

1. Sur cette question, vues intéressantes dans Karl Blücher, *Die Entstehung der Volkswirtschaft*, trad. Hausay 1901; Paul Guiraud, *Etudes économiques sur l'Antiquité*, 1905; Glotz, *l'Organisation du travail en Grèce*, 1920, considérations qui peuvent être étendues à toute l'Antiquité et le Haut-Moyen-âge.

2. Dans le récit du festin au *Satyricon* de Pétrone, il est question dans les discours du vieil hôte (allusion camouflée à Néron?), de ces immenses domaines produisant tout le nécessaire et surtout tout le superflu.

3. Voyez del Marmol, *Ann. de la Soc. d'Arch. de Namur* (14-15, 1877-1881); Joulin, *les Etablissements gallo-romains de la Plaine des Marais, Tolosanes*, 1900 surtout pp. 150 suiv. (*Acad. des Insér., Mém. pr. p. div. Sav.* t. XI. 1); Jullian IV. 378; Bibliographie de Kropatscheck, *Bericht der R.-G. Komm.* p. 51, 78; Schumaker, *Materialien z. Besiedelungs-Gesch. Deutschlands*, 1913 (Catalogues du Central Museum de Mayence, n° 83-89.)

4. Près de Faulquemont (Moselle). Cf. Grenier, *Habitations gauloises et villas latines*, 1906 p. 158, sqq.

5. Cette esquisse crayonnée à l'aide de documents du Haut-Empire et ne se rapportant pas exclusivement aux domaines impériaux est un

centration économique du grand domaine aura ainsi marqué l'origine de très nombreux villages : nés ou vivant de la vitalité domaniale, ils seront la masse constitutive du nouvel équilibre social qui, en quelques siècles, pourra transformer la face de l'Occident.

§ 2. — La structure hiérarchique des intendances

Il convient de laisser de côté les rouages subalternes du fisc proprement dit, trésorerie de la couronne sous l'Ancien empire, dont les domaines fonciers, pas très nombreux, étaient contrôlés par les collèges de circonscription ordinaires, comprenant, au-dessus des intendants cantonaux comme le *procurator sallus*, des degrés multiples, et chargés de la gestion financière dans les provinces impériales¹. Il importe au contraire d'enregistrer la convergence des hiérarchies dans les deux masses domaniales, le *patrimonium* et la *Res Privata* : cela est capital, on le verra, pour déterminer l'ampleur et fixer l'évolution de la réforme de Claude qui marque, dans l'ordre juridique, l'éclosion de la justice seigneuriale.

Dans les zones où le nombre des domaines est important ceux-ci sont, sous le Haut-Empire, généralement

minimum; en Afrique les saltus impériaux, celui, notamment, qu'on nommait Burunitain, étaient beaucoup plus vastes (Hajje, *op. cit.* p. 119) et les domaines que nous avons vus entre les mains des Mérovingiens sont autrement grands; voyez encore *infra*, II^e partie.

Je m'en tiens à cette description car j'ai supposé que l'unité du Bas-Empire comprend deux ou trois domaines.

1. Sur ce point : Marquardt, *Org. financière des Romains*, p. 350 s., 380 s.; Mispoulet, *Inst. pol. des Romains*, 1882 t. II, p. 280, s.; Humbert *Essai sur les Finances romaines*, t. II, *passim*.; Mommsen, *Droit public romain*, V, p. 300 s.; Bouché-Leclercq, *Man. des Inst. rom.*, 1886 p. 260; Hirschfeld, éd. 1905, p. 92 s.

groupés en régions¹ sous les ordres d'un *procurator* ou *dispensator regionis*, qui est le supérieur immédiat des *procuratores saltuum*²; tel semble être en Gaule le *procurator Lactoræ* dont nous avons parlé; à moins qu'il ne soit un *procurator tractus* : en effet, plusieurs régions ou parfois des sous-régions contiguës forment un *tractus* ou district domanial appelé aussi *statio*; les inscriptions paraissent toutefois réserver le premier terme aux circonscriptions du *patrimonium* (C. I. L. VIII 12590 et suivants, Afrique, C. I. L. IX, 334. X. 6081, Italie) tandis que pour la *Res Privata* on rencontre le mot *statio*³ ou même des énumérations régionales sans aucun déterminatif (C. I. G. 6771 C. I. L. VIII, 822, Wilmans 1295). L'intendant du district est un personnage important : il commande à toute une armée d'employés, porte le titre de *vir egregius* et touche un traitement de 100.000 parfois même de 200.000⁴ sesterces : c'est un intendant général; mais au-dessus de lui se trouve

1. Sur la *Regio*, cf. surtout Schulten, *op. cit.*, p. 67 suiv.

2. Il en est ainsi notamment pour les domaines patrimoniaux en Afrique) C. I. L. VIII 12.879-80, 12892 et pour ceux de la *Res privata* tant en Afrique C. I. L. VIII 11105, 1652-43 (qu'en Italie Henzen n° 6519; Wilmans, n° 1295. C. I. L. X, 1795). Autres exemples cités par Schulten, *op. cit.* p. 68; Mommsem *Hermès*, XV, p. 395-96; His, *op. cit.*, p. 3 et 6; Beaudouin, *op. cit.* § 3, II et Hirschfeld, éd. 1877 p. 45 et 1905 p. 40-47.

Les régions sont parfois sectionnées en sous-régions (C. I. L. VIII, 822) (pour la *Res privata* en Italie).

3. C. I. L. III, 1464 etc.

4. Voyez ces renseignements maintes fois répétés avec force détails dans les inscriptions du cimetière de Carthage découvertes par Delattre et publiées dans le C. I. L. VIII n° 12590-13214 avec un solide commentaire de Mommsem. Bibliographie complète dans Babelon, *Carthage*, p. 144-146. D'autres inscriptions découvertes postérieurement au même endroit sont publiées et commentées dans le *Bulletin* et dans les *Mémoires* de la Soc. des Antiquaires à partir de 1895.

De nombreux textes du même genre sont encore cités dans Schulten, p. 62-65; Beaudouin p. 43; Mommsem, *Hermès* XV pp. 398-400 et Hirschfeld, p. 42 sqq. Ed. 1905.

l'intendant de la province : tel est le *procurator privatarum per Italiam*¹. Toutefois le *procurator per provinciam* n'a pas toujours de subalternes aussi considérables : dans les provinces de domanialité basse ou moyenne, comme la Mauretanie Césarienne² ou la Belgique et les deux Germanies³, il a sous ses ordres de simples *procuratores saltuum* et rarement des chefs de région ou de district⁴; souvent même ces provinces sont groupées par deux ou trois en une seule intendance générale : je viens de citer la Belgique et les Germanies; je citerai encore l'intendance de la Bithynie, du Pont et de la Paphlagonie (Wilmans 1293); et cela constitue un précédent significatif pour la répartition des intendances au Bas-Empire.

Dès le iv^e siècle, en effet, on ne trouve plus de trace des échelons compliqués du siècle précédent. La notice des Dignités (Or. Boëking XIII; Seeck XIV Occ. B. XI. S. XII) ne nous parle au début du v^e que de groupes domaniaux massifs ayant pour cadre normal le diocèse ou une région couverte des propriétés de l'Empereur,

1. Cagnat *Expl. Arch. en Tunisie*, II, p. 18 n° 22.

2. Que l'absence presque totale de documents fait présumer exclue de l'organisation compliquée de l'Afrique proconsulaire et de la Numidie.

3. C. I. L. II, 1456 *Proc. rationis privatae prov. Mauretaniae Cæsariensis it. per Belgicam et duas Germanias*.

4. Pour les Gaules voyez les inscriptions citées au chap. I^{er} et relatives aux intendances générales du patrimonium. Il est d'autre part entendu que l'Égypte fait complètement exception à ce système d'organisation, elle est financièrement et domanialement administrée par un *Idiologos* qui dirige toute la hiérarchie léguée par les Lagides. Voyez Wescher, C. R. Ac. Inscr. 1871 p. 287, sqq. Mommsem et Marquandt, *Man.* t. IX, *L'org. de l'Empire*, pp. 401; Marquandt, *Finances*, p. 370, sqq.; Wilcken, *Ostraka*, t. I; Hohlwein, *L'Égypte romaine* (Mém. de l'Ac. R. de Belgique, II^e série, t. VIII, 1912) Th. Reinach, *Un code fiscal de l'Égypte romaine*, N. R. H. 1920-21, Hajje, *Études* pp. 83 sqq.

Et la réponse est nette : l'ancienne hiérarchie intermédiaire a disparu faute d'objet; j'en ai déjà expliqué la cause : c'est la généralisation des locations perpétuelles¹: frappées dans leur unique raison d'être, la gestion des domaines, les intendances régionales ne pouvaient plus durer². En effet, la charge économique des domaines passe, nous l'avons vu, aux preneurs dès le début du Bas-Empire; la perpétuité des concessions décharge d'autre part l'intendance des soins souvent accablants des enchères et reconductions quinquennales; par mesure de contrôle financier et d'économie de personnel, la perception elle-même des redevances domaniales est confiée au gouverneur de la province³. Il ne reste, *grosso modo*, aux intendants qu'un travail de surveil-

1. Ici chap. II § 1.

2. His, p. 55 s. et 65 et Beaudouin, p. 45 s. soutiennent le contraire en supposant que l'énumération des *Notices* est déficitaire; ils prennent comme exemple le manque d'allusions à l'Afrique. Cette conception est inexacte : L'Afrique est mentionnée deux fois (*Occ. B. XI. S. XII : Rationalis Rei privatae fundorum Domus Divinae per Africam*; *Occ. : B. II. S. III Praefectus Fundorum Patrimonialium Africæ*; ils allèguent en outre que les *præpositi*, les *præfecti* et certains *rationales* des notices étaient commis à certaines administrations créées à la suite de circonstances exceptionnelles comme les confiscations et les déshérences : c'est confondre la partie avec le tout; car si on a remis le contrôle des biens de Faustine au *Rationalis per Urbem Romam et Subur bicarias Regiones* ou si on a créé une administration spéciale pour les immenses biens de Gilon, cela ne veut point dire que l'énumération des notices où ces faits sont énoncés soit de nature spéciale, la généralité même de leurs termes et leur qualité de résumé authentique et péremptoire suffisent pour écarter une telle supposition. La théorie des deux érudits ne peut du reste pas résister à un examen serré des causes de la transformation.

3. Les malversations fréquentes au Bas-Empire ont, durant le iv^e siècle, fait varier la législation à cet égard. Remise aux gouverneurs assez tôt au iv^e siècle, la perception leur est enlevée vers 350 pour être transférée aux Intendances (*Code Just.* XI, 65, 4; XI, 66, 4); elle leur est confiée vers 390 (*Theod. V*, 13, 31; VIII 8, 5, *Just. XII*, 60, 1.) et retirée, en 397 (*Theod. I*, 11, 1; *Just. I*, 33, 2) pour leur être retransférée en 398 (*Code Theod.*, I, 11, 2. *Just. XI*, 65, 5.) et rester définitivement dans leurs attributions (*Theod. I*, 5, 13; XI, 7, 17; *Nov. Maj.* (Hænel), VII, § 16; *Just. X*, 13, 2, XI 74, 2.) C'est la raison pour laquelle le Justinien ne met en évidence certaine que des textes en ce sens.

lance et, comme on le verra, l'exercice de l'autorité; et cela ne pouvait justifier la coûteuse hiérarchie entretenue naguère par un état économique bien différent. C'est pourquoi les témoignages du Bas-Empire, très complets à cet égard, ne nous montrent au premier échelon que le *procurator sallus*, régissant une ou quelques unités domaniales si elles sont contiguës¹ et au plafond immédiat, sans transition aucune, l'intendant général² avec sa chancellerie, secondés dans leur administration par les autorités provinciales³.

De ces immenses administrations qui se ramifiaient aux quatre coins du monde romain quels étaient les chefs ?

Tout d'abord le *fiscus*, dont je me suis dispensé d'exposer l'organisation provinciale très connue, avait son ministre central, le *procurator*, *præfectus*, ou *magister*, etc. (suivant les épopées) a *Rationibus*, *Summæ Rei* ou *Rationum summarum*, etc., sous l'ancien Empire textes nombreux dans les ouvrages cités en note au (début de ce §) résidant à Rome, *Comes Sacrarum*

1. Cf. *supra*, ch. II § 1.

2. Qualifié *Rationalis*, *præfectus* ou *præpositus* suivant l'importance de l'endroit.

3. Ce fait constitue une preuve matérielle de la disparition des échelons intermédiaires; le gouverneur et parfois ses supérieurs le vicaire et le préfet représentent dans plusieurs affaires l'Intendant qui souvent ne peut se déplacer dans les provinces : c'est ainsi que le gouverneur perçoit les redevances; qu'il préside l'instruction préliminaire à la réunion au Domaine des biens vacants et caducs (cf. Godefroy, *ad Cod. Théod.* X, 8,5); qu'il prend part à l'inventaire des biens confisqués et envoie son rapport à l'intendance (*ibid.*, Théod. IX, 42, 7.) On pourrait encore citer plusieurs exemples.— Le *Rector provinciae* avait dans sa chancellerie un service réservé au Domaine et dirigé par un *Numerarius* ou *Tabularius* (Théod. VIII, I, 9; VIII, I, 12; XII, 6, 3; Just. XII, 49, 4. Cf. *Ann. Marcell.* XXVIII, I.) Cela eût semblé paradoxal si le *rationalis* commandait dans les provinces à des sous-intendants généraux

Largilionum au Bas-Empire (Not. Oc. B. XII S. XIII) résidant à Constantinople.

La *Res Privata* avait également son ministre ayant les mêmes résidences : sous le Haut-Empire le *procurator Rationis Privatæ*, (Eckhel D. N. 7, 244) ou Επιτροπος λόγων πριβάτης (Inscr. bilingue C. I. L. X 6569) *procurator Privatarum* (Vit. Macrini II, 7) *Magister summæ Rei Privatæ* (C. I. L. VIII, 822), au Bas-Empire *Rationalis Summæ Rei Privatæ* (C. I. L. VI, 1133, Wilmans, I, 1223) ou *Comes Rerum Privatarum* (Theod I, 11; IX, 27, 7; Just III, 26, 7 etc., etc., [Not. Dign. Or. B. XIII S. XIV) suivant les époques.

Le *patrimonium*, lui, n'a jamais eu son intendant central avant la réforme faite par Anastase aux environs de l'an 500¹. Et tout le monde est d'accord pour le Bas-Empire²; mais pour le Haut-Empire les érudits unanimes clament, à l'exemple de Hirschfeld (1877 pp. 23, n° 4, 41 et 44 n° 3 1905 pp. 40 sqq.), l'existence d'un ministre du *patrimonium*. Sur quoi se basent-ils ? Sur aucun argument de synthèse; ils invoquent deux cycles de textes :

1° Une phrase très incidente et par là imprécise d'Ulpien au Dig. XXX, 39, 10 : *Sed ea prædia quæ in formam patrimonii iredacta sub procuratore patrimonii sunt si legentur, nec æstimatio eorum debet prestari...* etc.; on veut que ce *procurator* soit le ministre du patrimoine; mais le jurisconsulte n'a jamais voulu dire cela;

1. Voyez ce chapitre, § III.

2. Massive bibliographie dans Wiart, *op. cit.*, p. 30 s. Schulten, p. 72

s. Marquand, *Finances*, p. 395 s.; His, *op. cit.*, p. 35 et Beaudouin, 35 s.

il a écrit *procurator patrimonii* comme nous disons aujourd'hui « inspecteur des Finances » « agent de police » ou « receveur des contributions »; il entend par là n'importe quel intendant ayant à sa garde des biens patrimoniaux et comprend dans sa pensée tous les préposés domaniaux, ceux du fisc comme ceux de la *Res Privata*¹, car son exemple est destiné à rendre compréhensible une solution générale.

2° Une série d'inscriptions qui retracent la carrière de certains personnages : Henzen 6345-46; Wilmans 1248, 1257, 272; Murat. 900. 3; 800. 7; 698. 4; C. I. L. VI, 1108. etc.; mais elles n'apportent aucun éclaircissement supplémentaire, car les unes font suivre l'appellation *procurator patrimonii* du nom d'une province, les autres se bornent à l'énoncer sans aucun autre commentaire²; et des inscriptions de ce genre se citeraient par plusieurs dizaines, pour la plupart des épitaphes; *procurator patrimonii*, veut dire humblement « intendant d'un grade quelconque dans l'administration du patrimoine »; s'il en était autrement on n'aurait pas manqué de le spécifier en y joignant un adjectif comme *summum* ou *tolum*³ comme on y ajoutait le nom d'une région ou d'une province, surtout sur un marbre funéraire où il était d'usage de faire l'éloge des défunts. En réalité.

1. Et c'est en vain qu'on m'opposerait sur ce point tout spécial le § 8 du même XXX, 39; il s'y agit aussi bien qu'au § 10 de fonds domaniaux avec la différence qu'ils sont affectés à un usage public.

2. Dans certains tracés ce titre est suivi de grades provinciaux conférés ultérieurement, ce qui ne saurait arriver sans déchéance pour un ministre du Patrimoine. Cf. C. I. L. VI 1108.

3. Cela est courant pour la *Res privata*: *Magister summæ rei privatae*. C. I. L. VIII, 822.

le ministre du patrimoine est de la même substance que le trop fameux *Tipucitus*¹; il n'a pas existé pour la simple raison que pendant les 5 premiers siècles les Empereurs n'ont jamais eu besoin de lui; car le ministre du domaine de la couronne assumait aussi l'intendance centrale du patrimoine; et cela n'était pas une mesure d'économie mais une nécessité politique : à ces deux masses financières connexes, ces deux bras alliés qui soutenaient les aspirations jumelles de la dynastie et de la monarchie, il fallait une tête unique. Ou s'en convaincra en examinant la nature des intendances.

§ 3. — Définition politique et nature juridique des masses domaniales et des intendances

En opposition avec l'*Ærarium* qu'on pourrait traduire en français « Finances Nationales » ou plus spécifiquement trésorerie d'Etat, le *Fiscus Cæsaris*... créé à la fondation de la dyarchie pour alimenter l'administration colossale confiée à l'*Imperator*, était calqué sur la fiction juridique des *manubiæ*², c'est-à-dire des sommes sur lesquelles certains personnages, comme les généraux, qualifiés par les historiens grecs ἀρχαὶ ἀνυπεύθυνοι³ avaient, sous la République, des pouvoirs discrétionnaires. Il constitue donc un actif se confondant

1. Sur celui-ci voyez l'érudite critique de M. P. Noailles, *Tipucitus*, extrait des *Mel.*, Carnil Gand-Paris 1926.

2. Sur les *Manubiæ*, voyez Mommsem, *Droit public*, I p. 274 s. II, 385 IV, 244 s.

3. Autorités irresponsables, textes dans Mommsem, II, p. 382, s.

juridiquement avec le patrimoine personnel du prince¹ : celui-ci s'en approprie sans aucun devoir de reddition de compte² avec toutefois l'obligation morale de lui donner l'affectation politique qu'il juge utile aux intérêts de la Nation; la tradition proconsulaire de la justification des mandats est ainsi définitivement écartée et, dans cet état dictatorial, le *fisc* devient l'objet du bon plaisir de son dépositaire absolument comme s'il lui était échu par un mode d'acquérir quelconque du droit privé. Dans cette confusion de droit et de fait, il était naturel que le prince préposât à l'ensemble de ses activités financières un homme unique³, chargé d'équilibrer les deux rubriques par la canalisation des revenus, les compensations mutuelles et par des virements propres aux intérêts privés ou publics⁴ de son maître⁵. Et si dans les zones provinciales cette unité adminis-

1. *Cæsar omnia habet : fiscus ejus privata tantum ac sua : et universa in imperio* (entendez dans la partie de l'Empire qui lui est confiée) *ejus sunt, in patrimonio propria*, Sénèque, *De Benef.* VII 6.; Dans la *Vita Hadriani*, VII le fisc est appelé *Fiscus privatus* et ses débiteurs, *privati debitores*; Tacite y fait aussi de fréquentes allusions, *Ann.* IV, 6, IV, 15, XII, 60, XIII, 1.

2. Cf. Mommsem, V, p. 391, s.

3. Exemples dans Tacite, I, 58, Suétone, *Gai.* 7; tel fut également Etruscus sous Domitien (*Satirus Silv.* 3, 3). Parfois l'Empereur prépose un intendant central pour les deux rubriques dans un groupe de provinces : tel par exemple semble avoir été dans les Gaules le fameux Licinus (voyez *supra*, chap. I^{er}) et pendant longtemps l'Idiologue dans l'Egypte romaine.

4. Le *Princeps* avait tout avantage à tenir une comptabilité générale et ordonnée; pour soigner sa popularité il publiait parfois de son libre gré les comptes de sa gestion où il s'arrangeait à faire croire qu'il y mettait souvent de sa poche, Suét. *Aug.*, 28 et 101, *Gai.*, 16; Tacite, *Ann.* I, 11; Dion, 56, 53; 59, 9.

5. Cette administration avait du reste pendant le premier siècle un caractère familial très accentué; les intendants, y compris le ministre, étaient généralement des affranchis (Ex. Pallas, Etruscus, Licinus, etc.); c'est seulement sous Hadrien qu'ils furent remplacés en bonne partie par les spécialistes de l'ordre équestre (*Vita Hadr.* 22.)

trative ne fut pas instaurée, c'est que les deux composantes révétaient, au contact des choses, des aspects économiques différents, l'une prenant généralement un caractère périodique et mobilier¹, l'autre un sens permanent, domanial et immobilier² : cela commandait la division du travail entre deux groupes d'intendants spécialisés. Les deux entités recevaient nécessairement une affectation politique solidaire mais différente, le fisc fournissant la masse de manœuvre et le *patrimonium* étant la masse de réserve grossissant sans cesse des surplus laissés par celui-là³. Ces considérations expliquent clairement dans les provinces la préexistence du fisc sous l'égide duquel s'est peu à peu agrégé le patrimoine immobilier des Empereurs.

Sans changer de nature juridique ni d'affectation, le fisc est toutefois destiné à évoluer et se créer dans la structure monarchique un visage tentaculaire qui lui permettra la mainmise absolue sur la vitalité financière de l'Etat. Ce qui facilitera son devenir c'est la nature plutôt immatérielle de l'universalité fiscale qui, à la différence du « *patrimonium* », constitue moins une richesse stable qu'un potentiel d'enrichissement puisque sa base dynamique est un droit de perception s'exerçant sans tarir d'une façon périodique. C'est dire que si le produit de cet exercice assimilé aux *manubia*, passe dans l'avoir héréditaire de l'Empereur pour y former la rubrique fiscale, sa source n'est point susceptible d'appropriation.

1. Perceptions d'impôts de tout genre, accumulation d'argent.

2. Gestion et exploitation des domaines.

3. Voyez au début du chap. 1^{er} des exemples d'esclaves et de fonds acquis par le fisc et passés ensuite au Patrimonium.

tion et reste attachée par la force des choses aux attributs du pouvoir. Et précisément au bout de quelques générations cette rubrique fiscale tangible, transmise régulièrement, à cause des circonstances mêmes, de prince en prince avec le reste du patrimoine impérial¹, finit par s'assimiler à sa source et de masse dynastique se muer en domaine de la Couronne, en caisse constitutionnelle du césarisme vers laquelle tout devait converger. Mieux que la langue latine qui, dans son insuffisance fatale, devait s'exprimer par des détours ou puiser dans le vocable des voisins, la langue lumineuse des Hellènes eut vite fait de trouver le terme précis pour caractériser cette évolution : le fisc est désormais appelé *Βασιλικόν*, c'est-à-dire domaine royal par opposition aux *Κτήματα*² de tel Empereur d'un côté, surtout à l'*Ærarium* de l'autre qui, lui, est qualifié *δημόσιον*³. Et c'est dans le même ordre d'idées qu'en 193 Pertinax interdit de désigner la

1. D'abord héréditairement dans la famille Julio-Claudienne (4 fois), ensuite par coups d'état jusqu'à Vespasien, de nouveau héréditairement chez les Flaviens et les Antonins, par coups d'état entre Commode et Septime Sévère; dans ce cas l'aventurier victorieux prenait tout simplement possession des biens de son prédécesseur et usurpait aussi ceux de ses partisans : c'était la règle générale, ainsi par exemple fit Sévère (*Vita Sev.* X, et suiv.)

Un cas intéressant de transmission continue c'est celui de la briquetterie de Vibius Pausa qui, passée à Auguste, se voit tour à tour possédée par Tibère, Caligula, Claude, Néron, Galba, Othon, Vitellius et Vespasien (C. I. L., V 81110, 1-28).

2. Hérodien 2, 4, 13.

3. Dion dans *Xiphilin*, 69, 8 : « Εἰθὼν (Hadrien) ἐς τὴν Πρώμην ἀφῆκε τὰ ὀφειλόμενα τῷ τε τῷ βασιλικῷ καὶ τῷ δημοσίῳ τῶν τῶν Ῥωμαίων. » 71, 31 : Τοῖς ὀφειλοῦσι τι τῷ βασιλικῷ καὶ τῷ δημοσίῳ πᾶσι πάντα... ἀφῆκε (Marc Aurèle).

Les Romains appelaient parfois ce domaine de la couronne *Ærarium privatum*,; *Vulcat. Gallie. v. Avidii*, Cass. VII : *Senatus illum hostem appellavit Conaque ejus proscripsit. Quæ Antoninus in Privatum Ærarium congeri noluit, quare senatu præcipiente in Ærarium publicum sunt relata.*

propriété fiscale par le nom du prince régnant : Hérodien, 2, 4, 13 : Τοῖς τε Βασιλικοῖς κτήμασιν ἐκώλυσεν αὐτοῦ τὸ ὄνομα ἐπιγράφεσθαι, εἰπὼν αὐτὰ οὐκ ἴδια τοῦ βασιλεῦοντος εἶναι, ἀλλὰ κοινὰ καὶ δημόσια τῆς Ρωμαίων ἀρχῆς. »

Comme l'indiquent ces dernières paroles de l'historien, le fisc a déjà politiquement cessé de faire figure de patrimoine privé d'un magistrat : il est désormais une caisse officielle du pouvoir. C'est à ce titre qu'il a, dans tout l'Empire, canalisé, aux dépens de la trésorerie républicaine, des ressources qui auparavant ne lui revenaient pas, comme les redevances des eaux, ce qui restait des biens des condamnés, les biens vacants¹ et les successions caduques². Il ne cessera toutefois pas d'être la propriété de l'Empereur avec la même affectation qu'auparavant et de former avec le patrimoine un bloc cohérent sous la direction d'un intendant unique³; et entre ces deux aspects il n'y a point contradiction car en la matière la notion de propriété a gravi un échelon supplémentaire, le prince devenu monarque n'étant plus considéré comme mandataire du peuple, mais, malgré la fiction constitutionnelle, comme créateur de son *Imperium* et dès lors propriétaire du pouvoir⁴.

L'extension politique du fisc concorde nécessairement

1. Sur ces trois virements, voyez Marquandt, *Finances*, p. 367 et 386

2. Tacite, *Ann.* VI, 2; VI, 19. Dig. V. 3, 20 § 6 règle généralisée par Caracalla aux dépens des *patres* et en violation de *lex Julia Cad.* Ulpien, R. 17, 2.

3. La preuve en est la fameuse *epistola Praefectorum Pret.* de 168 (C. I. L. IX, 2438; Bruns, *Fontes*, p. 233) montrant un différend relatif au biens « patrimoniaux » tranché en dernier ressort par le directeur central du Fisc.

4. L'expression Βασιλεύς ou Αυτοκράτωρ employée maintes fois par les historiens grecs de l'époque est tout à fait appropriée à la nuance.

Les idées que Sénèque, on le verra, a vulgarisées n'auront pas été, à mon avis, étrangères à ce devenir.

avec le dépérissement graduel de l'*Ærarium*¹, la caisse républicaine contre laquelle était tout naturellement dirigé l'effort financier des Empereurs : soulagée peu à peu de ses réserves au profit du fisc (arguments dans *Mommsem*, V p. 300), elle vit son étoile s'éteindre avec la perte des dernières provinces sénatoriales survenue avant la fin du ^{II}e siècle puisque sous les Sévères on n'entend plus parler de la dyarchie. Elle a déchu alors au rang d'une caisse municipale, *Arca publica*, pour la ville de Rome et sa banlieue : telle, on la rencontre encore sous Aurélien (*Vita XX*) et à l'époque de Constantin².

Le fisc prend aussitôt son nom et sa place : complétant son évolution, il est désormais seul maître sur le terrain financier; cette substitution est un fait capital dans l'évolution de l'Empire; car la capitulation de l'*Ærarium* signifie la chute irrévocable du Sénat qui se voit arracher le dernier nerf de son pouvoir; ainsi le peu d'influence qui restait à l'oligarchie sénatoriale est pulvérisée. A ce moment le flux du pouvoir personnel bat son plein : dans un *crescendo* d'arbitraire et à la débandade, le monde romain entame sa marche finale vers la désagrégation; c'est, quoi qu'on en dise, le commencement logique du Bas-Empire.

A quel moment précis cette substitution commencée, on s'en est aperçu, avec l'instauration du césarisme, s'est-elle totalement consommée ? Vers l'an 250 répond

1. Par ce terme j'ai toujours entendu l'*Ærarium Saturni* qu'il ne faut pas confondre avec l'*aerarium militare*, caisse subordonnée au Fisc et destinée à fournir des récompenses aux vétérans.

2. On y voit des *Præfecti Ærarii Saturni* comme magistrats municipaux (Borghesi, *Œuvres*, IV p. 149.)

la doctrine courante¹. Sous Septime Sévère et avant l'an 200 faut-il répliquer : c'est, en effet, cet Empereur² qui, aux premières années de son règne, fonda la *Res Privata* (*Vita* XII) nouveau domaine de la Couronne dont la création eût été inconcevable sans le glissement définitif du fisc vers une plus ample destinée. D'ailleurs voici les textes :

Un passage très authentique de Lampride ou de Capitolin (*Vita Diad* IV) raconte que Macrin était, au jour de la naissance de son fils Diadumène, *procurator Ærarii majoris* c'est-à-dire du fisc par opposition à l'*Ærarium Saturni* déclassé; or, quand en 217 Diadumène fut assassiné avec son père par les gens d'Héliogabale, l'historien nous dit (*Vita* I et VII) qu'il était déjà jeune homme; sa naissance est dès lors toute proche de l'an 200; et à ce moment la substitution était complète puisque Macrin était préfet de l'*Ærarium* nouveau³.

Le jurisconsulte Callistrate, qui vivait au temps de Septime et de Caracalla, confond expressément le Fisc

1. Marquandt, *Finances*, p. 386. Humbert, *Finances* II, p. 202-203; Mommsen, *Dr. public*, V p. 296, s. Ils s'appuient à l'exemple de Hirschfeld, sur certains textes juridiques que je citerai entre autres pour prouver le contraire.

2. Très qualifié pour faire cette réforme : il fut en effet intendant du fisc avant de revêtir la pourpre; sa compétence administrative et sa science juridique étaient renommées (*Vita*, I, II, III).

3. L'écrivain (*Études sur l'histoire d'Auguste*, p. 29), déclare ce passage suspect à cause précisément de la locution *Præfectus Ærarii majoris*. Abstraction faite de *majoris* qui vu l'évolution est une nuance très significative, cette expression est, au contraire, la preuve du caractère sérieux du document; on la trouve employée avec le même sens dans quelques-uns des textes du début du III^e siècle que je citerai dans cette démonstration. Il est certain dès lors que Lampride ou Capitolin écrivant à l'époque de Constantin où la terminologie était différente avaient sur ce point consulté des sources très sûres : historiens officiels, ils en avaient, du reste, tous les moyens.

et l'*Ærarium* dans un titre unique intitulé *de Jure Fisci et Populi* (D. XXXXVIII, 20, 1).

Ulpien, lui, qui a très probablement écrit tous ses ouvrages entre 212 et 217¹ nous dit (*Reg.* 28 § 7) que faute de titulaires, les biens caducs *Populo deferuntur*. Or, dans le même essai (17 § 2) il nous déclare, à propos d'une réforme de Caracalla², que *Hodie... omnia caduca fisco vindicantur*. Dans le même ordre d'idées, le § 3 du fragment *De Jure Fisci* qui, à quelques années près, est contemporain des règles d'Ulpien³ nous dit dans sa structure négative absolument la même chose : ...*sane si post diem centesimum patres caducum vindicent, omnino fisco locus non est*. Qui ne voit qu'à ce moment le *fiscus* et le *populus*, c'est-à-dire l'*Ærarium* sont synonymes ? L'assimilation va si loin que le susdit Ulpien qualifie les intendants du Fisc de *Præfecti* (*Dig.* XXXXIII, 8, 2, 4.) titre que portaient naguère les directeurs de l'*Ærarium*⁴.

Jamais cependant cette synonymie substitutive ne sera résultée avec autant de clarté que des écrits de Paul :

Dans ses sentences composées aux environs de l'an

1. Cf. Pernice, *Ulpian als Schriftsteller* dans les *Sitzungsberichte* de Berlin, 1885 I, p. 443 s. Joers, dans *Pauly-Wissowa*, V, I, 1903 p. 1455 sqq.; Krüger, *Sources*, p. 288 n. 3, 297, 443 n. 2; Girard, *Textes*, 1913, p. 458.

2. On sait en effet qu'en matière de caduca, le *jus patrum* aboli par cet Empereur fut rétabli par Macrin, *Dion* 78, 12, *Vita Macrini*, 13.

3. En exceptant précisément le court espace de la Réforme de Caracalla, Bibliographie dans Girard, *Textes*, p. 495.

4. Junius Mauricianus, *Dig.* XXXXVIII, 14, 15 §§ 4 et 6; le § 5 me semble interpolé et ce, au moment de son insertion dans ce titre *De jure fisci*, car il apporte une synonymie indubitablement prématurée; vu la pureté de la syntaxe, l'interpolation se limiterait au mot *fisco*.

212 (cf. Girard, *Textes*, p.377) un titre entier (V,XII) comprenant 23 § porte la rubrique *De Jure Fisci et Populi*¹; or, dans le texte quisuit et où une foule de cas extrêmement généraux sont envisagés, il n'est question que du Fiscus, sans la moindre mention du *Populus* ou de l'*Ærarium*; il est cependant certain que 50 ans auparavant ces deux mots eussent été employés : maintenant le *Fiscus* les supplée totalement². Mais il y a mieux. Au VII^e livre du commentaire de Paul *ad Legem Juliam Papiam*, *Fiscus* et *Ærarium* sont constamment employés l'un pour l'autre : (*Dig.* 49, 14, 13; pr.) ...*si quis, antequam causa ejus ad Ærarium deferatur, professus esset eam rem... capere sibi non licere, ex ea parlem fisco inferret, parlem ipse relineret.*

§ 1 : ...*quæcumque professa esset... relictum sibi... ad fiscum pertinere... ex eo, quod redactum esset à Præfectis Ærario, parlem dimidiam feral.* Et les phrases suivantes continuent le commentaire dans le même esprit.

Dans un autre ordre d'idées, le même Paul (*Dig.* 48, 13, 11 § 6) ...*qui, cum provincia abiret, pecuniam, quæ penes se esset, ad Ærarium professus relinuerit, non esse residuæ pecuniæ actionem quia eam privatus Fisco debeat...*

1. A la différence de certaines autres, cette rubrique est pure car le mot *populus* n'est plus employé avec ce sens au delà du III^e siècle.

2. La doctrine précitée invoque cette rubrique à son appui : elle ne l'aurait pas fait si elle avait considéré historiquement le texte qu'elle accompagne.

Un autre argument invoqué dans le même sens est une phrase (53, 22) où Dion dont l'histoire s'étend jusqu'en 229, oppose, parlant des *Δημόσια Χρῆματα*; le *Δῖος* à l'*Αυτοκρανῶν* mais Dion parle ici du temps d'Auguste et s'il tourne sa phrase au présent — cela a fourvoyé les auteurs — il emploie simplement l'*ἱστορικὸς Ἑνεστώς* cher aux conteurs grecs.

Les exemples de ce genre pourraient se multiplier, mais je ne puis continuer faute d'espace.

Transformé ainsi en trésorerie exclusive d'Empire, le Fisc ne cesse pas un moment de demeurer la propriété personnelle de l'Empereur. Celui-ci n'est plus comme Auguste le citoyen-président de la République Romaine : le dédoublement positif du Prince, en personne privée et magistrat omnipotent n'est plus, je l'ai dit, qu'une vaine théorie. Il est le possesseur du monde romain, le propriétaire éminent, dira Théophile (sur le § VII *De jur. nat.*), des patrimoines et des personnes, vivant en marge et au-dessus des lois : *Legibus soluti sumus* ont déclaré Septime et Caracalla. Conciliant l'idée de propriété avec la nouvelle fonction sociale du fisc, le subtilissime Ulpiana écrit : *Res enim fiscales quasi propriæ et privatæ principis sunt* (*Dig.* 43, 8, 2 § 4).

La transposition définitive du *fisc* privait cependant l'Empereur d'un domaine de la Couronne ; sa nouvelle destination de moteur exclusif de la machine publique, rendait techniquement difficile cette bifurcation économique qui lui permettait jadis de servir de levier à la stabilité et au renforcement du Césarisme tout en alimentant l'administration des provinces confiées à l'Empereur. Au pouvoir absolu en marche, il fallait un nouvel appui financier : Septime, nous l'avons vu, créa la *Res Privata*. (Ici et chap. I).

Elle forma, dès le début, une intendance à part, avec son ministre spécial (Voyez *supra* : § II *in fine*), auquel fut également confié le *patrimonium*, dont la nature de

masse dynastique ne concordant plus avec la nouvelle destination du Fisc, imposait, sinon l'autonomie, du moins la juxtaposition au nouveau domaine de la Couronne¹. C'est ainsi que fut restauré le parallélisme patrimonial avec sa masse et son arrière-masse, mais beaucoup plus stable cette fois-ci, puisque la mainmise de la monarchie sur les finances d'Empire rendait impossible tout glissement analogue au précédent, beaucoup plus uniforme surtout dans son système d'administration, la *Res Privata* ayant été principalement pourvue, nous l'avons vu, de fonds immobiliers, ce qui explique la jonction fréquente des intendances aux échelons inférieurs². La *Res Privata* sera donc la masse de manœuvre sans cesse grossie par les avantages du pouvoir (cf. chap. I) et le *patrimonium* restera le fonds de réserve de cet édifice économique dont la solidité est une puissante garantie de la monarchie et par là du pouvoir personnel de l'Empereur et de ses successeurs.

1. L'opinion suivant laquelle la *Res privata* serait la masse dynastique des Empereurs tandis que le *Patrimonium* tiendrait lieu de Domaine de la Couronne (Hirschfeld, 1877, p. 43 s., Marquandt, p. 395.) repose sur un jeu de mots et s'écroule devant l'examen de l'évolution qu'on vient de décrire. Par ailleurs de nombreux textes très précis opposent nettement la conception privée du *Patrimonium* à celle quasi-publique de la *Res privata* (Ex : *Code Just.* XI, 71 et 73; XI 64, 1 à confronter avec *Code Just.*, I, 33, 1; X, 1 Théo. X, 1, etc., etc.) La question peut être considérée aujourd'hui comme classée. Cf. Karlowa, *Röm. Recht.*, I, p. 305-306, Wiart, p. 7 n. 1; His, p. 6, n. 1; Beaudouin, p. 31-32 qui adoptent la solution exacte en se basant surtout sur deux textes d'Ulpien. *Dig.* 30, 39 § 8 et 10 qui n'ont cependant rien à voir dans cette controverse. Voyez note ici, § II *in fine*.

2. Wilmans 1293 : Trimesitus beau-père de Gordien a été en même temps : *Procurator Prov. Bithyniæ, Ponti, Paphlagoniæ tam Patrimonii quam Rationum Privatarum*; il a ensuite cumulé les mêmes fonctions dans la Belgique et les deux Germanies.

Les nos 11105, 16542, 16543 du C. I. L. VIII nous indiquent que la *Regio Patrimonii de Leptis* et la *Regio Rei Privatae* de Tripoli avaient un directeur unique.

C'est leur isolement presque absolu des finances publiques proprement dites qui permettra à ces deux blocs domaniaux de se maintenir indemnes dans la banqueroute du III^e siècle¹ que l'arbitraire des princes aura provoquée et de sauver le Césarisme en ravitaillant l'annone et en entretenant l'armée qui étouffera les émeutes populaires et repoussera la première invasion². Nous les retrouvons à la fin du spasme grandement enrichis des malheurs publics³ et plus juxtaposés que jamais, car la pratique des locations perpétuelles qui, nous l'avons vu, a aboli les intendances intermédiaires, met immédiatement au-dessus des *Procuratores saluum Patrimonii* ou *Rei Privatæ*, les *Rationales* ou autres intendants généraux de la *Res Privata*, administrant sans les confondre⁴ les deux contingents⁵, sous la direction

1. Sur l'effondrement monétaire du Fisc, voyez *infra*, III, II, § 1.

2. Cf. ici, *infra*.

3. Cf. chap. 1^{er}, La place importante que tient la Législation domaniale au début du IV^e siècle suffit à la prouver. Cf. Hajje, *Etudes*, p. 121, suiv., 129 suiv.

4. Les deux rubriques en effet ne sont jamais confondues : textes innombrables Ex. : *Code Just.* XI, 62, 64, 66, 68, 71, 72, 73, etc., etc. et les parties correspondantes du Théodosien. Voyez Hajje, *op. cit.*, p. 92 et 135.

5. La preuve irréfutable est que le chef de la *Res Privata* continue à diriger le *Patrimonium* (jusqu'à la fin du V^e siècle, Lydus, *de Magistr.* II, 27; Bas VI, I, 22 insérée par Krüger au Just. I, 34, I) et que, sauf les *procuratores saluum Patrimonii*, nul autre de ses subordonnés n'est exclusivement préposé à cette administration (Not. Dign. Or. B. XIII. S. XIV. Occ. B. XI S. XII). C'est donc aux intendants généraux de la *Res Privata* qu'incombe la direction provinciale du Patrimoine. Du reste les deux textes précités Lydus II, 27 et Bas VI, I, 22, témoignent non seulement de l'inexistence d'un ministre patrimonial antérieurement à la réforme d'Anastase, mais encore de l'absence de tout corps d'intendants généraux exclusifs au *Patrimonium*. La constitution d'Anastase, Bas h. t. § 22, crée, en instituant le Κομης τῆς ἰδικῆς Κτήσεως des ταξέωται ἰδικῆς Κτήσεως qui τῶν τοῦ κομητοῦ τῆς ἀρχιτάου ἰδικῆς περιουσίας (Summæ Rei Privatæ) ἐχέτωσαν προνόμια et cela fin d'éviter les confusions ὅπως μὴ συγχύσῃ χάμνοιν. (Lydus)

Un seul texte pourrait m'être opposé : dans la *Notice d'Occident*, au tableau de la Pref. Prt. d'Italie et sous la rubrique du diocèse des Afri-

d'un ministre unique siégeant à Constantinople.

J'ai dit sans les confondre : car, malgré leur similitude juridique de propriétés impériales, leur convergence politique et la gestion unique qui les soumet à des routines similaires, elles accusent une divergence économique celle-là même qui depuis le début de l'Empire a maintenu, en germe d'abord en évidence ensuite, le parallélisme des deux masses et empêché leur fusion :

La *Patrimonium* demeure le bloc présumé d'origine privée, l'ἐκ προγόνων περιουσία dira Lydus, restant à l'arrière-plan et grossissant par des virements de capitaux déjà constitués. La *Res Privata*, elle, est toujours la masse militante d'origine publique, représentant aux yeux du peuple la revendication financière du régime, nourrie surtout de ressources officielles comme les deshérences et les confiscations (ici, chap. I) : elle est la main qui apporte ; l'autre, c'est la main qui garde.

Cette réalité économique amène assez tôt au iv^e siècle une inévitable transposition de termes : le *fisc* évolué,

qués, il y a un *Præfectus Fundorum Patrimonialium*, l'unique que nous rencontrons au Bas-Empire. Mais il ne s'agit pas d'un fonctionnaire d'intendance proprement dit ; c'est un personnage analogue au *Numerarius* ou *Tabularius Rei Privatæ* que nous rencontrons dans les chancelleries présidiales, d'un grade plus élevé cependant, puisqu'il se trouve auprès du Vicaire. Nous avons vu, en effet (§ II) qu'au Bas-Empire, les autorités provinciales seconcentrent largement les Intendances dans l'administration des domaines. C'est la raison pour laquelle nombre de Constitutions réglant des questions domaniales leur sont adressées : Ex. Théod. X, 4, 1, X, 4, 2 ; X, 4, 3 ; Just. XI, 66, 3 ; XI, 66, 6 ; XI, 63, 4 ; XI, 64, 2 ; XI, 63, 3 ; XI, 70, 5 ; XI, 71, XI, 71, 3. D'autres sont adressées au *Comes Sacrarum Largitionum*, ministre du trésor d'Etat : ce sont soit des prescriptions générales communes aux trois rubriques, soit des réponses à des questions posées à la chancellerie impériale sur les points où les Intendances étaient en désaccord : ex. : Théod., I, 11, 2 ; Just. XI, 63, 2 ; XI, 70, 3 ; XI, 71, 4 ; XI, 74, 1. — C'est un indice qu'il ne faut pas s'en tenir uniquement à la qualité du destinataire pour déterminer la portée d'une constitution ; on s'en souviendra pour la discussion de certains textes dans les chapitres suivants.

perd son appellation primitive et se qualifie généralement au Bas-Empire *Sacræ Largitiones* ou *Ærarium Sacrum* (Ex. Theod I, 10; I, 11, *passim* Just I, 32; *Const. cit. in fine* de la note préc. Not. *Dign. or. B. XII* et *occ.* Tableau Corr.). La *Res Privata* devient dans les textes les plus substantiels synonyme de *Fiscus*¹ celui-ci retrouvant ainsi son sens du ^{ne} siècle bien que sur ce point l'influence de langage des grands jurisconsultes du ^{me} (Paul et Ulpien) se fasse encore sentir en prenant le fisc dans l'acception très large de propriété impériale² d'ordre public³.

Telles sont les positions des trois masses patrimoniales qui seront maintenues en dépit de sectionne-

1. Ex. *Code Just.*, I, 33, 1 de 381 : *Si quid negotiorum fuerit actitatum, in quibus aliquid commodi fiscalis appareat ad officium Rei Privatæ, tua gravitas acta transmittat, ut instructione percepta, quid sibimet juris auxilio debeatur agnoscat.* — *Code Théod.*, II, 1, 5 de 365 et interprét. *Res Nostra : Fiscus Noster.* Théod. XI, 30, 41 de 383 *Privatæ Rei causa : Fiscole Negotium.* — *Code Théod.* X, 4; XI, 19; Just. XI, 66; 68; 71; 72; 73; 74; 75, etc., etc. : *Fundi Rei Privatæ sive fiscales*, les seuls domaines qui soient dans les textes, accompagnés de cet adjectif; ils sont dans les recueils en constante opposition avec ceux des autres rubriques, les « patrimoniaux » surtout qui, eux, sont qualifiés *salutenses*, ce qui marque clairement leur caractère privé. Théod. V, 15, 38. Nov. Théod. V, 2 (Hoemel), *Code Just.* XI, 62; XI, 64 et les titres précités *passim*.

2. Notamment au Dig. de *Jure Fisci* où les fragments des classiques ont été insérés; ceux qui établissent la synonymie du Fisc et de l'*Ærarium* au moment de leur composition (ici *supra*) subissent au Bas-Empire une transposition de sens, puisqu'au Bas-Empire la majeure partie des *caduca* et des confiscations (His, pp. 33, suiv.) vont à l'actif de la *Res Privata*. — Aux Codes Théod. et Just. X, 1 de *Jure Fisci*, où cependant en grande majorité les constitutions sont relatives à la *Res Privata* (Just. 5, 7, 9, 10, etc.; Théod. 5, 8, 9, 11, 12, 14, etc.) — Au Théod. XI, 30, 41 qui envisage à côté des *causæ Rei Priv.* celles *Sacr. Largitionum*. On voit que si, dans sa seconde acception, le *Fiscus* ne désigne pas exclusivement la *Res Priv.*, il la comprend certainement, avec les autres rubriques impériales. Il importe que ces synonymies soient retenues pour l'interprétation de certaines constitutions aux chapitres suivants.

3. Car il est certain que le *Patrimonium* en est excepté. Voyez notes précédentes

ments secondaires¹ jusqu'à la fin du Bas-Empire et même au-delà².

Aux environs de l'an 500, Anastase, ému des confusions de comptabilité (Ex. dans Cod. Just. XI, 62, 9 fin du iv^e) qui masquaient probablement des malversations scandaleuses, brise, sans abolir le parallélisme, la liaison administrative des deux masses foncières et érige le *patrimonium* en intendance indépendante (Lydus II, 27. Bas. VI, 1, 22. Just I, 34, 1).

La Gaule, toutefois, ne connaîtra pas cette réforme, car le flot barbare l'aura complètement submergée³.

Il n'en est pas moins vrai qu'à titre de région domaniale elle a subi le jeu de la lourde machine que je viens de décrire et dans laquelle va naître et se développer la première et plus originale manifestation de la justice seigneuriale.

1. Dès la fin du iv^e siècle un certain nombre de domaines se détachent des deux masses foncières (*Patrim. et Res Priv.*) pour former le groupe de la *Domus Divina* dont les revenus font en quelque sorte la liste civile de la maison impériale. Le nouveau groupe dépend administrativement de la *Res Privata* (*Code Théod.*, VI, 30, 2 et *Notit. Dign. Or. et Occ.*; Tableaux de la *R. Priv. cit.*); il semble avoir absorbé la majeure partie des anciens *saltus patrimonii* d'Afrique comme le prouve l'existence d'un *Rationalis Rei Privatæ Fundorum Domus Divinæ per Africam* (*Not. Occ.*) et possède un fort contingent domanial en Cappadoce (*Théod.* VI, 30, 2). Après quelques légères variations au cours de la 2^e moitié du v^e siècle et du début du vi^e. (Voyez sur ce point, Wiart, p. 5; His, pp. 75 suiv.; Beaudouin, p. 39-40) ce groupe est réorganisé par Justinien dans la *Novelle XXX*.

Il est probable que la liste civile spéciale de l'Impératrice (*Domus Augustæ*) forme une sous-section de la *Domus Divina* (voyez auteurs précités); nous rencontrons au temps de Justinien un *Curator Divinæ Domus Serenissimæ Augustæ* à côté de ceux de la *Domus Divina* proprement dite (*Code Just.* VII, 37, 3.)

2. Cela est prouvé non seulement par les textes précités et par leur insertion dans les Codes, mais encore par la teneur des rubriques précitées de ces Codes et de celles correspondantes des Basiliques qui sont la traduction textuelle des notations justiniennes.

3. Il est tout de même intéressant de remarquer qu'à la même époque une réforme analogue se produit dans l'Italie des Ostrogoths; avec la différence que le *Comes Patrimonii* d'Italie avait tout juste les fonctions d'un intendant de la *Domus Divina* byzantine (Cassiodore Var. VI, 9). Singerie maladroite d'un roi barbare qui voulait faire comme les Empereurs dont il était par l'intermédiaire de l'exarque un vague vassal? c'est très probable.

LIVRE DEUXIEME

L'Écllosion

Naissance de la justice privée dans l'administration de la fortune privée des empereurs

CHAPITRE PREMIER

LES LITIGES DES INTENDANCES IMPERIALES ET LE DROIT COMMUN

Propriétés absolues des Empereurs, le Domaine héréditaire et le domaine de la Couronne étaient, en stricte logique, au début du principat, régis par le droit commun.

Quoiqu'en effet le régime nouveau se fût imposé par l'abus de la force, et se présentât comme l'aboutissement normal de cette série de vacances de légalité qu'avaient depuis Sylla battu en brèche les institutions républicaines, Octave s'apercevant dans son astucieux réalisme que la menace démocratique n'était pas encore évanouie, pensa masquer son œuvre par les traditions constitutionnelles des temps héroïques des *Régulus* et des *Scipion* : car il savait bien qu'il n'y a point de plus solide tyrannie « que celle que l'on exerce à l'ombre des lois et avec les couleurs de la justice. lorsqu'on

va pour ainsi dire noyer les malheureux sur la planche même sur laquelle ils s'étaient sauvés¹ ».

C'est ainsi que le 13 janvier de l'an 27 avant l'ère chrétienne, il achève la réorganisation de l'Etat en restituant de sa propre autorité le pouvoir au Sénat et au peuple : *In consulatu sexto et septimo*, dit-il dans son testament, *Rem Publicam ex mea prolestate in Senatus Populique Romani arbitrium stransluli* (Mon. Ancy. VI, 12, s.)². Bien que cette transmission fût un leurre, le prince s'étant fait retransférer à titre viager³ les attributs essentiels de la souveraineté tant dans les territoires sénatoriaux que dans les provinces impériales et n'ayant pas abandonné le commandement des mercenaires⁴ qui, entretenus à ses frais⁵, constituaient le plus solide sinon l'unique pilier du pouvoir, elle n'avait pas moins le mérite de déterminer dans l'ordre juridique, la situation personnelle de l'Empereur en la reléguant théoriquement au rang normal de celle dont jouissait tout autre citoyen romain : *Potestatis aulem nihilo amplius habui*, dit en ce sens Auguste, *quam qui fuerunt mihi quoque in magistratu conlegæ* (Mon. Auc. VI, 22 s.); Tibère, lui, jure de ne pas outrepasser les pouvoirs de la charge qu'il exerce au nom du Peuple romain (Dion 57, 8, 2-6) et Claude *σὺν ἅλλοις ὄρχωνε καὶ αὐτός ἐπιστάθη* *περί γάρ τῶν ἐκτοῦ οὐδενί, τὸ παράπαν τοῦτο ποιῆσαι ἐπέτεψε*

1. Montesquieu, *Considérations*, ch. XIV.

2. Voyez Ovide, *Fast.* I, 589; Vell. II, 84, s; Suét., *Aug.* 28; Sénec. *de Brev. vita*, 4; C. I. L. VI 1517 b. 25.

3. Dion, 59, 6. Et dès lors sans obligation de justifier son mandat puisqu'en Droit public romain le magistrat ne peut être poursuivi qu'à l'expiration de sa charge (Phil, *Legal ad Gai*, V.)

4. Dion, 53, 17, 4; 43, 44, 12-15; 54, 4; d'où son titre d'Imperator.

5. Soldes et libéralités tirées des revenus du fisc.

καὶ ἐξιών ἐκ τῆς ἀρχῆς αὐτοῖς ὥμοσεν ὥσπερ οἱ ἄλλοι ». (Dion 60, 10)¹. Tel étant le droit, le Prince est tenu, en ce qui le concerne, d'observer toutes les lois au même titre que les anciens magistrats du régime républicain, à moins que des dispositions législatives ne viennent l'en dispenser pour des cas minutieusement déterminés². Et c'est à partir de Vespasien seulement que le nouveau prince commence à profiter, en droit, de l'ensemble des exemptions légales accordées jadis de façon strictement individuelle à ses prédécesseurs³, ce qui marque une étape vers la désuétude complète de la fiction constitutionnelle d'Auguste qui sera consommée un siècle plus tard⁴.

1. On est visiblement dans la pure tradition républicaine du serment des magistrats. Sur ce point, Mommsen, II, p. 292, V 2-6, sqq., 55 suiv.

2. Exemples : le pouvoir conféré à Auguste d'affranchir par simple manifestation de sa volonté (Paul, Dig. 40, 1, 14, 1); de dispenser Livie et Gaius de certaines conséquences des lois caducaires, Dion 56, 32; 59, 15. L'homologation (nécessaire) de l'*Abdicatio* d'Agrippa Postumus (Pline H. N. 18, 45 et 150; Suétone, *Aug.*, 65; Tib. 15).

3. Loi d'investiture l. 22, s. : *Utique quibus legibus Plebeive scitis scriptum fuit, ne Divus Augustus, Tiberiusve Julius Cæsar Augustus Tiberiusque Claudius Cæsar Augustus tenerentur, iis legibus Plebisque scitis Imperator Cæsar Vespasianus solutus sit. Ex quaque lege rogatione Divum Augustum, etc... facere oportuit ea omnia Imp. Cæs. Vespasiano Aug. facere liceat.* Voyez aussi le Statut municipal de Salpensa, C. 24. — Cf. Mommsen, 5, p. 6 suiv. — Willems, *Droit public romain*, p. 416.

4. Résumant le droit établi, Ulpien dira : *Princeps legibus solutus est*, Dig. I, 3, 31; voyez *Inst.* II, 17, 8, Sept. Sévère et Carac. *Code* VI, 23, 3; Alex. Sévère 232. — Evolution déjà accomplie puisque Justinien lui-même n'a rien à ajouter, *Code* V, 16, 26 de 529.

Par contre, la mise en scène de l'Investiture qui était une conséquence du transfert fictif du pouvoir par Auguste au peuple n'a jamais été abolie (Gaius I, 5, *per legem Imperium accipit* (Cæsar); *Capitolin, maximini duo*, 8; Eutrope, *Brev. Hist. Rom.*, IX; Just. *Inst.* I, II, 6); car les princes, désormais propriétaires du pouvoir par le droit du plus fort, — y a-t-il d'exemple plus éclatant que l'histoire des successions au trône romain, au III^e siècle surtout? — y voyaient comme un acte de transcription qui donnait valeur authentique à leur titre de propriété : c'était un geste symbolique, souligné par la servilité de leurs juriconsultes — sauf Papinien — leur permettant de dire qu'ils incarnaient la souveraineté populaire pour motiver moralement leur *quod principi placuit legis*

Il est donc naturel que les litiges du Patrimoine et du fisc qui concernent le prince en tant que propriétaire c'est-à-dire comme « personne » normale du droit privé ne bénéficient d'aucune procédure de faveur ni de compétence exceptionnelle et soient, par les voies ordinaires, portés avec la masse des procès de droit commun, *in jure* d'abord devant le prêteur ou le gouverneur, *in iudicio* ensuite devant le juré. Parlant de l'an 23 Tacite nous raconte que Tibère allait tout bonnement soutenir ses intérêts *cumprivatis disceptaret* comme tout autre citoyen (*forum et jus*) (Ann, 4, 7) et que dans les provinces ses intendants n'avaient nul pouvoir de juridiction : *non se jus nisi in servilia et pecunias familiares dedisse : quod si vim prætoris usurpasset* (l'intendant Lucilius Capito) ... *spreta in eo mandata sua* ann 4, 15. Beaucoup plus catégorique encore et plus général est le témoignage de Dion : 57, 23 : οὐ γὰρ ἐξῆν τότε τοῖς τὰ τυτοκρατορικὰ ρήματα διοικουσι πλέον οὐδέν ποιεῖν ἢ τὰς νεμομισμένους προσόδους ἐκλῆγειν καὶ περὶ τῶν διαφορῶν ἢ τε τῇ ἀγορᾷ (forum) καὶ κατὰ τοὺς νόμους ἐξ ἴσων τοῖς ιδιώταις δικάζεσθαι ».

Voilà le système qui eût dû, si les fictions consti-

habeat vigorem et par là leur prétention d'être au-dessus des lois et de posséder en propriété tout être vivant ou objet inanimé existant dans l'Empire (Théophile s. *Inst.* I, 2, 7) ce qui, même en supposant que l'Empire fût démocratique, eût été un non-sens tant au point de vue philosophique pur, que sur le terrain très relatif des conceptions philosophiques de l'époque et des usages fédéraux des tribus coalisées pour former la cité romaine, usages qui ont laissé une empreinte profonde sur le droit privé (sur ce dernier point, cf. la solide argumentation de M. E. Perrot in *Ann. Univ.* Paris, t. II n° II p. 141 s. et *Manuel* pp. 8 s. et 439 s.). La doctrine impériale ainsi amplifiée ne s'explique en réalité que par la concentration de toutes les forces politiques entre les mains d'un seul individu dont l'activité, ayant pour seul but logique la conservation du pouvoir exercé sans l'assentiment des gouvernés, revêt fatalement un caractère antisocial.

tutionnelles étaient conformes à la réalité politique, subsister jusqu'à la seconde moitié du ¹¹e siècle, époque où les princes se proclamèrent affranchis des lois; mais si le régime calculé par Auguste ne les gênait point dans leur activité strictement personnelle et flattait, au contraire, leur amour de la popularité, il bridait quelque peu l'essor de leurs finances : par l'intervention d'une justice présumée indépendante, l'absolutisme en marche se voyait ménager l'unique aliment du pouvoir : le capital. Il réagit.

CHAPITRE II

LA RÉFORME DE CLAUDE

§ 1. — Nécessité politique d'une réforme et difficultés juridiques

Il ne pouvait pas ne pas réagir; car la consolidation de la puissance impériale dépendait du bon fonctionnement des services publics dont le prince avait la charge et pour cela l'actif impérial n'avait jamais assez de rentrées. Outre l'administration totale des immenses provinces peu sûres que le Sénat lui abandonnait (Dion 53, 11 et 12), les prince devait, de ses deniers fiscaux, c'est-à-dire personnels, entretenir dans tout l'Empire les armées et les flottes (ὅπλα αὐτοῦ écrit constamment Dion, au 54, 4 p. Ex) pourvoir à l'approvisionnement de l'annone (dès l'an 25 av. J.-C.) et à une foule de dépenses d'utilité générale moins importante qu'énumère Stace dans une *Sylve* curieuse¹ (III, 3, v. 99 à 105) dédiée à un intendant. Bref, l'ambitieuse mainmise du Césarisme sur les affaires publiques est telle, que la destinée des avoirs impériaux en arrive à se solidariser

1. Commentée par Hirschfeld, *Wiener Studien*, 1881 p. 273.

avec celle de l'économie et de la défense nationales. Comment alors se résigner à les voir livrés aux caprices hasardeux de la justice courante tandis que l'*Ærarium* lui, la caisse désormais anémiée d'un Sénat faible et poltron (*mala bestia* disait la populace) soit pourvu d'un contentieux spécial avec ses préfets en tête, statuant sur tous les litiges directs ou incidents qui pourraient le concerner¹ ? Pourquoi ne pas investir de pouvoirs analogues les intendances de l'Empereur ?

Et ce pas eût été depuis longtemps franchi si le Droit ne venait opposer un veto catégorique : le *patrimonium* et le *fisc* sont, avons-nous dit, la propriété privée du prince; or, à ne considérer que la procédure *in jure*, bien que celui-ci soit armé dans tout l'Empire de la *jurisdictio*² il ne peut connaître en personne, ni par délégué des litiges où ses intérêts sont en jeu : une règle du droit naturel, amplement admise dans le droit procédural romain, veut que nul ne puisse être juge dans un différend où il est partie. Mais, pourrait-on objecter, les gouverneurs des provinces impériales qui sont ordinairement appelés à trancher *in jure* les litiges impériaux ne sont-ils pas les délégués du prince ? Ses délégués oui, mais point ses délégués personnels : investi, dans ces provinces, du pouvoir proconsulaire, le prince qui n'a pas le don de l'ubiquité y prépose des *Legati Augusti pro prætore*

1. C'est la vieille règle républicaine selon laquelle le magistrat compétent de la perception évoque l'affaire et la tranche par voie de *cognitio*. Sur le contentieux de l'*Ærarium* ; Mommsem, *Dr. public.*, III, p. 307 ; IV, 156, 160, 257 s. ; V, 315 s. ; Humbert, *Finances*, I, p. 73, 261 s.

2. Voyez Mommsem, III, p. 308 s. V, p. 256, 264 s. Accarias, II, p. 814.

magistrats absolument identiques aux légats des proconsuls d'antan; comme par le passé, cette charge suppose chez son titulaire la qualité de *consularis* ou de « *praetorius* » et ne saurait, dès lors, être exercée que par ceux-là mêmes qui sont en droit d'être proconsuls¹. Comme leur titre l'indique, ces légats possèdent leur *Imperium* propre, identique à celui des proconsuls en fonctions dans les provinces du Sénat (Suét. Aug. 47) : Investis par délégation du magistrat suprême, leur activité est essentiellement celle des mandataires du peuple romain. Il en est tout autrement avec les intendants, serviteurs personnels du prince, chargés, avons-nous vu, d'administrer sa fortune privée; ce sont, ai-je dit plus haut, pour la plupart des affranchis; des personnages influents, certes, puisqu'ils manient l'argent du maître; mais n'ayant rien d'officiel bien que certains d'entre eux soient chevaliers (Tacite, Ann. XII, 60); et c'est une grande erreur que de croire² qu'ils ont, ne fût-ce que dans la moindre mesure, le caractère de fonctionnaires publics. C'est à ceux-là pourtant que les Empereurs veulent attribuer la connaissance des procès patrimoniaux et fiscaux. N'osant, dès le début, faire une réforme d'ensemble, ils instaurent cette illégalité dans les provinces qui peuvent la tolérer; en cela le pays des Lagides leur offre un terrain fertile en précédents.

1. Il est fréquent que le même personnage remplisse l'une ou l'autre de ces charges au cours de sa carrière (Tacite, *Hist.*, III, 46). Sur ces points, cf. Boulard, des Instr. écrites du Magistrat au juge commissaire, *thèse droit* Paris, 1906, p. 30 s.; Falletti, *Evolution de la juridiction civile du magistrat provincial sous le Haut-Empire*, *thèse droit*, Paris, 1926, p. 15 s.

2. Notamment Beaudouin, p. 179 et Schulten, p. 79.

§ 2. — Usages de pays conquis et illégalités d'exercice

Dans l'Égypte hellénistique, en effet, les litiges domaniaux du roi sont tranchés par l'intendance. Dans chaque nome, un intendant général ἐπὶ τῶν προσόδων siégeant auprès du *diocète* et cumulant généralement les deux fonctions¹ (Tebtunis Papyri, n° 61 b, 11, 46, 362; n. 72, 1, 242, 359; n. 26; Amherst Pap. II n. 35 etc.) est compétent² de toutes les instances intéressant le patrimoine du monarque, introduites par les fonctionnaires de l'intendance ou par les fermiers royaux (*a contrario* de Pap. Petr. II n° 22 III. n° 26; Pap. Petr. III n° 36 verso)³.

Or, nul ne peut nier l'influence fascinante que la structure monarchique de l'Égypte exerça sur les princes romains. Comme jadis les tribuns qui soulevèrent l'âme romaine allaient se tremper dans le génie civique de la Grèce, comme les graves consuls qui avaient médité avec rigueur et justesse sur les méthodes de l'expansion punique, c'est à l'Égypte des Dieux-Rois omnipotents que, cette fois, les Césars empruntèrent leurs méthodes d'arbitraire et de pouvoir illimité: un chaînon de plus à la chaîne déjà longue de contrefaçons qui fait l'Histoire romaine.

C'est ainsi qu'installant dans la riche Égypte son ad-

1. Il est parfois qualifié sous-diocète (Pap. Taur. I, 1, 1. 2-3; C. I. G. n° 4717).

2. Sur la question, Grenfell in *Rev. Laws*, p. 95. Réyillout, *Mélanges*, p. 279; Bouché-Leclercq, *Histoire des Lagides*, IV, p. 205.

3. Applications pratiques: Tebt. Pap. n. 7; pap. Par. n. 62 col. 3 et 8; *Rev. Laws*, col. 13. — Pap. Magdola 28 et 29 (Lesquier) et les nombreux Papyrus relatifs à la célèbre affaire des Jumelles cités avec une bibliographie complète par Bouché-Leclercq, IV pp. 222 s.; 250 s.

ministration procuratorienne, Auguste la soustrait au régime constitutionnel qu'il a instauré dans le monde romain : il ne s'y contente pas du rôle de proconsul inamovible; succédant aux Lagides auxquels tout appartenait¹, il s'y fait roi² et inscrit le pays dans son patrimoine³; il nomme aux fonctions de vice-roi⁴ des hommes à son service⁵ et interdit l'accès du pays aux sénateurs et aux chevaliers « illustres »⁶; pour assurer l'administration de la justice, il y investit ses principaux intendants de pouvoirs de magistrat : *Nam Divus Augustus*, dit Tacite (Ann XII, 60), *apud equestres qui Egyptum praesiderant, lege agi, decretaque eorum perinde haberi jusserat ac si magistratus romani constituissent*. Et, tel que je viens de l'esquisser, ce régime s'étendra, sous de prétextes divers, à d'autres contrées, celles qu'on a appelées « provinces procuratoriennes »⁷; elles entrent dans le patrimoine privé de l'Empereur qui y prépose un ou plusieurs intendants généraux de sa maison,

1. Développements et bibliographie dans Hajje, p. 78.

2. βασιλεύς, Strabon XVI p. 797.

3. Tacite, *Hist.*, I, 11 : *Ita visum expedire, provinciam (Ægyptum)... annonæ secundam... insciam legum... ignaram magistratum, domiretinere*.

4. Τοῦ βασιλεως ἑκτετακτον, Strabon, *loc. cit.* — *Loco Regum*, dit Tacite *Histoire*, I, 11.

5. Avec les titres de *Præfecti*. Ce sont généralement des chevaliers et parfois, à titre intérimaire, des affranchis. Voyez liste très complète de textes dans Mommsem et Marquandt, *Man. Ant. Rom. Org. Emp.* t. IX, p. 405 note 5. — Ils portent aussi fréquemment le titre de *Procuratores Cæsaris* (Ammien, XVII, 4, 5; Philo in *Flaccum*, I (II p. 517, Ed. Mang.) et leur charge est qualifiée *Procuratio* (Tacite, *An.* XII, 60; Suét., *Nero*, XXXV.) Cela indique leur caractère de mandataires entièrement privés.

6. Tacite, *Ann.*, II, 59; Dion, 51, 17.

7. Tacite : *Dux Mauretaniæ, Rætia, Noricum, Thracia et quæ aliæ procuratoribus cohîbentur*. — Bonne bibliographie dans Mommsem et Marquandt, IX p. 581.

auxquels il donne, de son propre chef, pouvoirs de gouverneur¹.

Là réside précisément le fait exorbitant, l'illégalité flagrante que le plus subtil des juristes ne saurait justifier. En vertu de quel droit le *Princeps Senatus*, le citoyen modèle, président de la République Romaine qui prétend, avons-nous dit, être le ministre du peuple prend-il possession à titre prement personnel de contrées et de peuples conquis qui font normalement partie de la chose publique? En vertu de quel mandat lui, qui se prétend un simple magistrat, fait-il dans ces provinces trancher, au mépris de toute morale, ses litiges personnels par les commis de sa famille? Ni droit, ni mandat : la légalité des Césars n'est bonne qu'autant qu'elle favorise leurs intérêts, quant à la morale, l'argent n'a pas d'odeur, a dit Vespasien : le pouvoir en a moins encore. Et quelle misère que de voir ces hommes dépourvus de génie, profiter du désarroi du peuple pour s'emparer du pouvoir, sans autre mobile que l'ambition et le désir d'exploiter leurs semblables. Puissants, ils font ce qu'ils veulent; madrés, ils se servent des lois; mais quand les lois sont claires, leur dernier argument est la force armée. C'est l'argument d'Auguste et de Tibère quand, se servant des méthodes des provinces procuratoriennes, ils font juger par leurs intendants certains procès fiscaux dans les autres parties de l'Empire qui, elles, sont pourtant garanties par la constitution (Tacite, XII, 60).

1. *Procurator et Praeses*, C. I. L. VI 1636, 1642-43 X, 8023-24; — *Procurator, Pro Legato*, C. I. L. V, 3936, VIII, 9990, IX, 4678; — *Procurator cum jure gladii*, C. I. L. II 484; IX, 5439 etc., etc.

Ce sera l'argument de Claude, quand, après avoir donné à ces illégalités une portée permanente et universelle, il les fera, on va le voir, ratifier par le Sénat.

§ 3. — La toute-puissance de la raison d'Etat.

C'est ainsi que les nécessités politiques engendrées par l'incohérence du régime, ne trouvent déjà plus de frein dans la Constitution. Les libertés publiques, les garanties de l'individu, qui sont pourtant la fin logique de l'Etat, sont de pauvres choses sans importance devant les convoitises du prince et ses aspirations vers la monarchie; en s'en remettant à la dictature des Césars, le peuple romain qu'on a tant glorifié avait signé sa déchéance; il n'est plus que la pitoyable foule inconsciente qui forgera avec les autres peuples asservis l'effroyable instrument de torture qu'est cette nouvelle forme de la monarchie, l'empire illimité, que les hommes regarderont bientôt comme supérieur à l'antique puissance des rois; et c'est l'excuse des princes de n'avoir même pas entendu, dans leur ascension, la moindre clameur de l'indignation publique dans cette cité qui pourtant, à l'époque des Gracques, avait exalté la démocratie. La cause profonde en est que la noblesse qui, à Rome, s'empara du pouvoir après la chute des rois, ne fit rien pour éclairer l'esprit et réveiller la conscience du peuple; et l'ignorance, c'est le venin dans la cité; en dépit de brèves atmosphères civiques créées par le charme des grands tribuns, la démocratie sans la culture des masses est irréalisable; c'est l'aveuglement populaire qui laissa assassiner les

Gracques après les avoir glorifiés; il est la pente fatale vers la démagogie; celle-ci mène à la dictature; et la dictature est l'échelle de la monarchie. Voilà pourquoi les illégalités des princes ne purent secouer la passive indifférence des Romains; dans l'obscurité de ces siècles, la nation avait perdu son âme et sa pensée; les dernières consciences républicaines, dont la menace avait amené Auguste à respecter quelque peu la Constitution, avaient presque toutes disparu avec sa génération. On ne rencontre plus à Rome que des gens qui veulent servir un maître et se soumettre sans discuter à ses volontés. Quoi de plus flagrant que de voir des écrivains célèbres comme Velleius Paterculus, Quintilien, Valère Maxime et d'autres, sans parler de leurs devanciers encore bien plus illustres du Principat d'Auguste, se courber devant les tyrans dont ils glorifient les actes, et le philosophe qui, après le sublime Galiléen, est certainement le plus vigoureux du siècle, se faire le théoricien de l'absolutisme naissant et le marquer du sceau de la philosophie stoïcienne. Représentant vénéré d'une grande famille républicaine, Sénèque¹, avec son profond cerveau et sa culture immense, devait avoir de puissantes raisons pour s'attacher au régime des Césars qu'avaient déjà déshonoré la cruauté de Tibère, le sadisme de Caligula, et les scandales de la maison de ce pauvre rêveur inoffensif qu'était l'Empereur Claude : Sénèque, comme ses maîtres de la *Stoa*,

1. En dernier lieu sur Sénèque: René Walz, *La Vie de* . . . Paris, 1909; Albertini, *La composition dans des ouvrages philosophiques de* —, Paris, 1923. On y trouvera la bibliographie.

fortement influencée par les scénacles initiatiques d'Orient¹ était naturiste, rationaliste et humain avant tout, c'est-à-dire indifférent à l'idée de patrie considérée comme une contingence secondaire et reléguée dans la catégorie des choses sans importance²; comme les autres stoïciens, il avait pour l'humanité désordonnée le même mépris que les cyniques, en y joignant, toutefois, une haute indulgence et le courageux désir de la réformer³; défenseur de la dignité humaine, il était démocrate en théorie et répétait que la souveraineté, émanant de l'être conscient des individus, ne réside que dans le peuple⁴; mais, comme la démocratie intégrale était techniquement impossible, le système représentatif étant inconnu alors, il préconisait, à l'exemple de ses maîtres, un système de gouvernement très analogue à celui d'Aristote vulgarisé à Rome par Cicéron⁵ et consistant en une collaboration du président de la cité avec l'aristocratie et le peuple de la capitale⁶; considérant cependant que les romains étaient incapables d'un pareil gouvernement qui tournerait vite en caricature, il leur conseille, plutôt que de retourner à la démagogie ou à la tyrannie oligarchique, de se ranger derrière un maître⁷, pourvu que ce maître soit juste et respecte

1. N'oublions pas que Zénon était né à Chypre et qu'il avait eu l'occasion de connaître le monde sémitique.

2. ἀδιαφορα; Chrysippe, Περὶ βίῃς I; Diogène, Ζήνων 64.

3. Tout le traité de *Clementia* composé en l'an 56 en est l'écho vivant. Diog., Ζήνων 65-66.

4. De Clem., I VIII; Epist., XIV, 7; XC, 5.

5. Dans le de *Re Publica*.

6. Doctrine très clairement esquissée par Diogène, Ζήνων 66.

7. De Clem. I, 1, 8; I, IV, 2. C'est ainsi qu'il en arrive à réprover au nom de la philosophie, le meurtre de Jules César (*Benef* II, 20.

dans ses sujets les droits naturels de l'individu qui sont à la base de toute société humaine¹; comparant, de la tour d'ivoire où il s'était perché, ses concitoyens aux animaux de la forêt et aux hommes des pays sauvages, il leur conseille, selon la plus élémentaire biologie, de suivre les volontés d'un chef²; dans son esprit, pourtant, cette monarchie demeure essentiellement démocratique : le prince désigné par ses sujets³ est moins leur maître que leur serviteur⁴; mais investi d'une pareille délégation, il devient l'homme le plus puissant de la terre, le porte-parole et le ministre du Destin⁵; il est à la multitude des individus ce que l'âme est au corps⁶ il est, en un mot, omnipotent; et tout en tenant ses pouvoirs de la cité, il en devient propriétaire par la grâce des Dieux dont il est le vicaire⁷. Voilà sommairement reconstituée, la pensée éparpillée de Sénèque; et point n'est difficile de deviner que négligeant de si subtils *considéranls*, ses contemporains, les princes en premier lieu n'en aient retenu que les conclusions tangibles; et l'on sait à quels projets inhumains elles ont été utilisées : le noble penseur en a été la première victime; pour revivre cette tyrannie, on n'a qu'à ouvrir Tacite. Le Césarisme déjà triomphant, trouve, en sectionnant la pensée du plus populaire des maîtres,

1. *De Benef.* II, 20, 2.

2. *De Clem.* I, XIX; *Epist.* XC, 4-5. Plustard Marc-Aurèle, εἰς Εἰςτοῦτον XI, 18.

3. *De Clem.* I, 1, 2; *Epist.* XC, 5.

4. *De Clem.*, I, 1, 5; I, IV; I, XVIII; I, III; I, XIX, 8.

5. *De Clem.*, I, 1, 2.

6. *De Clem.* I, 1, 1; I, III-IV.

7. *De Clem.*, I, 1, 2 déjà cité.

la doctrine de son arbitraire. La volonté du prince est en fait la loi de la cité; les garanties de l'individu se sont écroulées; la raison d'Etat prime la légalité constitutionnelle.

A tout cela, je l'ai dit, nulle opposition; et si dans le monde des écrivains il y a quelque effervescence, il n'en agit point de campagne contre le Césarisme, mais d'attaques isolées contre la personne où la famille du prince régnant. Considérons les meilleurs d'entre eux qui sont aussi les plus violents : Lucain, Tacite et Juvénal¹ : il saute aux yeux, du rythme de leurs écrits et des circonstances de leur vie, que les deux premiers² sont tout autre chose que des républicains; ils ne regrettent même pas la République : Lucain, dans sa Pharsale, va jusqu'à la flétrir (I, 8); Tacite en a de l'aversion, (Ann XV, 46 — VI, 42 Hist. II, 38. — III, 27) : comprenant, lui aussi, que le système politique mitigé préconisé par Cicéron n'est plus réalisable (IV, 33) il est partisan de l'absolutisme : « Il faut, dit-il, souhaiter de bons princes et se résigner à souffrir les mauvais » (Hist. IV, 8 — IV, 74); il fut, sous le monstrueux Domitien, préteur et sénateur; Lucain, lui, conspirait par simple haine pour Néron; il voulait un maître moins lâche : *diligendum qui fessis rebus succederet* (Tacite, Ann. XV, 50); il est mort, en réalité, pour porter son ami Pison au pouvoir. Quant à cet étrange bohème que fut Juvénal³, sa satire n'a aucun caractère politique : ce sagittaire sans pitié

1. Je renvoie aux solides analyses de Boissier, *L'opposition sous les Césars*, 1885; les conclusions y sont complètes et définitives.

2. PP. 271, s.; 285 s.

3. PP. 370, s.

s'attaque avant tout aux mœurs conventionnelles de son époque : magistrats, militaires, matrones, anciens riches et nouveaux riches, nul ne trouve grâce devant lui; moqueur pour la République (X, 77), il raille aussi la personne des Césars (VI, 620 s.); mais il n'est pas l'adversaire du régime : « L'Empereur, déclare-t-il, est l'unique espoir des Lettres aujourd'hui et leur seule raison d'être » (VII, 1) ; « Courage, dit-il, aux jeunes, César nous regarde et nous anime, sa bonté souveraine ne cherche qu'une occasion de s'exercer » (VII, 20). Qui connaît la bohème, comprendra Juvénal : ses pamphlets ne viennent pas d'une conviction politique mais du tempérament mobile d'un déraciné : il s'agit d'un vague socialisme de bohème rebuté, pour qui le régime idéal est celui où le parasitisme littéraire trouve le plus de libéralités.

Cela pour montrer que nul ne pense, à Rome, à s'opposer aux pouvoirs arbitraires des Césars. Tacite, ce Romain d'intellectualité moyennè, aveuglé, malgré son beau style, de préjugés, affreusement romain comme le serait le produit de tous les autres romains de sa classe additionnés ensemble puis divisés par leur nombre total, semble bien exprimer l'opinion commune quand il nous dit que *omnem potestatem ad unum conferri pacis interfuit* (Hist. I, 1). Ce corps immense de l'Empire, pense-t-il avec Galba, a besoin pour se soutenir et garder son équilibre d'une main souveraine qui le dirige (Hist. I, 16).

Le peuple romain a bien abdiqué ses droits : il s'est irrévocablement livré au clan des soldats heureux dont bientôt on ne connaîtra plus la provenance.

Toute discussion sur la légalité constitutionnelle est devenue oiseuse et inutile :

Claude, qui est pourtant le plus doux de sa famille, en profite pour instaurer sa justice privée.

§ 4. — La réforme

Dans un paragraphe fort élogieux et naturellement quelque peu exagéré, Suétone (XII) nous dit que cet Empereur ...*Precario exegit...* (du Sénat) *ut rata essent, quæ procuratores sui in iudicando statuerent*. Pour motiver cette prétention, explique Tacite (Aun XII, 60) il invoqua l'exemple de l'Egypte procuratorienne et les extensions illégales faites sous les règnes précédents; et tout naturellement, le Sénat homologua ses volontés ... *Parem vim rerum habendam a procuratoribus suis iudicatum ac si ipse statuisset; ac ne fortuito prolapsus videretur senatus quoque consulto cautum plenius quam antea et uberius* (Eod.).

Voilà donc légalisée et généralisée cette criante anomalie constitutionnelle qui non seulement donne le droit au prince d'exercer sa magistrature quant à ses propres procès, mais encore de la déléguer dans le même but et d'une façon permanente à des hommes à ses gages étrangers à toute fonction publique.

Le sénatus-consulte dont nous parlent les deux historiens n'a nullement le caractère d'un acte législatif portant réglementation d'une juridiction d'Empire; c'est juridiquement, comme l'indique surtout la phrase

de Suétone (*Precario exegit*), une simple motion d'intérêt privé, identique à celles dont j'ai déjà parlé¹, qui dispense, d'une façon toute spéciale, le citoyen princeps des liens procéduraux établis par les lois; ce qui fait sa gravité et lui donne un caractère antisocial, c'est qu'elle porte atteinte aux garanties judiciaires de l'individu assurées par le Droit public en le livrant, en cas de différend avec l'intendance de l'Empereur, à la merci de la partie adverse qui ne peut manquer d'apporter, à l'examen du litige, une arrogante et fructueuse partialité. Je dis partialité certaine, car jamais, me semble-t-il, dans l'histoire judiciaire de l'antiquité, les procès de propriété et d'argent n'auront revêtu autant d'âpreté que dans les tribunaux de Rome. Chez les romains, en effet, où l'extension illimitée de la fortune privée ne trouvait à une certaine époque point d'obstacle devant l'intangibilité de la liberté ou de la vie du citoyen², la propriété ou la possession des choses étaient d'autant plus vivement disputées qu'elles assuraient à leur titulaire une quasi-omnipotence dans la cité sans le grever de charges qui dans une société plus logique eussent été le tribut sacrifié à la solidarité sociale; à considérer surtout le régime de la propriété foncière qui est le plus grand facteur économique dans la marche de l'humanité depuis sa sortie de la préhistoire, on ne peut ne pas cons-

1. Livre II, chap. I^{er}. — Ces exemptions dont bénéficient les Césars ne sont du reste pas une nouveauté : en remontant aux origines, on découvre que tout citoyen pouvait en demander aux assemblées compétentes : le testament *calatis comitiis* n'est, par exemple, qu'une dérogation au droit successoral commun autorisé par le peuple réuni.

2. *Manus injectio*; esclavage et mise à mort pour dettes; datations *in mancipio*, etc.

tater que le *jus abutendi*, l'ultime et exorbitant droit du propriétaire romain lui conférant, à la différence de la propriété conditionnelle des peuples de l'Orient classique basée que le travail perpétuel¹, la faculté de détruire, au mépris de l'intérêt collectif, le fonds le plus fertile et l'exemptant, dans le même ordre d'idées, de toute contribution active², donnait à cette richesse primordiale qu'était la terre, dans le droit et dans les mœurs, une valeur subjective telle qu'il attisait grandement les appétits de ces hommes de nature combative, d'autant plus qu'aucune puissance morale ne venait, comme ailleurs, amortir le choc des égoïsmes en conflit.

Les intendants institués juges n'ont aucun des devoirs légaux ou moraux des magistrats ou des jurés de la procédure de droit commun; contrairement à ce que prétend sans arguments la doctrine courante³, ils ne sont pas, comme les légats, les délégués du pouvoir juridictionnel de l'Empereur; ce sont simplement des mandataires privés chargés de l'application de la dispense judiciaire accordée au prince par le Sénat; la raison en est, répétons-le, qu'ils sont préposés aux affaires strictement privées de leur maître qui, lui, n'est pas encore, en théorie, la source de la puissance publique; il est, dès lors, conséquent que ces personnages n'aient ni la *jurisdictio*, ni l'*Imperium* qui sont le propre

1. Développements dans Hajje, *Etudes* pp. 95-111; *Ann. de l'Univ. de Paris*, mai 1926, p. 188.

2. Sur ces considérations comparatives, Hajje *in Hasmonæa*, Bucarest, juillet-août 1926.

3. Mommsen, D. P. V p. 322; Lécivain, Une juridiction fiscale d'Auguste à Dioclétien, *Mélanges de Rome*, 1886, p. 103.

des magistrats du peuple romain; cela résulte de ce qu'ils ne peuvent statuer que par *cognitio*¹ et en dehors de l'ordre du droit procédural que le sénatus-consulte imposé par Claude a violé²; car s'il est pertinent que la *iurisdictio* est de rigueur pour le jeu de la procédure formulaire, à Rome, entre citoyens et pour la formation du *iudicium legitimum* en vertu de la Loi Julia (Gaius, IV, 104, s. *Fragment d'Aulun* 97, Mommsem III p. 225 et la note précédente), il n'est pas moins certain que dans les provinces, où cette procédure n'est pas garantie par la loi, la *iurisdictio* doit jouer de concert avec l'*Imperium* du magistrat, indispensable pour la formation du *iudicium* appelé pour cela, *imperio continens* (Gaius IV, 105)³; concevrait-on alors que les chevaliers d'affaires

1. Tacite XII, 60 : *Eodem anno*, etc. Ils statuent par *cognitio* comme l'Empereur, avec toutefois cette particularité que ces deux *cognitiones* ont des sources bien différentes. Deux textes, Dig. 49, 1, 23, 1 et Code 3, 3, 1 de 242, leur refusent par extension la *Judicis datio*, *contra* Mommsem, V, p. 318; Bethmann-Hollweg, *Civ.-Proz.*, II, § 81 qui s'appuient très paradoxalement sur ces deux textes négatifs.

2. Car pour les citoyens romains la procédure *in jure et in iudicio* devant le magistrat et le *judex* est garantie, à Rome par la *Lex Julia Judiciaria* du temps d'Auguste complétant la loi *Æbutia* (Gaius, IV, 104). C'est ce qu'on appelait *iudicium legitimum* et présentait comme la suite historique et naturelle de la *Legis actio* (Gaius, I, 184, Ulp., *Reg.* XI, 24; XI, 27). Parfois même le bénéfice de la *Judicis datio* est constitutionnalisé dans les Provinces par la *Lex Provinciæ*. Cf. Wlassak, *Processges*, II, p. 344, *Zum. Rom. Provinzial Proz.*, Vienne 1919, p. 14; *Der Judikationsbefehl d. Röm. Proz.*, Vienne 1921, p. 185 et 228; Falletti, *op. cit.*, p. 94. Or, nul doute que la *Lex Julia* ait été violée, puisque déjà avant Claude les intendants avaient empiété sur les attributions judiciaires du Préteur Urbain : *Mox alias per provincias et in Urbe plerique concessa sunt*, fait dire Tacite à Claude (XII, 60), *quæ olim a prætoribus noscebantur*. Les Empereurs avaient, ai-je dit, pour les diverses rubriques de leur avoir des intendants aux quatre coins de l'Empire.

3. Cela veut dire que l'accord des parties pour entamer l'instance définitive devant tel juge déterminé n'est rendu efficace que par le pouvoir du Magistrat agissant au nom du Peuple romain. C'est ainsi que, contrairement aux *judicia legitima* qui ont des délais fixes (18 mois, Gaius IV, 104) et prennent fin par le prononcé de la sentence (Ulp., *D.* 42. 1. 55), les *judicia Imperio continencia* prennent juridiquement fin avec l'*Imperium* de celui qui les a ordonnés (Gaius IV, 105) extinctions en

et les affranchis chargés de la gestion de la fortune impériale (Tacite, *Hist.* V, 9. *Ann.* XII, 60 *in fine*) eussent le pouvoir d'employer la procédure formulaire pour laquelle de si rigoureuses conditions sont exigées ? A quoi du reste, aurait servi la réforme si l'ingérence d'un juré indépendant pouvait annihiler les efforts du plus roué des préposés de l'intendance¹ ? Ce n'était pas là le but des Empereurs². On est, en réalité, en présence d'une justice de famille exercée à titre essentiellement

tionnée par l'*exceptio rei in iudicium deductæ*, Gaius IV, 107. — *Ibid.*, in Dig. 44, 2, 15 et 17. — Cf. Wlassak, 1921 p. 146. — Falletti, 1926, p. 92.

L'opinion suivant laquelle la *cognitio extra ordinem* serait de droit commun dans les provinces impériales, éloquemment exposée en dernier lieu par M. Fliniaux N. R. H. 1923, p. 98 s., trouve sa réfutation dans les arguments fournis par MM. Wlassak, 1919, p. 6 et Falletti, p. 97, qui résument un long effort doctrinal antérieur.

1. M. Lécirvain a pourtant affirmé (*Mélanges de Rome*, 1886 p. 104) que les intendants avaient la *iudicis datio* à l'époque de Trajan; il se base sur cette phrase de Pline, *Paneg.* 36 *in fine* : *Procuratores habet ut plerumque cives tui non alios iudices malint*, etc.; mais il s'agit simplement d'un éloge à Trajan qui, comme tout le XXXVI nous le prouve, a épuré quelque peu l'administration de ses patrimoines; l'orateur n'exprime pas là une alternative juridique, mais une préférence d'ordre psychologique; les intendants pouvaient d'autre part être institués arbitres, du libre consentement des parties : *Code* III, 26, 4 ... *si ejus audientiam elegeris cognoscet (procurator)*... etc. *Code* III, 13, 1. — Ces textes sont, comme on le voit, de nature à confirmer la *cognitio* procuratorienne.

2. Des exemples pratiques de la *cognitio* procuratorienne sont contenus dans les papyrus de l'Égypte romaine; l'Égypte, ai-je dit, faisait partie de la fortune privée des Césars et son administration était assurée par des intendants affranchis ou de l'ordre équestre qui, à côté de la direction domaniale proprement dite, agissaient *vice præsidis* pour le maintien de l'ordre social.

En l'an 90 de l'E. C. on voit le préfet d'Égypte, Mettius Rufus appliquer par *cognitio*, entre citoyens romains, l'usucapion annale des meubles (Pap. Strassb. n° 22 *verso* in III Bruns n° 192; Girard, p. 900). Le même papyrus, (*loc. cit.*, in II°), nous montre le préfet Aquila statuer par *cognitio*, entre indigènes, sur un cas de *præscriptio longi temporis* (an 207).

Le célèbre papyrus de Renier, I, 18 de l'an 124, contient la grosse d'un jugement relatif à une pétition d'hérédité, rendu dans une épistragie égyptienne par un officier supérieur romain, Blaesus Marianus, préfet de la 1^{re} cohorte de la cavalerie cilicienne, statuant en *cognitio* par délégation permanente du Préfet et vice-roi Haterius Nepos; on sait qu'au point de vue politique les militaires étaient au même titre que les intendants, les employés personnels de l'Empereur. La permanence de la délégation est ici attestée par la présence d'un assesseur technique

privé en marge du Droit Public et s'étendant à toutes les affaires patrimoniales où la « personne juridique » du citoyen préposé à la présidence d'Empire était intéressée.

Et nous voici devant une autre question grave, où, faute d'avoir soumis le sujet à une analyse d'ensemble, la doctrine courante se fourvoie dans des considérations erronées; avant la deuxième moitié du IV^e siècle, dit-elle, les intendants des blocs fonciers n'étaient investis d'aucun pouvoir judiciaire, celui-ci étant limité aux affaires fiscales proprement dites et, dès lors, exclusif aux intendants du *fiscus*; son argument est que des documents relatifs à la juridiction spéciale des blocs fonciers seraient

(πρόντος Κληροῖον Ἀρτεμιδώρου νομικοῦ, I, 5) et par la tenue d'un registre des minutes des audiences (Ἐκ τόμου ὑπομνή ματισμῶν Βλκιστῆου Μαρτινοῦ ἐπάρχου etc. I, 1). Burns, n° 189; Girard, p. 893, qui cite bibl. complète.

Le papyrus non moins célèbre de Berlin de l'an 135 (Bruns, n° 170, Girard, p. 896 avec bibl. complète), relatif à une pétition d'hérédité *ab intestat* et contenant copie (ἔντιγγραφον) d'un jugement rendu par un certain Μένανδρος, nous montre trois exemples de *cognitiones*, déroulées par délégation du Préfet d'Egypte :

1° L'instance terminée par le jugement de Ménandre qui semble être un affranchi de l'intendance;

2° une instance antérieure, relative au même différend, close par la sentence d'un certain Ἡρακλείδης, autre affranchi de l'intendance probablement, prescrivant l'administration de la preuve des faits allégués (I, 13-20);

3° une instance analogue terminée par un jugement de l'Epistratège Gellius Bassus, qui paraît être un chevalier, invoqué comme argument de jurisprudence (II, 1-7).

La justice dont nous voyons les diverses manifestations dans ces papyrus n'a, je le répète, aucun caractère officiel. En supposant même qu'il s'y agisse de *jurisdictio* régulière on trouverait *ipso facto* un démenti dans la règle suivant laquelle la *jurisdictio* déléguée, ne peut être redéléguée, comme c'est le cas ici à une tierce personne : *jurisdictionem mandare possit*, dit Julien, qui *eam suo jure, non alieno beneficio habet* (Dig., II, 5, 1; Paul, Dig. I, 31, 5 pr.); Il ne peut être question ici de la *cognitio* publique du gouverneur ayant sa propre *jurisdictio* qu'il commencera, dès le III^e siècle, à déléguer aux juges pédanés qui auront remplacé le « juges donnés » proprement dits de la procédure formulaire (voyez la constitution de Dioclétien de 294, *Code Just.*, III, 3, 2 qui, interdisant certaines pratiques outrancières, pose les conditions précises de ces dé-

inexistants avant cette époque, et que ceux réglementant la juridiction fiscale n'y feraient pas allusion¹. Il n'en est rien, faut-il répondre, les documents ne font pas défaut et on les verra se superposer tout naturellement, dans les pages qui vont suivre. Nous avons vu qu'au moment de la réforme, le *patrimonium* et le *fiscus* avaient, nonobstant leur nature économique différente, une affectation politique convergente, une direction commune et formaient juridiquement un bloc unique appartenant au prince en propriété privée²; or la dispense votée par le Sénat donne le droit au... président de soumettre, d'une façon générale, ses affaires personnelles à une juridiction spéciale et privée avec la faculté de la déléguer à qui lui semble digne de confiance; de sorte que le *patrimonium* ne peut, en cette circonstance, être détaché de son homogène le *fiscus* avec lequel il est en constante liaison; Suetone (Cl. XII) et Tacite (XII, 60) parlent indistinctement de la justice domaniale déléguée aux intendants de l'Empereur (*procuratoribus suis*), l'annaliste appuie même sur le fait qu'on voyait des *libertos quos rei familiari præfecerat* (Claudius

légations); il s'agit, simplement, d'une justice personnelle au Prince exercée par ses gens, c'est-à-dire par des particuliers dépourvus de toute autorité reconnue par le droit public, agissant en vertu des liens de droit privé qui les unissent au propriétaire, liens engendrés par les contrats consensuels de mandat et de louage de services. On se rend compte, par là, de la vanité de l'effort de la doctrine en faveur (Bibl. dans Girard, *Notes* p. 893; *Manuel* 1924, p. 1086 et 1090), se basant sur les documents de l'Egypte Procuratorienne pour éclairer les origines de la *Capitula publica* qui devient de droit commun avant la fin du Haut-Empire; ces origines, il faut les chercher dans la disparition des derniers vestiges des libertés civiques; logiquement la justice des intendants ne saurait avoir de rapport avec elles.

1. Beaudouin, *Les grands domaines*, p. 187, s.; Huz. *Des Domaines*, p. 59 et les auteurs qu'ils citent.

2. Livre 1^{er} chap. II, § 111.

sibique et legibus adæquaverit; un exemple concret de cet état de choses est une inscription de 168 (C. I. L. IX, 2438) où nous voyons l'intendant central du Fisc, ministre de la fortune impériale, statuer en dernier ressort sur une question préalablement soumise à l'intendance du « patrimoine¹ ». Et lorsque, vers l'an 200, la *Res Privata* aura remplacé, dans sa fonction politique, le Fisc devenu trésorerie d'Empire, le système Claudien ne cessera d'être étendu à toutes les masses de la fortune impériale : il est techniquement résumé par Ulpien en ces termes (Dig. 49, 14, 6, 1. : *quodcumque privilegii fisco (fiscus = Ærarium) competit, hoc idem et Cesaris ratio et Augustæ habere solet*. Au début du siècle suivant nous trouverons, dans le même sens, une formule aussi claire que générale : *Ad fiscum pertinentes causas rationalis decidal* (Code Just. III, 26, 5 de 315 cf. III, 26, 6, et Theod XI, 30, 18 du même Empereur), et nous savons qu'à cette époque le terme *fiscus* comprend de toute façon la *Res Privata* dont la nature juridique est identique et la gestion intimement liée à celle du *patrimonium*².

1. De même c'est aux Intendants « patrimoniaux » que s'adressent les colons d'un *vallus* africain pour obtenir justice contre les exactions des fermiers concessionnaires qui sont les subrogés de l'intendance; n'obtenant pas satisfaction, ils passent par-dessus la justice ordinaire et en appellent à l'Empereur (Inscr. de Souk-El-Khmes de 180-183, C. I. L. VIII, 19579; Girard, *Textes* p. 189). La similitude juridique du *Fisc* et du *Patrimonium* résulte — une fois de plus — très clairement de cette inscription; dans le libelle adressé par les colons à l'Empereur il est dit ceci : II *in fine* : ... *ut beneficio maiestatis tue rustici tui vernuli et alumni vallium tuorum non ultra a conductoribus agrorum fiscalium inquietentur*. Or le *vallus* auquel appartiennent ces colons fait partie du *Tractus Karthaginiensis* (II, 7; III *in fine*), qui, lui, est une circonscription domaniale du *Patrimonium* (C. I. L. VIII 12599 et suiv. voyez *supra* I, II, § 41). Il était naturel qu'à ces deux rubriques d'un même tout on appliquât le régime que Claude avait réclamé indistinctement pour tous ces patrimoines.

2. *Supra*, I, II, § III.

Je n'entame pas de dates plus avancées car le cap de l'an 350 doublé les textes sont plus abondants¹ et personne ne songe à contester l'existence d'une justice spéciale dans les blocs fonciers. La réforme de Claude n'a donc jamais manqué — cela n'eût été guère logique et au surplus historiquement inconcevable — de produire son plein effet, tant sur le *patrimonium* que sur la *Res privata*; instituant une justice exclusivement privée et nullement soumise aux règles du Droit public, elle conférait au prince le droit d'en déléguer la compétence à qui lui semblait le mériter, sans distinction des départements d'intendance auxquels ces mandataires étaient affectés.

Ces délégations qui étaient nécessairement délivrées en famille, puisqu'elles intéressaient le patrimoine d'un particulier qui agissait, dans l'infinie diversité des circonstances, au mieux de ses intérêts, n'avaient en conséquence, point le caractère strict et réglementaire des fonctions d'autorité du droit public; mais tout naturellement, les scribes impériaux investis de la juridiction patrimoniale étaient aussi les plus haut placés car, pour qu'ils fussent élevés à ces charges enviées, le maître les avait par leur aptitude — j'ai peur de prononcer le mot *probité* — jugés les plus utiles à sa bourse sinon les plus dignes de sa confiance. C'est ainsi que l'usage s'établit de déléguer l'ensemble de la juridiction patrimoniale aux intendants généraux de circonscription dépendant directement de l'Empereur représenté par

1: Voyez *infra* III. II, § II.

le ministre de ses fortunes privées; chacun de ces préposés tranche les affaires qui concernent *ratione materiæ* le rayon d'activité domaniale auquel il est affecté : l'intendant général des mines de fer pour la Norique, par exemple, connaît de toutes les affaires intéressant son département, et notamment des litiges qui surgissent entre son administration et les concessionnaires des territoires miniers (Voyez C. I. L. III p. 1135); on voit encore le *procurator quadragesimæ* pour toutes les Gaules statuer sur les différends entre les *mancipes* (*publicanorum*) *quadragesimæ*, qui sont les subrogés du fisc et les *negoliantes Galliæ* qui sont les contribuables de cet impôt (C. I. L. VIII 11813 cf. Ephem. Ep. V, 1175).

La preuve que la plénitude de cette juridiction est ordinairement exclusive aux intendants généraux, est le fait que les sentences procuratoriennes sont, comme il résulte des textes (Dion 52, 33. Dig. 49, 14, 47 — 19, 44, 50), portées directement en appel devant le délégant, c'est-à-dire l'Empereur et jugées par son préposé central le ministre du fisc (C. I. L. IX, 2438); il en eût été autrement si ce pouvoir était d'une façon ordinaire et générale conféré aux intendants subalternes, car alors les textes nous auraient montré les appels gravir méthodiquement les échelons hiérarchiques (Voyez ici I. II § II); Ulpien met très bien cette idée en relief quand il oppose la compétence judiciaire de l'intendant général à celle du gouverneur marquant par la qualité de son exemple qu'il s'agit de deux autorités provinciales de première instance et de droit commun: Dig. I 16, 9: *Si fiscalis pecuniaria (= civilis) causa sit, melius fecerit procōsul*

si se abstineat; mais un siècle plus tard Constantin sera encore plus clair : *Ad fiscum pertinentes causas*, dira-t-il, *rationalis decidal, omnibus concussionibus prohibendis* (*Code Just.* III, 26, 5 cf. Théod. XI, 30, 18)¹. Et le même principe se maintiendra jusqu'au déclin de l'Empire Gréco-Romain; l'intendant général ne cessera d'être l'entité normale de cet équilibre judiciaire au même titre, pour citer un exemple, que dans la justice française napoléonienne le tribunal d'arrondissement (Ex. *Code Just.* X, 63, 2 de 367; II, 8, 4 de 383, significatives par leur insertion en cette teneur dans le Justinien, etc.).

Il n'en est pas moins vrai que l'Empereur, propriétaire de cette justice, est libre de ne s'en point rigoureusement tenir à cet usage dicté d'une façon générale par son intérêt, et s'en remettre, pour certaines catégories de cas, à des intendants subalternes tout particulièrement spécialisés dans des branches déterminées de l'activité domaniale. Il en sera ainsi pour les affaires qui, sans intéresser directement la fortune impériale, incomberont circonstancielllement à la justice procuratorienne, comme les procès de droit commun dans les provinces appartenant en propre à l'Empereur d'où la justice d'Etat est bannie, et dans les grands domaines impériaux qui, indépendants d'abord de la *civitas* s'affranchiront également de l'Etat pour demeurer en tout point de vue sous le contrôle unique de l'intendance. C'est alors que

1. Quant aux appels, ils sont délégués, à cette époque, aux plus hauts fonctionnaires d'Empire. J'y reviendrai *infra*.

l'intendant général de la circonscription verra son mandat s'élargir et lui conférer le droit de redéléguer ses attributions judiciaires, ou que l'Empereur investira de façon expresse ou tacite des préposés subalternes du pouvoir de connaître de certaines affaires dans la sphère normale de leur activité; nous voyons fonctionner le premier système dans les provinces procuratoriennes, en Egypte notamment, dans les mandats judiciaires dont nous trouvons les exemples dans les papyrus (Renier de l'an 124; Berlin de 135 déjà cités); le deuxième trouvera un terrain particulièrement favorable dans la vie sociale des grands domaines impériaux, où, dans les mailles de la structure hiérarchique des intendances, s'amorceront les ressorts territoriaux de la première justice seigneuriale; ce point sera développé dans la troisième partie du présent volume.

Et cela nous mène à la question finale, celle de savoir dans quels procès, d'après la réforme de Claude, doit intervenir la justice des intendants. En droit, l'exemption votée par le Sénat est si générale, qu'elle laisse ce point à l'appréciation discrétionnaire de l'Empereur intéressé : *Parem vim rerum habendam*, nous dit le témoignage précité de Tacite, *a procuratoribus suis iudicatum ac si ipse staluisset*. Elle implique, toutefois, une limite établie par le caractère même des personnes préposées à cette justice (*a procuratoribus* — *Id.* Suétone) c'est celle du cadre quotidien de l'activité des intendants; le *procurator* ne peut connaître que des litiges afférents à l'exercice de sa charge :

Nous voyons d'un côté sa compétence s'étendre sur

toutes les affaires que la vitalité des patrimoines impériaux peut susciter : les textes sont innombrables¹; et la formule déjà citée de Constantin énoncera très bien la règle générale quand elle dira : *ad fiscum pertinentes causas rationalis decidal*; du reste Ulpien aura depuis longtemps déterminé, à cet égard, la portée de la réforme en conseillant aux gouverneurs, qu'il appelle *pro-consules-remembrance* de la très récente dyarchie — de se déclarer incompetents pour les affaires « fiscales pecuniariae² » indiquant par là qu'il s'agit surtout d'affaires où les intérêts réels des patrimoines impériaux sont en jeu³.

Mais de suite des textes généraux et précis viennent, à côté de la convergence significative des solutions d'espèce non moins claires citées dans la note précé-

1. Exemples les plus divers : Dig., II, 15, 8, 19; II, 15, 13; XXVIII, 4, 3; XXXIV, 9, 12 rapproché de XL, 5, 4, 20; XXXIX, 4, 16, 1; XLIII 8, 2, 4; XLIX, 14, 47, 1; *cod.*, 48 et 50; Gordien dans *Code Just.*, X, 1, 2 et 3; Capitolin, M. Ant. C. XI, etc., etc. Cf. aussi les exemples cités au cours de ce § et ceux très nombreux analysés dans l'excellent travail de Lécirvain, *Mélanges de Rome*, 1886, p. 96, sqq.

2. Dig., I, 16, 9.

3. C'est en ce sens que les exemples précités nous montrent toujours des affaires dont le résultat peut s'évaluer matériellement au profit ou au détriment du Fisc. Ces affaires sont, pour la plupart, civiles; mais il y en a aussi de pénales, par exemple en cas de fraude ou de violation du cahier des charges (Capitolin, M. Ant., C. XI); l'abandon après estimation d'un esclave reconnu coupable à la justice de son ancien maître, Dig., 39, 4, 16, 1, etc. Par contre les affaires d'intérêt social plus étendu qui n'ont aucun rapport direct avec les intérêts de la fortune impériale sont hors de la compétence des intendants, telles sont, au criminel, les affaires répressives pures, Dig., I, 19, 3; *Code Just.* III, 26, 3; I, 54, 2; IX, 47, 2; X, 8, 1; III, 26, 1; IX, 20, 4. *Coll. Leg. Mos et Rom.* XIV, 3, 2, etc., etc. — Et au civil, notamment les questions d'Etat (Paul Sent., V, 1, 3; Dig. XL, 1, 10; XLVIII, 14, 3, 9; *Code Just.* III, 22, 2) à moins qu'elles ne présentent avec l'entité fiscale un rapport trop matériel, comme les procès de « servilité et de libertinité » (*libertinitatis et servitutis causæ*), *Code Just.* III, 22 5), quand ils préjugent à l'enrichissement des blocs domaniaux. De nombreux cas analogues seront analysés dans les pages qui vont suivre.

dente, tracer la limite maxima de cette justice domaniale. L'intendant investi du pouvoir judiciaire est complètement étranger à la justice d'Etat qui est celle de droit commun et ne peut trancher les différends entre tierces personnes, ni connaître des affaires pénales à moins qu'il ne soit officiellement chargé de faire dans sa province fonction de gouverneur.

Papinien, Dig. 49, 1, 23, 1 : *Cum procurator Cæsaris qui partibus praesidis non fungebatur, in lite privatorum jus dandi iudicis non habuisset, frustra provocatum ab ea sententia constitit quæ non tenebat.* (Dans le même sens *Code Just* 3, 3, 1 de Gordieu 242; 3, 13, 1 Sévère et Carac. de 214 et à *contrario* de III, 26, 4 Alex Sev. 232; etc.)

Ulpien in Coll. Leg. Mos et Rom 14, 3, 3, : ...*Procurator qui nullam provinciam regit... de capitalibus causis cognoscere nec soleat...* Callistrate, Dig. 1, 19, 3. pr : *Procuratores Cæsaris jus deportandi non habent, quia hujus poenæ constituendæ jus non habent.*

Code Just. I, 54, 2 de 228 Al. Sev. : *Procuratores meos « id est rationales » (Interp.) indicendæ multæ jus non habere sæpe rescriptum est.*

Car, *magistratus solos et præsidēs provinciarum posse multam dicere mandatis permissum est* (Ulp. Dig L. 16, 131) et seulement, *his datur multæ dicendæ jus, quibus publice iudicium est et non aliis; nisi hoc specialiter eis permissum est* (Ulp. Dig V, 1, 2, 8)

L'amende est en effet, une peine laissée à l'*arbitrium* du magistrat administrant la justice d'Etat : *quin immo multa ibi dicitur ubi specialis poena non est imposita* (Ulp. Dig. L. 16, 131), de sorte que l'intendant ne peut

l'appliquer qu'en vertu d'une autorisation spéciale : *Nec enim multam tibi procurator meus inrogavit ultra quam placitum est* (Caracalla 216 *Code Just* X, 8, 1). C'est seulement lorsqu'il fait fonction de gouverneur que l'intendant peut prononcer ces peines criminelles : il a alors, le *Jus Galdii* : mais il est dans ce cas magistrat du peuple romain (Orelli 3888 — 3664 C. I. L. III 251-1456. Henzen 5530, etc., etc.).

La juridiction domaniale étant *ratione personae* et *materiæ*, ainsi délimitée, l'historien serait tenté de conclure que ces restrictions pouvaient en droit public avoir une certaine vigueur : rien n'est plus contraire au cadre social de l'époque. Car, d'abord, dans l'Empire romain comme dans toute autocratie, le droit public ne peut exister : c'est une fiction de pure forme ; les règles constitutionnelles qui avaient jadis leur garantie dans la convention collective des *gentes* du royaume Romuléen ou des citoyens de la République n'ont, en ce moment, d'autre sanction que la tolérance de cette force fabuleuse que représente le souverain, tolérance exigée peut-être par une nécessité d'équilibre social, mais ne dépendant pas moins en fait et bientôt en théorie de la volonté d'un seul, pouvant à la rigueur former à l'égard du groupement subordonné une institution mais jamais une sécurité publique reposant sur des liens de droit. C'est par la volonté impériale que cette nébuleuse qu'était en somme la dispense arrachée par Claude au Sénat prit corps et s'individualisa ; c'est d'elle qu'elle reçut ses limites, de sorte que le chercheur actuel ne peut l'étudier qu'à travers le sens que lui donna

l'impulsion des princes, de même qu'un contemporain de Claude aurait pour la définir attendu de voir la portée que lui donnerait l'interprétation intentionnelle de son bénéficiaire. Et si les Empereurs n'ont pas assigné à leur justice privée un terrain plus étendu, c'est que leurs intérêts ne l'exigeaient point; car ils eussent pu facilement imposer des *procuratores* là où il y avait des magistrats réguliers et les doter, sous le couvert de la dispense sénatoriale, de pouvoirs juridictionnels dans l'orbe entier de leur mandat; cette justice en effet ne reçoit pas son application *ratione materiæ* par la qualité de la charge dont elle est appelée à sanctionner l'activité, mais *ratione personæ* par la qualité procuratorienne de la personne à laquelle cette charge est confiée; les témoignages fondamentaux de Suétone et de Tacite sont clairs à ce point de vue; et si dans la majorité des cas les intendants sont de simples préposés à la gestion de la fortune impériale et voient, dès lors, leur pouvoir se confiner dans les limites que nous avons parcourues, il n'en est pas moins vrai que ceux administrant les provinces procuratoriennes ont la garde de la paix sociale et que par conséquent leurs attributions judiciaires sont en harmonie avec le caractère incontestablement universel de leur mission, aussi amples que celles des gouverneurs des provinces appartenant au peuple romain : les textes que nous avons vu dépeindre cet état de choses dans la province d'Égypte sont probants. Et un des premiers gestes que fit Claude pour appliquer la dispense qu'on lui octroyait, ce fut de mettre la Judée sous la mainmise absolue de ses intendants : *Claudius*

defunctis regibus aut modicum redactis, Judæam provinciam æquilibus romanis aut libertis permisit (Tacite, Hist. V, 9). C'est ainsi que lorsque l'ambition ou l'intérêt des princes préposeront quelque part l'administration des procureurs, ceux-ci seront pourvus de pouvoirs judiciaires qui donneront à leur mandat une immédiate efficacité : tels seront notamment les *discussores* et les *examinatores* dont je parlerai au paragraphe suivant ; mais lorsque aussi l'activité sociale d'un groupement imposera l'extension des attributions d'un intendant, son pouvoir judiciaire ne cessera d'augmenter de son côté ; tel sera le système d'évolution de la justice privée dans le territoire du grand domaine.

§ 4. Le fonctionnement externe du régime nouveau

A part une réforme passagère de Nerva qui a pendant quelque temps, par la création du *Prætor fiscalis*, supprimé la juridiction procuratorienne à Rome et en Italie¹, la justice privée des Empereurs ne cessa de s'amplifier et de faire la même marche ascendante que la lourde masse des patrimoines princiers ; il y a même entre les deux progressions un rapport de solidarité incontestable, car il apparaît clairement que la justice fiscale donna le moyen aux caisses impériales, en les mettant sur un pied d'égalité avec l'*Erarium*, d'accaparer en

1. Plin., *Paneg.* 36 ; Pomponius Dig. 1, 2, 2, 32. De très courte durée car on n'en entend plus parler au delà de la première moitié du II^e siècle. Il est certain qu'au temps de Constantin elle n'existe plus. *Code Just.* III, 26, 5. Elle fut très probablement bûyée lors des réformes de Sévère ou même avant, par Hadrien.

exclusivité sous le sceau officiel, l'activité financière de l'Etat; de son côté l'importance accrue de la fortune princière ne donnait que plus d'envergure à la justice qui la sanctionnait.

Cela amena une réaction contre l'usage qui consistait à prendre généralement les intendants impériaux des grades supérieurs parmi les affranchis de la maison impériale; entamé par Claude¹ cet assainissement s'acheva sous Hadrien qui plaça aux échelons quelque peu élevés des intendances des chevaliers romains (*Vil. Hadr.* XXII), ce qui, abstraction faite des provinces procuratoriennes, permit à certains intendants généraux d'exercer, à côté de la justice privée de leur maître, la justice d'Etat dans des provinces de droit commun à titre intérimaire ou parfois même définitif, devenant ainsi légats et même proconsuls sans en avoir le grade sans aussi que les deux justices bien distinctes qu'ils administrent soient confondues (*Pap. Dig.* 49, 1, 23, 1 — *Ulp. Coll. Leg. Mos.* 14, 3, 3 — *Code Just* 3, 3, 1 — 9, 20, 4 — *C. I. L.* III 251 — III 1456 VIII, 7053. — IV 9990 — II, 484 — V, 875 — *Henzen* 5530 — *Ruinart Acta Mart.* p. 95 et 231, etc., etc.).

Le tribunal domanial devient ainsi une entité judiciaire considérable avec, au II^e siècle, une renommée sensiblement meilleure que celle de jadis et il n'est pas

1. Continué par Othon (*Plut. Oth.* 9 Cf. *Hermès* IV, p. 322 n°1; *Vitellius*, Tacite, *Hist.* I; 58 et les Flaviens (*Suét. Dom.* 7).

rare de voir des plaideurs la choisir pour l'arbitrage d'un litige ressortissant de la justice du gouverneur.

Code Just III, 26, 4 de 233 Eod. III, 13, 1 de 214 :

Non quidem fuit iudex procurator noster in lite privatorum sed cum ipsi eum iudicem elegeritis et is consentientibus adversariis sententiam tulerit intellegitis vos adquiescere debere rei ex consensu vestro judicialæ, cum et procurator iudicandi potestatem inter certas habeat personas, et vos incongruum esse vobis iudicem scientes tamen audientiam ejus elegistis. Quod et in aliis similibus judiciis tam in actionem proponentes quam in exceptionem apponentes persona locum habebit.

C'est ainsi qu'en conservant plus que jamais son caractère essentiellement privé le tribunal du *procurator* devient une véritable cour de justice où, comme je l'ai dit, des procès d'un genre tout spécial sont évoqués; si bien qu'à côté de l'intendant général chargé de rendre la justice, l'Empereur est amené à préposer un conseiller juridique ayant pour mission de soutenir, au nom du propriétaire, les intérêts du *patrimoine* ou du *fisc* : C'est l'*advocatus fisci*¹, appelé aussi parfois *Patronus*

1. Cette charge a été créée par Hadrien (*Vita*, XX. Cf. Lécivain, *Etudes sur l'Hist. Aug.*, pp. 29, 112 et 115. — *Vita* *get.* II), peut-être à l'exemple des *νομοφύλακες* des tribunaux procuratoriens d'Égypte (Pap. Ren. I, 18, 1, 5). Contrairement à ce que croit une doctrine très répandue, basée sur la teneur du titre *advocatus Fisci* que certains textes vagues mentionnent sans aucun sens déterminatif (Voyez exposé et réf. dans Mispoulet, *Inst. Pol.* II p. 290), cette charge n'était pas unique et n'existait pas qu'à Rome, mais était remplie auprès de tout intendant général pourvu de la juridiction : des textes très nombreux viennent nous en révéler l'existence dans diverses circonscriptions procuratoriennes (Maffei, *M. Veron.*, 462, 4; *Rome* an. 138-161; Philostr., *Vita Soph.* 2, 29, *Asie*, an 180; *Code Just.* II, 36, 2; *toute province*, an 226; Wilmans 2361; Henzen 6934; Orelli 2648; *Rev. Arch. Nouv. Ser.* II, 393, dates postérieures — titre XV, liv. X, *Code Th. de Adv. Fisci*, *passim*; Just. VII, 11, *de Adv.*

Fisci dès l'époque des Sévère¹, qui n'est du reste pas exclusivement attaché aux assises domaniales² et peut requérir à titre privé au nom de l'Empereur, devant toute autorité judiciaire où les intendances croient comparaître ou se faire représenter. (Ulp. Dig. 49, 14, 7; Marcellus Dig. 28, 4, 3, *Code Theod.*, X 15, 4) Il est devant toute justice publique et surtout privée — de par la nature des causes — le porte-parole des intérêts de son maître pour n'importe quelle rubrique patrimoniale en litige, s'agirait-il, pour ne citer que la bonne époque, du *patrimonium* de la *Res Privata* ou du *fisc* proprement dit³. Et plus tard sur la demande du clergé africain,

¹ *Div. Jud.* 3, 5, 6, 7, 8, 12, 13, 15, 22, 24, etc. *C. Théod.*, X, 4, 3; X, 8, 5; X, 8, 32; X, 10, 3, X; 10, 32, 2; *Nov. Th.* II (Hœnel), Just. X, 32, 66, etc., etc., basse époque.)

1. *Code Just.* II, 36, 2; *Théod.* X, 8, 5; X, 10, 32 § 2.

2. Il y a du reste deux catégories d'*advocati Fisci*; les uns de carrière et rétribués (*Vita Gel.* II; *Vita Soph.*, II, 29; *Vita Macrini*, IV; *Code Just.*, II, 7, 12; II, 8, 1; X, 32, 66; aussi Wilmans 1282 et 2057 ne pouvant dès lors plaider contre le Fisc (Just. II, 8, 1 *contra* Wiart, p. 30 qui confond avec les suivants), les autres, avocats de profession nommés *ad hoc*, pour une affaire déterminée, nullement titulaires d'un mandat continu *quibus ad tempus officium mandatum est... salarium non accipiunt... contra fiscum adesse non prohibentur* (*de Jure Fisci*, frag. § 17; *Code Théod.*, X, 15, 4, *contra* Mispoulet, *Hist. Pol.*, II p. 293, Bouché-Leclercq, *Inst. rom.*, p. 261 qui confondent avec les précédents). Pour éviter des collusions avec les intendants généraux dont ils ont principalement à contrôler l'activité judiciaire, les avocats du Fisc sont nommés soit directement par l'Empereur (Orelli, 4124) soit au nom personnel de l'Empereur par des personnages de haute confiance, étrangers à l'intendance comme le Préfet du Prétoire (cf. *Théod.*, X, 15, 2) et plus tard les vicaires (*Théod.* X, 15, 3 et 4) *contra* Mispoulet; Humbert, *Dict. Ant.*, v° *Adv. Fisci* sans textes). Il n'y a du reste point, à proprement parler, une hiérarchie dans ce parquet fiscal mais un simple rang, honorifique pour les avocats *ad hoc*, d'avancement pour ceux de carrière, suivant l'importance de la circonscription et la juridiction maxima dans laquelle ils peuvent requérir, qui peut être celle de tout l'Empire (Orelli, 4124) ou celle d'une province (*Code Just.*, II, 36, 2), — celle d'une préfecture (*Théod.* X, 15, 2), d'un diocèse, circonscription domaniale ordinaire (*Théod.* X, 15, 3 et 4) ou même d'une province (*Théod.* X, 15, 4), depuis Constantin.

3. La doctrine courante (Mispoulet, II, p. 291; Bouché-Leclercq, p. 262; Humbert, *Dict. Ant.* v° *Adv.*, p. 91) émet des doutes sur la par-

au début du ^ve siècle (XI^e Syn. de Carthage Can. III — Can. 97 *in* Cod. Eccl. Afr. Mansi III c. 802), c'est une charge identique qui sera créée, par autorisation de l'Empereur pour la défense des intérêts de la mainmorte ecclésiastique (*Code Theod.* XVI, 2, 38), ainsi s'établit la lointaine filiation des avoueries dont le rôle sera énorme après la chute de l'Empire romain¹.

Malgré les perfectionnements successifs et la solidité que lui conférait un long exercice, la justice des intendants généraux était encore au III^e siècle loin de satisfaire en totalité aux exigences contentieuses de la fortune impériale; abstraction faite de l'activité judiciaire des grands domaines impériaux et des provinces procuratoriennes, la raison qui motivait, dans l'Empire Romain, la majeure partie des instances domaniales était la négligence et très souvent l'insolvabilité des débiteurs des intendances entraînant l'accumulation continue d'arriérés ou *reliqua* (Textes et développements

participation des Avocats du Fisc dans les affaires du « Patrimoine » et de la « chose privée » et considère, dans l'État actuel de nos connaissances, la question comme insoluble : elle se trompe, et cela est dû à l'absence d'une étude synthétique sur le cadre : Nous avons vu que les trois composantes forment une entité juridique homogène; le *Patrimonium*, attaché au Fisc jusqu'à Septime Sévère, fait à partir de cet Empereur bloc commun avec la *Res Privata* qui a remplacé le Fisc dans son ancienne destination : or, j'ai cité des textes pour l'universalité fiscale; en voici pour la participation de ces avocats dans les litiges des rubriques parallèles de la *Res Privata* : Théod. X, 8, 5 de 435; X, 10, 3 de 335 et surtout X, 15, 4 de 367. Cf. Ulpien au Dig. 49, 14, 6, 1. Du reste, même en l'absence de ces textes, la même conclusion s'imposerait, du fait qu'à partir de Sévère la *Res Privata* est le véritable domaine de la Couronne pour qui cette charge avait été créée. Le terme *Fiscus* englobe d'ailleurs depuis Constantin la quasi-universalité de la fortune impériale. Sur ces points, voyez ici I, II § III.

1. Ce point sera développé dans la troisième partie de ce tome I^{er} *in princ.* Voyez Seun. *L'Inst. des. Av. Eccl. en France*, thèse Paris, 1903, p. 4. s.

dans Bouché-Leclercq. *Inst. Rom.* p. 262. Cuq. *Etudes d'Epigraphie jurid.* L'ex. per Ital. p. 57 s.); à tel point que les chancelleries des intendants étaient noyées par une masse sans fin decas inextricables, véritable fléau administratif dont on ne se débarrassait qu'à des intervalles très longs par des exemptions que, dans un esprit de résignation et de libéralité simulée, les Empereurs accordaient en bloc à ces contribuables embusqués ou retardataires (Suet., Aug. 32. Domit. 9. Pline, Paneg. 40. C. I. L. VI, 967. Wilmans 938. Xiphilin: S. D. Cass, 69, 8. *Ib.* 71, 32. Chr. Alex. Ed. Raderi p. 602-603. Vita Aurelia ni 39. Orat. Acta, 13 (Eumène), 21 (Ausone) *Code Theod* XI, 28 de Indul. Debit, etc.).

Il fallait, pour assurer efficacement la perception des reliquats, dont le chiffre était, considéré dans son ensemble, d'une importance capitale, ajouter au cadre ordinaire de l'administration fiscale de l'Empire un contingent d'enquêteurs mobiles pourvus de pouvoirs judiciaires dans le but de déjouer, en rendant sur l'examen des rôles, des sentences exécutoires, les subterfuges des débiteurs des reliquats. C'est ainsi qu'on en vint à instituer, dans les provinces où le besoin s'en faisait sentir, des chargés de mission extraordinaires avec le mandat général d'examiner les créances fiscales en souffrance, prononcer des sentences et mettre les contribuables en demeure de payer ce qui restait dû¹ : ce sont les *discussores* et les *examinatores*². titres indiquant

1. Voyez Vat. Frag § 292; *Code Just.* XI, 26 de Disce.

2. Sur la question : Cuq. *Et. d'Ep. L'Exam. per. It.*, p. 55 suiv. (Ouvrage capital). A titre documentaire : Borghesi. *Memor. dell' Inst. di*

une fonction identique¹, le premier n'apparaissant toutefois que dans la seconde moitié du iv^e siècle². De la sorte, la justice des intendances devient plus souple; généralement cantonnée naguère dans les bureaux du *procurator* sédentaire, elle se dédouble et devient ambulante, se diffuse, ne laisse échapper personne, allant tracasser jusqu'au plus misérable des contribuables dans le plus lointain des hameaux; appliqué d'une façon directe, le système Claudien touche ainsi à son comble et l'Empire Romain offre à cet égard le même aspect que la typique royauté des Lagides,

corrisp. Arch. di Roma, II, p. 294-297. Œuvres V p. 498 s. Dom. Garruci, *Mon. d. Museo Lateranense*, V, p. 80 s. 384 s., *Revue Arch.* 1862 VI p. 37 s. Mommsem, *Nuove Mem. dell' Inst. di Corrisp. Arch.* II, p. 299 s.; Camille Julian, *Les Transformations politiques de l'Italie sous les Emp.* p. 175.

1. Tout en étant la principale, l'examen des arriérés n'était pourtant pas la mission unique dont pouvaient être chargés ces personnages ambulants: ils pouvaient par exemple être commis pour contrôler l'emploi des deniers affectés à des travaux publics (*Code Just.* VIII, 12, 1). Leur mandat est infiniment extensible, cela tient de la variété même des complications éventuelles, et du caractère exceptionnel de la mission. Cf. Cuq, p. 48. On peut dire toutefois, en employant des figures contemporaines que ce sont des Inspecteurs des Finances pourvus de certains pouvoirs de la Cour des Comptes et des tribunaux d'arrondissement.

2. Théod. VIII, 15, 5, 1. — La première mention, dans les textes latins de l'*Examinator* date de 295 (Diocl.) Vat. Frag., § 292 et il en est parlé comme d'une institution depuis longtemps établie; se basant sur ce texte et sur quelques autres, M. Cuq (*loc. cit.*), croit devoir en situer les débuts embryonnaires au début du iii^e siècle. C'est exact: mais si l'on jette un coup d'œil sur les documents hellénistiques on constate qu'elle a été importée d'Egypte et qu'elle remonte aux Lagides sinon aux pharaons: *Examinator* se traduit en *εκλογιστής*, de *εκλογεῖς* (*examinatio*, recherche) de *εξ* et *λογος* (raison) d'où *εκλογισμός* (*discussio*, examen) et *εκλογίζομαι*, qu'il ne faut pas confondre avec *εκλέγω* (choisir cueillir) et *εκλογή* (choix, cueillette et, par extension, perception des impôts) ainsi qu'*εκλογεύς* (receveur, percepteur). L'exactor est l'*εκλογεύς*; l'examinator est l'*εκλογιστής*. Or les écolastes nous sont familiers dans le droit fiscal égyptien; il en existe un dans chaque nome (Pap. Pétr. II, n° 10, 2; London Pap. n° 23, p. 41 Kenyon) et ne dépendent que d'un écolaste central pour tout le royaume siégeant à Alexandrie (*Rev. Laws*, 37, 12; Tobit i, 22; Tebt. Pap. 72, l. 449 et 452; comp. n° 26 l. 6 (Bibl. Grenfell, *Rev. Laws* pp. 87-8; Wilcken Ostraka I p. 494-5; Bouché-Leclercq III p. 385). Ils ont pour mission de contrôler les arrêtés mensuels que les

celui où un maître décide sans exception et jusqu'à l'*Æs minutum* des désaccords qui peuvent surgir entre lui et l'esclave dont il est propriétaire; avec cette différence pourtant que l'Égypte n'a jamais connu que la conception d'un monarque propriétaire auquel tout appartenait et qui n'avait pas deux justices, tandis que le système romain partait d'une simple dispense; créée aux dépens des prétoires publics, la justice princière coexiste avec eux; elle est la manifestation d'un état dans l'état et, dans son cadre spécial, elle est œcuménique tout comme les intendances parallèles qui la mettent en branle, les plus vastes seigneuries qu'ait jamais connues l'Univers; dans son cadre spécial uniquement

intendants doivent leur faire tenir (*Rev. Laws*, col. 17 l. 17; col. 18, l. 9; Tebt. Pap. n° 61b) et font ces expertises de comptabilité dans leurs λογιστηρίου cours de comptes (London Pap. n° 23 Ken, p. 41, Pétr. Pap. II, n° 10, 2) d'après les registres et les rôles de répartition (Pétr. Pap. II, n° 10, 1); armés d'amples pouvoirs judiciaires ils les exercent, d'après les exemples qui nous sont parvenus, dans la répression des torts fait par les agents fiscaux aux contribuables (exemple typique in Pétr. II, n° 10, la curieuse plainte des γηνοδοσχοί éleveurs de canards saisissant l'écologiste d'une plainte contre l'intendant Ισχυρίης), des délits administratifs commis par les employés de l'intendance (scribes récalcitrants Tebt. Pap. n° 28 ou indécats qui sont mis en demeure de venir se justifier devant eux, Pétr. Pap. II, n° 10, 2; Tebt. n° 24; Hibeh Pap. n° 40. Cf. Pap. Brit. Mus. n° 23 f. l. 111) et par la délivrance des contraintes fiscales pour le recouvrement des arriérés assuré par les πρῶτορες (Pétr. Pap. n° 22, III, n° 26; Pap. Taur. XIII l. 1, 15; Tebt. n° 5 l. 221; Magdola, n° 41).

Après la chute des Lagides les écologistes sont maintenus dans l'administration procuratorienne de la province; ils conservent leurs épistratégies respectives et leur personnel (Pap. Petersb. 14*), mais siègent désormais à Alexandrie et président les nombreuses chambres de la Cour Centrale des comptes (Amherst, II, 69), placée sous le contrôle souverain d'un écologiste central (Dittenberger O. G. I. S. II, 655, Wileken, *Grundzuge*, p. 208). Les écologistes jouent à cette époque un rôle considérable dans la répartition des impôts après leur fixation globale, d'après le système de l'*Indictio* romaine: leur λογιστηρίον établit la liste des impôts à prélever et nominativement des individus qui y sont soumis après avoir contrôlé et reconnu ou rejeté les cas d'exemption (C. I. G. 4956-57, B. G. U. 168, 195, 226; après quoi, il expédie les contraintes (ἀπαιτηματα) πρὸς ἀνδρα (*viritim*, par tête) par la voie hiérarchique des intendances entixant la somme globale qui doit être perçue dans chaque localité (B. G. U.,

car la compétence des intendants de gestion est loin d'englober l'ensemble des affaires litigieuses; recevant son application directe dans l'unique souci des intérêts patrimoniaux des Empereurs, le système Claudien ne se manifeste ordinairement que là où ces intérêts sont en jeu. Ainsi, de par la nature même des litiges que j'ai définis¹, la justice procuratorienne ne s'exerce que sur les ayants cause, à un titre quelconque, des patrimoines impériaux et en général au cas où il y a opposition intransigeante de volontés entre les intendances et un tiers quelconque, quand c'est-à-dire —

84, 175, 259, 457, 598, 659; Fayoum Pap. I, 208; Lond. Pap. II, 322. P. E. R. I., 33 (Bibl. Wilcken, *Ostr.* I p. 497 s. Hohlwein, *L'Égypte romaine*, in *Mém. Ac. R. Belgique*, II^e série t. VIII 1912 pp. 37, s. 211, s.). Avec ces fonctions, l'éclogiste cumule celles qu'il avait sous les Lagides; des textes en ce sens sont cités par Wilcken, p. 500; en voici d'autres: Amherst, II, 69 de l'an 154, rapport de comptabilité soumis selon l'usage, à l'examen de l'éclogiste (l. 1-5); — et aussi Peterbs. 142; le Pap. 57 d'Oxyrhynche, requête d'un stratège à un autre demandant le virement d'un reliquat perçu sur instructions de l'éclogiste (vers l'an 200); L'Oxyrhynche 1436 de l'an 153-156 (t. XII, 1916) est une liste quinquennale de perception: les lignes 14 et 27 indiquent le chiffre global des arriérés perçus dans la localité; la ligne 23 mentionne pour mémoire l'existence de reliquats *ὑποκατέβινον ἐκλογιστῶν* c'est-à-dire encore en examen dans les bureaux de l'éclogiste. L'Oxyrhynche 1480 (t. XII) bien plus antérieur puisqu'il date de l'an 32 est une lettre dans laquelle il est question d'une demande de remise de certaines contributions à laquelle le *Κομμογγραμματοῦς* n'a pas voulu accéder (ligne 16) craignant le contrôle de l'éclogiste (l. 12) qui seul est compétent dans ces cas spéciaux (l. 15).

Il était donc naturel, au moment où, dans les provinces de Droit commun, la justice procuratorienne se fût révélée irrévocablement définitive, que les Empereurs aient regardé du côté de l'Égypte où leur justice privée se déployait à son extrême limite; l'introduction de l'*ἐκλογιστῶν* dans les autres provinces de l'Empire s'est peut-être faite lors des grandes réformes fiscales de Septime Sévère; cela correspond rigoureusement avec les déductions précitées de M. Cuq; ne trouvant pas ailleurs l'armature fiscale unique de l'Égypte, l'*examinatio* prit comme institution romaine le caractère intermittent que nous lui avons vu; cela n'altère pas sa ressemblance saillante avec l'*ἐκλογιστῶν* égyptien. Et il importe de ne pas perdre de vue que c'est une institution exclusivement procuratorienne venant s'ajouter aux rouages déjà élaborés d'une justice privée — c'est à ce titre que cette note, peut-être trop longue, lui a été consacrée.

1. Au paragraphe précédent.

pour employer une fois de plus un barbarisme des techniciens du droit — l'Empereur est « partie ». Nous voyons, certes, des intendants de gestion décider des différends entre les Publicains et des tiers¹; mais n'oublions pas que les publicains² sont les subrogés des masses patrimoniales et qu'à côté de la *Lex Censoria*³, cahier des charges spécifiques qu'ils doivent observer, il y a souvent des prescriptions antérieures et plus générales⁴ posant les clauses essentielles d'un super-contrat d'adhésion renforçant ainsi la rigueur des limites dans lesquelles cette subrogation doit évoluer; il est dès lors concevable que l'intendance s'empresse de connaître des conflits naissant de l'exécution de ces clauses toujours rigoureuses, soit pour faire droit à des revendications légitimes des publicains, soit surtout pour mettre fin à leurs abus qui, dépouillant une région, peuvent y laisser les gouvernants en butte à des difficultés financières et politiques⁵.

Il n'en est pas moins vrai, qu'exception faite des provinces procuratoriennes où la confusion est absolue, la justice privée des Empereurs ainsi appliquée n'em-

1. Par exemple les contribuables. C. I. L. VIII, 11813, et Inscr. Soulk. El-Khmis.

2. Cf. sur les publicains : Kniep, *Societas Publ.*, Iéna 1896; Dietrichs, *Die Grundlagen der Genossenschaften... und... societas Publicanorum*, 1898; Rostowzew, *Geschichte der Staatspacht in der Rom. Kaiserzeit bis Diocl.*, 1903; Marquandt, *Finances*, p. 379 suiv.

3. Dig. 50, 16, 203. Cf. *Cic. ad Quint. fr.* I, 1, 12, 35; in Verr. II, 74, 182; C. I. L. VIII 4508.

4. Par exemple la *Lex Manciana* (Inscr. Heuch.-Mettich), la *Lex Hadriana* (Inscr. Aïn-Ouassel et Aïn-Djem) ainsi que les édits portant réglementation de certaines rubriques fiscales, celui d'Hadrien notamment. (*Code just.* VI, 33, 3). Cf. *Coll. L. M. et Rom.* 16, 9, 3; Dion, ap. Xiph. 77, 9 (*Caracalla*).

5. Voyez livre I, chap. I^{er}.

piète pas encore sur la justice d'Etat en tant que celle-ci converge vers son but essentiel, le maintient de l'ordre social; qu'elle est en outre territorialement illimitée et subdivisée en ces vastes étendues que sont les circonscriptions générales, ne pouvant ainsi se cantonner dans un territoire réduit pour gagner en volume, rompre la chaîne, se détacher de l'ensemble, et conquérir franchement sa franchise.

Il lui faut un terrain propice où elle pourra se condenser et en exclure peu à peu la justice des gouverneurs, chose possible car elle contient, ai-je dit, une force de dédoublement sans limites provenant de la toute puissance de son titulaire :

Et ce terrain, elle l'a déjà trouvé : c'est le grand domaine impérial; là elle s'imposera graduellement comme l'unique sanction de l'ordre social, et, dans une certaine mesure, se détachera territorialement de l'intendance centrale. Après sa manifestation toute subjective et flottante dans les procès fiscaux, elle va étreindre objectivement l'activité contentieuse d'un groupement social bien déterminé; c'est alors que, dans un régime où la confusion des pouvoirs est presque un dogme, le grand domaine impérial s'affranchira totalement de l'autorité qui gouverne la province : ainsi sera née l'immunité, l'institution politique primordiale de l'Europe au Moyen-âge.

C'est le processus de ce devenir que nous devons, maintenant examiner.

LIVRE TROISIEME

L'Evolution

Formation de l'exterritorialité judiciaire du grand domaine

CHAPITRE PREMIER

LA PREMIÈRE ÉTAPE.

§ 1. — Analyse des causes

A) *Activité sociale et situation administrative et judiciaire du grand domaine impérial.*

J'ai fait plus haut la description statique du grand domaine; j'en ai esquissé aussi l'organisation économique et le régime de la production¹; c'est, avons-nous vu, un centre essentiellement actif où se créent des richesses; organisé suivant sa nature en exploitation du sol ou du sous-sol, il est à cette époque où Cérès est déesse et où l'économie urbaine en est encore à un rudimentaire artisanat, un inappréciable facteur de vie : non seulement se suffit-il à lui-même mais encore exporte-t-il une grosse part de ses produits²; peuplé surtout des

1. Livre I, chap. II, § 1^{er}.

2. Telles sont les redevances assez importantes que les petits entrepreneurs du Domaine versent aux conductores ou aux intendants (Voyez Inscript. Heuchir-Mettich, Ain-Djemala, Ain^e Onassel, Souk-El-Khmis et la deuxième inscr. de Vipasca, la *Lex Metallis dicta*). Ces redevances qui sont, dans l'immense majorité de cas, versées en nature (Cf. Hajje, p. 49 s., p. 111, s.) sont nécessairement canalisées vers le dehors, puisque les habitants, s'en étant dessaisi, ne sauraient les reprendre.

diverses catégories de travailleurs qui le mettent en valeur (cf. *Supra loc. cit.*) fortifié souvent¹, il forme à lui seul un petit univers contenant tout ce qui est indispensable à la vie matérielle ou morale, son marché notamment où se font les échanges (... *Jus mundinar ium in privata prœdia a consulibus petiit...* Claudius (nouvelle dispense, Suet XII; Pline Ep. V, 4. Dig. 50, 11, 1, Mod. C. I. L. VIII, 270, 8280 cf. Wilmans Eph. Ep. II p. 271 sqq), son entreprise de bains publics (*Lex Metalli Vipascensis* 1^{re} de Vip. I, 19 s.), son entreprise de jeux (I, 57), sa cordonnerie (I, 34), son « salon de coiffure » (I, 37), sa « foulonnerie » (*taberna fulloniarum* I, 43), son commissaire priseur (I, 10), ses agences financières (*conductor centesimæ argentiriæ stipulationis* I, 1. *Conductor Scripturæ scaurariorum et testariorum* I, 47. s.), son cimetière, son édifice et son ministre du culte, etc. (Sur ces derniers points : Gsell et Graillot. *Mélanges de Rome* 1893 p. 461 — 1894 p. 3 s. 420 s. 501. s. — Tissot. *Géographie comp. de l'Afrique*, II p. 632 s. — Deloche *Mém. de l'Ac. des Inscr.* XXXV 2 part p. 267 s. — En général cf. Baudouin p. 25 s. 97 s. — Schulten p. 49 s. et *supra* I, II § 1). Il est pour ses habitants, le cadre unique où se déroule leur existence, leur véritable cité (πόλις), l'endroit définitif où, selon le mot d'Aristote, s'épanouit leur instinct social (πολιτικόν) d'êtres conscients (λογικὰ) un groupe humain complet où l'individu travaille, pense, jouit, souffre et se repose, où se heurtent dans la mesure

1. Frontin, I, 7 Lahr. p. 53, Ammien Marc. 29, 5, 13 et 25, *Turres salutem saltus*, C. I. L. VIII 8209, 8991. Cf. Mommsem, *Hermès* XV, p. 392. Beaudouin, p. 23, Schulten, p. 48 et 105.

légale les idées des égoïsmes et les passions — bref une société viable et vivante dans un creuset qui en assure, en parfaite harmonie avec l'économie antique, physiquement la conservation.

Cette indépendance sociale du centre domanial, qui est, nécessairement, ai-je dit, le résultat de sa suffisance économique, aussi bien que selon l'exacte pensée de Comte, reprise par Marx, l'équilibre social est subordonné à une norme d'ordre biologique, se double d'une situation administrative très avantageuse qui met le *sallus* en dehors de l'autorité de la *civitas* contiguë :

Car s'il est certain que dans la structure municipale de l'antiquité méditerranéenne, imposée surtout par des facteurs d'ordre économique¹, le territoire où s'étend le grand domaine faisait avant la conquête romaine administrativement partie du territoire dépendant de la cité² qui était généralement un état plus ou moins

1. Considération capitale pour la compréhension de l'époque pré-romaine : laissons de côté l'Italie et la Grèce dont l'organisation municipale avant la conquête est classique; en Phénicie nous ne trouvons que des états municipaux comme Béryte, Tyr, Sidon, etc., et l'Afrique du Nord en est la reproduction avec Carthage, Néphris, Tunis, Néapolis, Aspis, etc. rasées par les Romains (Strabon, 17, 3, 16). En Gaule, les Celtes se groupaient en petits états municipaux dont les centres étaient des cités comme Reims, Chartres, Bourges, Lyon, Autun, Grenoble, Genève, Narbonne, etc., etc. La raison en est qu'il n'existait entre ces états voisins, peuplés par des hommes de composition sociale identique, aucun lien économique si ce n'est la guerre pour la possession de richesses mitoyennes, car la division du travail était alors, vu la difficulté des communications et l'insuffisance technique, d'ordre essentiellement local; il en est autrement en Egypte et dans les Empires Translibaniens où le Nil d'une part, le Tigre et l'Euphrate de l'autre permettaient l'articulation économique d'États considérables. Et tout cela explique comment, à la différence des Empires coloniaux actuels français et britannique, les Empires immenses des Perses et des Romains n'ont jamais eu de cohésion matérielle; il ne faut pas exagérer, par exemple, les mérites d'Alexandre qui a pu si facilement démolir le trône fragile de Darius III, ni s'étonner de la dislocation presque automatique du monde romain.

2. Voyez démonstrations dans Hajje, *Études* p. 58, s. surtout p. 105, s.

constitué suivant les régions, il s'est vu après la conquête détacher des liens politiques que lui imposait, naguère, son cadre géographique pour ne dépendre que de l'autorité centrale de l'Etat; d'une part en effet, la souveraineté politique des cites conquises a disparu avec leur liberté; de l'autre, celles des circonscriptions territoriales arrachées à l'appropriation économique des vaincus qui ont été soustraites à un moment quelconque et de diverses façons aux lotissements à la Romaine¹, ont formé des unités domaniales au profit de personnes isolées ou collégiales indépendantes naturellement de la cité vaincue ou de la colonie romaine qui lui succédait². C'est ainsi que les propriétaires des grands domaines qui sont, par excellence, l'Etat romain³ ayant sa disposition, les Empereurs et les personnages sénatoriaux⁴, essentiellement exterritoriaux par rapport à l'autorité municipale⁵ voient cette immunité se réfléchir dans son application sur leur fortune immobilière et conférer à leurs domaines l'exterritorialité. Il est dès lors, naturel de voir, à cette époque une antithèse constante s'affirmer entre le *salvus* d'un côté et le territoire municipal de l'autre (Frontin, Laetmann p. 35 l. 12 p. 46,

1. Sur ces lotissements, assignations et fondation de colonies, voyez en dernier lieu Hajje, *Etudes*, p. 16 s.

2. Substitution nationale très fréquente, voyez Bod. p. 16 s. et p. 72.

3. Cf. Hajje, p. 21, s. 70-71.

4. Voyez art. 2^e partie, Beaudouin p. 129; Léonard, *Le Sénat romain*, p. 378, s. 381; Fustel de Coulanges, *La Cité*, p. 35 s.

5. Cela va sans dire pour l'Etat romain et pour l'empereur son principal représentant, c'est même fastidieux de le mentionner, ce sont une monstruosité historique qu'il en fût autrement.

Il en est de même pour les personnages sénatoriaux qui ont principalement pour devoirs, non pas, comme on les suppose, mais comme ils le comprennent, l'Etat romain et avec bonne bibl. Beaudouin p. 151.

I 3, p. 53 I, 3. Pline, Hist. Nat. III 15, 116 C. I. L. III, 356 XI p. 170 etc., etc.) an lithèse relevée avec une abondante érudition dans les brillantes études de Baudouin (*op. cit.* p. 14. s. 151 s. 167 s.), de Schulten (*op. cit.* p. 2 s. 78 s. 107 s. 117 s.) et de Jung (Die Röm. Ladschaften des Röm. Reiches *passim.*) cf. Aussi Lécivain, le Sénat Romain p. 117.).

La conséquence finale en est que, non seulement le grand domaine échappe à la fiscalité municipale (Dig. L. 6, 5, 11; cf. Beaudouin p. 167 s. 170 s.) mais qu'il est au surplus, inaccessible à la compétence judiciaire des magistrats de la cité que, dans une certaine mesure¹, le droit public romain a laissé subsister².

De sorte que le *sallus*, que son exterritorialité par rapport à la cité ne préserve point de la souveraineté entière de l'Etat³, se trouve, par la force des choses, sous la mainmise exclusive du gouverneur⁴, mandataire dans sa province du pouvoir public; cela du reste ne peut aucunement toucher les pouvoirs judiciaires spéciaux que les intendants de la province tiennent du système Claudien précédemment délimité. Ces deux compétences si distinctes, qui n'ont rien de commun si ce n'est l'ampleur imposante des territoires régis, se partagent donc, suivant leur nature, les causes litigieuses que les

1. Voyez ce paragraphe au B.

2. Des textes catégoriques sur ce point font défaut, mais la certitude résulte de l'ensemble. Voyez aussi le paragraphe et le chapitre suivants et l'argumentation de Schulten, p. 117 s. et Beaudouin p. 151 s.

3. *In territorio populi Romani est.*

4. Ex. : Dig. XI, 4, 3; ce point sera strictement déterminé par élimination dans les paragrafes suivants qui montreront l'avance graduelle du pouvoir de l'Intendant sur celui du gouverneur.

chocs de la vie quotidienne font naître dans le *saltus* : l'intendant général se réserve celles qui intéressent l'administration domaniale, le gouverneur, lui, est chargé de tout le reste. Et ces deux personnages dont l'autorité centralise déjà un si grand nombre d'attributions, voient du fait leurs chancelleries étouffées par ces vétilles rurales si nombreuses et si diverses qu'invente la mentalité combative du paysan. L'intendant judiciaire en est surtout le plus atteint car, vu la nature locative des lots de ces justiciables (*supra* I, II § 1), la presque totalité des différends civils sont de sa *cognitio* comme intéressant l'administration domaniale : paiements et fixations des *mercedes*, des *partes*, des *vectigalia*, des *solaria*, des redevances de toute nature, exécutions et déterminations des corvées, usurpations, expulsions, dépossessions, infractions aux règlements d'exploitation, questions de petits monopoles, tous ces litiges cantonaux entre l'intendance et ses ayants cause, entre ces derniers surtout *rustici*, *coloni*, *inquilini*, *metallarii*, *publicani*, boutiquiers, concessionnaires et *conductores* de toute sorte, venaient dans les formes contentieuses les plus diverses¹ se mettre au travers de son activité; on pourrait presque en dire autant pour les affaires qui revenaient au gouverneur. Cela apportait l'anarchie dans la justice, la paralysait et la rendait lourde, sinon impossible au grand préjudice des justiciables et des intérêts impériaux.

1. Et d'autant plus compliquées que chaque *saltus* ou groupe de *saltus* avait sa coutume ou sa loi d'exploitation (Exemples, la *Lex Manciana*, la *Lex Hadriana*, etc. Cf. Hajje, p. 47, p. 111. s.), sur laquelle devait souvent se baser la solution du différend.

Et un seul remède était possible : la création d'une nouvelle justice locale, analogue à celle qui existait dans la cité.

B) *L'antilhèse : Activité sociale et situation administrative et judiciaire de la cité*

Dans la cité, en effet, la justice n'est pas boiteuse et sanctionne assez complètement l'ordre social du groupement.

Comme le grand domaine qui s'est détaché d'elle, la *civitas* plus considérable en étendue, a aussi sa vie propre : ce serait une erreur de se la présenter comme un bloc urbain congestionné et entouré d'une maigre banlieue. Car, dans la plupart des provinces, en Gaule notamment, c'est un petit état qu'une *civitas*, avec sa capitale, ses grosses bourgades et ses cantons ruraux; autour de Reims ou de Bourges, par exemple, s'étendait toute la région de la Champagne ou du Berry dix ou vingt fois plus peuplée que le chef lieu même; elle comprenait parfois des villes à peine inférieures à la capitale, Orléans, chez les Carnutes, valait bien, par exemple, *Aulricum* ou Chartres et, chez les Eduens, Mâcon, Châlons ou Nevers n'étaient point au regard d'Autun d'insignifiantes bourgades (cf. Jullian IV, p. 325. s.). La plus misérable cité elle-même, avait, dans son secteur économique, bon nombre d'exploitations rurales appartenant à des particuliers ou à la communauté municipale (cf. Hajje, p. 26 s.). Son caractère d'unité sociale complète ne peut venir en dernière analyse que de son

indépendance économique, mais, mieux que celui du grand domaine, il est consacré — je fais exception des colonies récentes — par un passé souvent long et illustre plus illustre parfois que celui de Rome créant, à cette époque où les préjugés chauvins et patriotiques vont jusqu'au paroxysme, un mirage collectif, une cohésion nerveuse qui dresse la cité contre le reste de l'univers¹. A la différence du groupement domanial dont l'organisation en secteur franc est récente et qui commence à peine sa vie, elle a déjà ses lois, ses coutumes, ses mœurs et autres institutions, toute cette *longa consuetudo*, prolongement solide de l'époque de l'indépendance que les romains n'ont pu que respecter².

Chaque cité est pourvue de sa *Lex*, sa charte sociale, qui détermine le sens intérieur de sa vie : nature et attributions des assemblées et des magistrats, élections, assiette de l'impôt et administration des biens municipaux, organisation de la police locale, institutions cultuelles, etc. tout cela est réglé³ par les maîtres du monde qui dotent d'une constitution toute colonie

1. C'est ainsi qu'en divers endroits, les magistrats municipaux qui sont, on le verra, tout au plus des juges de paix, conservent des titres pompeux et jadis redoutables; on rencontre des suffètes à Carthage. Audolent, *Carthage romaine*, p. 325, 6; Muller, *Numism. Anc. Afr.* II, p. 149 s.), des Archontes à Athènes (*Vita Hadr.* 19, 1. Cf. Real Enc. II. C. 577-8), des Vergobrets dans certaines cités gauloises (Jullian, IV, p. 337).

2. Dig. L, 2, 11; L. 4, 1, 2 : ... *cetera etiam per leges cujusque civitatis ex consuetudine longa...*

3. Voyez Pline *Lettres*, IV, 22; Dessau, n° 6086-9 (dont les *Tables de Malaga et de Salpensa*, aussi Girard, p. 108) C. I. L. XII, 2558, 2646, XII, 1307, 1371; XII, 1377, 1711; XII, 1005, 2250; V, 7914; XII, 342, 512, 594, 1114, 2461, 2459-60, 5874; XIII, 5110, etc., etc., etc. (Magistratures et Conseils gaulois); Gaius I, 92; III, 96, III, 120, 134; Ulp, XX, 14; Dig. L, 2, 11; L. 4, 1, 2; L. 4, 3, 1; L. 4, 18, 25, etc. Cf. aussi les deux notes précédentes.

fondée¹ et, cas bien plus fréquent, confirment celle de toute cité conquise, dans la mesure où cela est compatible avec l'*Imperium* éminent de la ville Souveraine; c'est ce que font César, Auguste et Tibère pour maintes cités gauloises (Doc. dans Jullian IV p. 154 n. 6, 155 n. 3, p. 288 n. 1 p. 329); c'est ce que fera Vespasien quand il réorganisa le statut municipal des cités de l'Espagne (cf. Lois de Malaca et de Salpensa).

Et tout en maintenant les institutions engendrées par un rythme social que la conquête romaine est venue surprendre dans son développement, cette réorganisation ne cesse pas un moment de tout subordonner à la souveraineté, de Rome; au-dessus des constitutions locales il y a une loi municipale d'Empire dont les dispositions s'adressent à toutes les cités sujettes (un exemple nous en est fourni par la table d'Héraclée C. I. L. I, 206. Dessau n° 6085)² et leur rappellent qu'au-dessus de l'autorité bien restreinte des magistrats municipaux il y a celle des représentants du peuple romain qui voient à cet égard affirmer leurs prérogatives.

Il n'en est pas moins vrai que sous les yeux de l'administration romaine, le pouvoir local naît et s'exerce sur place, créé pour et très souvent par la vie du groupement même dont il sanctionne l'ordre et la paix : c'est l'unique survivance de la liberté du monde avant

1. Telles sont les trois de la Colonie Genetiva Julia C. I. L. Sup. 5439 et celle du Municipium Terentinum C. I. L. 590. Cf. Garsonnet, *Histoire des locations*, p. 100 s.

2. Cf. Mommsen, *Ephem. Ep.* IX, p. 5; Bernier, *Rev. des Et. Anc.*, 1912 pp. 40, s.; *Mittheils in Z. der Sav. St.* 1912 (*Ueber die... lex municipalis*), Jullian IV, p. 329.

la conquête. On voit ainsi s'établir deux degrés d'autorité, celle de la cité et celle de l'Etat, deux compétences et deux justices, la haute et la basse, deux lois aussi, l'une subordonnée à l'autre, mais d'essence identique, lois d'autorité toutes les deux tendant au maintien de l'ordre public.

On ne pourrait pas en dire autant pour le *sallus*, cet autre foyer social. Circonscription productrice par excellence, sans passé historique comme la *civitas* conquise, sans but politique comme la colonie fondée, il n'a ni sa constitution coutumière, ni son statut public. Il a, certes, sa *Lex* qui est souvent comme la *Lex manciana* commune à plusieurs domaines d'une région; mais elle est de nature toute différente; ce n'est pas la loi d'autorité portant réglementation de l'ordre intérieur et moins encore le corps de dispositions constitutives organisant l'administration du groupement; elle ne porte pas non plus sa sanction en elle-même; c'est un simple règlement d'exploitation organisant la mise en valeur d'un territoire plus ou moins étendu, et posant les clauses du contrat d'adhésion à intervenir entre ceux qui, dans le cadre de la législation en vigueur, vont coopérer à la production. Telle est la loi de la *Villa Magna Variani* dans l'*Africa Velus* (Inscr. Henchir-Mettich, an 116-117) inspirée de la *Lex manciana* le super-règlement arrêté à Rome, lors de la conquête pour l'exploitation agricole de toute la province (cf. Hajje, p. 47 à 70 s); telles sont aussi les réglementations partielles gravées sur des pierres découvertes dans des *sallus* voisins (Inscr. Aïn Djemalâ et Aïn Ouassel) et rédigées par les intendants (sermones

procuratorum) d'après un autre corps de dispositions organiques, la *Lex Hadriana* composée sur l'initiative de cet Empereur (cf. Hajje p. 111)¹. Dans ces documents une seule chose est envisagée : la délimitation des intérêts respectifs des travailleurs d'un côté, du propriétaire de l'autre qu'une notion très circonstancielle de la justice considèrerait comme un facteur de la production et la fixation de leurs prestations réciproques : actives (redevances, cultures obligatoires parfois, et corvées) de la part du travailleur, passives (dessaisissement plus ou moins long du sol de la part du propriétaire). Et si par endroits certaines peines sont stipulées, comme dans la loi d'Henchir-Mettich (III, 19-IV, 3 et IV, 11-23) elles sont de nature pécuniaire ou assimilée et essentiellement contractuelles, identiques aux clauses pénales qu'autorise le Code civil français. Il ne s'agit, comme on le voit, point de dispositions impératives : arrêtées en la circonstance au nom de l'Empereur considéré comme propriétaire foncier, elles posent les bases de l'accord à intervenir entre le capital et le travail dans le cadre du droit privé. Mais cette question ne peut s'arrêter là : tout groupement organisé quelque soit, ne saurait se passer d'une charte sociale : si les hommes vivent ensemble, dit une vérité élémentaire, c'est qu'ils ne peuvent vivre isolés, « Robinson » est une fable ; mais pour que toute vie collective soit possible il faut comme le proclame la juste affirmation de Kant, qui

1. Les exemples pourraient se multiplier, voyez les allusions aux dispositions relatives à la réglementation des corvées agricoles, commentées dans Hajje, p. 119 s.

a puisé dans les conceptions aristotéliques, que chaque manifestation de la vie individuelle se restreigne dans des limites qui permettent une manifestation égale à la vie d'autrui : *Men descend to meet* a dit Emerson, l'homme qui a le mieux illustré cette idée. Au moment dès lors, très différent suivant les endroits où, sous l'impulsion d'un instinct de conservation évolué, l'anthropoïde (ζῷον) à demi conscient passe de la brutalité à une humanité certes bien relative en transportant du terrain violent sur un terrain de contrainte légale (terrain actuel) la guerre d'individu à individu engendrée par l'instinct plus sommaire, contingent et antithétique de la possession illimitée des choses, instinct tendant naturellement à l'élimination d'autrui, quoique subordonné dans sa manifestation à l'instinct social qui est, lui, selon Comte, l'émanation nécessaire de l'instinct de conservation, se transformant ainsi d'*homo homicida* en *homo economicus* (dans ces degrés d'évolution seuls la théorie Smithienne est exacte) et amorçant un commencement de *consensus* social, il s'impose pour la création et le maintien de cet équilibre rudimentaire, un corps de restrictions, une loi, reposant nécessairement sur une sanction. Cette loi est d'ordre essentiellement coercitif, en ce sens que son dernier argument est la contrainte physique émanant d'elle mais exercée par mandement du groupe organisé; et c'est d'ailleurs sa seule sanction possible dans le stade des millénaires actuels, l'humanité étant encore, dans son ensemble, éloignée de ce degré de perfection intellectuelle où l'individu, moral au sens objectif et socialement parfait,

pourrait, sans pression légale, exercer préventivement sur lui-même une contrainte subjective contre toute velléité nuisible à l'équilibre collectif comme le préconise la philosophie si diversement anarchiste des cyniques de la Grèce, de Jésus, de Proudhon et de Bakounine.

On voit alors que tout groupement humain qui est sorti de la période « anarchique » — je dirai plutôt chaotique — du choc sanglant des instincts antisociaux et n'en est pas encore à la période idéale de l'anarchisme raisonné et civilisé des grands penseurs qui se présente à l'esprit du millénaire présent comme le point *ad quem* de l'évolution sociale, car l'esprit, limité, crée des bornes pour l'infini qui n'en a pas, ne peut se dispenser, à quel degré intermédiaire qu'il se trouve, d'une loi coercitive.

Et c'est ainsi que faute d'avoir la sienne propre, le *sallus* impérial comme tout autre *sallus* jouissant de l'exterritorialité, est nécessairement et exclusivement soumis à la loi générale de l'Empire qui n'est autre que le reflet élargi de la loi municipale de Rome. Mais à côté des difficultés pratiques déjà exposées et résultant du jeu des compétences, ce système rencontre un obstacle de fond venant du fait qu'une loi adéquate à la vie d'un groupement déterminé doit être inopérante quand elle se trouve transposée sur un terrain étranger où, de façon normale, le rythme social présente ses particularités. La vie locale — nous sommes dans l'antiquité — possède en effet de nombreux ressorts qui lui sont propres et de nuances encore plus nombreuses, produit d'influences visibles et de facteurs obscurs ou impondérables

donnant au groupement une impulsion toute individuelle qui appelle des sanctions idoines à son développement; car ce n'est point la loi qui modèle le groupe mais, au contraire l'activité sociale du groupe qui modèle la loi; à tel point qu'à l'époque actuelle nous voyons en France notamment où la séparation des pouvoirs est si rigide, la jurisprudence qui est en contact avec la vie transformer en entier et presque inconsciemment des dispositions législatives condamnées ou dépassées par les courants sociaux.

C'est la raison pour laquelle les tentacules romaines n'ont pu étouffer les lois municipales; ces lois représentent une vie, une vie locale que nous voyons palpiter jusque dans leur moindre fragment, que ce soit dans celles des cités latines d'Espagne (Tables de Malac. et de Salp.) celle de la colonie Genetiva Julia (neuf tables environ C. I. L. II *sup.* 5439 Girard p. 91) ou celle, plus ancienne encore de la cité Tarentine (an. 665-692 de Rome C. I. L. I, 2, 590. Girard p. 64). Elles sont certes doublées de la loi romaine qui, elle, régit toute activité dépassant le cadre de la cité et pouvant toucher à l'ordre social de tout l'Empire; mais la sanction du rythme local, de ces manifestations particulières de la vie qui donnent à l'endroit sa couleur originale ne peut que leur revenir en entier et s'exercer par l'organe des magistrats municipaux qui sont les gardiens de ces lois et leurs exécuteurs (Pline, Ep. IV, 22). Il n'est, sans doute, pas opportun de composer ici l'interminable tableau, fatalement incomplet pour l'historien, des cas aussi infinis que la vie où l'autorité de la loi municipale se manifeste : la

simple lecture des documents cités suppléerait amplement à ce travail aride. Mais déterminer, en moyenne, la compétence des magistrats de la cité, c'est aussi fixer *in abstracto* la portée générale des lois locales qu'ils appliquent, la limite au delà de laquelle s'exerce l'emprise du droit romain.

Par opposition aux magistrats romains ils sont d'abord appelés *magistralus minores* (Dig. II, 1, 12 — XLVII, 10, 17, 2); la « grande » justice qu'ils détenaient au temps de l'indépendance leur échappe (*Isid. Or.* 15, 2, 10); au pénal ils peuvent, ne soient-ils qu'édiles, infliger des amendes (*Lex Malac.* LXVI cf. Dig. L, 16 131, 1 et des peines de police (Dig. II, 1, 12; XLVII 10, 15 — XLVII, 10, 17, 2); ils exercent la police préventive tant dans les villes que dans les campagnes (C. I. L. V, 7974, XII 1307, 1371, 1377, 1529, 1711, 2558, 2611, 2646, XIII, 604, 1670); il leur appartient de découvrir les délits graves et les crimes qui ne sont pas de leur compétence judiciaire, d'arrêter les prévenus (Eusèbe, V, 1, 8 — C. I. L. XIII, 1883) et procéder à leur interrogatoire (Eusèbe, *loc. cit.*) avant de les déférer à la justice du gouverneur; ils jugent au civil, suivant les formes locales jusqu'à concurrence d'un chiffre déterminé (Paul, Sent. V, 5, 1 — Dig. II, 1, 20 — Frag. d'Este)¹. quinze mille sesterces au grand maximum exceptionnel (*Lex de Gallia Cisalpina* C. I. L. I, 205 XI 1146 — Girard, p. 72, cap. XXI et XXII); ils peuvent procéder à l'exécution des sentences ou autres disposi-

1. Voyez allusions diverses : *Dig.*, II, I, 19, 1; II, I, 11; V, I, 1; L. I, 28.

tions exécutoires par tout moyen légal, sur la personne notamment (et en particulier sur les *indifensi*, les *confessi in jure*. etc... (L. Gall. Cis XXI) et sur les biens (Dig. II, 1, 2 et 3 I, 21, 1, IX, 2, 29, 7 XXVII, 9, 3, 1)¹. Leur compétence est, comme on le voit, entière dans le cadre limité de l'activité locale; et la vie municipale, ainsi pourvue de sanctions à sa mesure offre l'aspect d'un foyer social régulier où l'individu trouve, par rapport au niveau de l'époque, les garanties considérées comme nécessaires à la manifestation de l'existence.

Rien de tout cela, avons-nous vu, dans le domaine dont la vitalité naissante de centre économique puissant — et la comparaison des régions domaniales de la Gaule d'alors aux agglomérations industrielles de Paris, de Lyon, de St-Etienne, de Roubaix et de Lille d'aujourd'hui ne serait point téméraire — exigeait pourtant des magistratures locales et une loi d'autorité conforme au rythme spécial de son développement. Sur ce point une transformation était imminente. Et voici que nous touchons à la solution historique de notre antithèse.

1. Je n'envisage naturellement pas en ce moment la basse époque où des documents plus nombreux et plus éloquents pourraient être employés, voyez *infra*.

Pour les premiers siècles voyez Houdoy, *De la Cond. et de l'Adm. des villes chez les Romains*, 1876, pp. 318, 338, 365, 383, s.; Mommsen VI, 2 p. 466 s. et des allusions dans Déclaireuil *Q. Prob. s. l'hist. d. Inst. Mun.*, 1911, p. 9 s. 254 s. — Pour la Gaule, intéressants aperçus dans Himbourg, *L'org. des cités dans la Gaule romaine* 1891, *thèse Paris*, Jullian, IV, 338 s.; Déclaireuil, *Histoire* 1925, p. 26; Chénon, 1926, p. 30; Bloch in Lavis, I, 2, p. 212. Plus spécialement, sur le maintien de l'ordre dans les *Vici*, *Castella* et *Pagi* dépendants de la cité. voyez Schulten dans *Philologus* 1894, t. 53 et dans *Rhein. Mus für Phil.*, 1895 t. 40; Jullian V, 327 s.

§ 2. — Résultats

La seule réaction efficace est celle de la vie; car agir c'est vivre; or le domaine, merveilleusement encadré dans la structure économique de l'antiquité, vivait. Et cette vie imposa par ce lent processus d'induction, qui est celui de la nature, son magistrat local et sa loi spéciale:

Voyant que la justice si chargée et si générale du gouverneur et de l'intendant central étaient loin de suffire à l'activité judiciaire du grand domaine, les Empereurs tournèrent, comme il devait arriver, leur regard vers leur intendant local qui non seulement connaissait jusqu'au moindre ressort de sa petite circonscription, mais encore pouvait-il, tout en demeurant leur employé personnel, recevoir, en vertu de la dispense claudienne, des pouvoirs judiciaires réguliers sans que de nouvelles entailles fussent infligées aux principes établis. Cet intendant, avons-nous vu, avait la garde économique et la surveillance administrative du domaine; il pouvait à ce titre, lorsque les circonstances l'exigeaient, avoir recours aux pelotons militaires cantonnés dans le *saltus*¹ et dépendant soit du gouverneur (C. I. L. VIII, 14603) qui est normalement dans sa province le commandant de toutes les forces armées, soit de l'intendant général (C. I. L. III, 25, 75, Henzen 6357, cf. Pline à Traj. ep. 27 et 28 Ed. Keil— G. I. G. 4713 f.), lorsqu'ils

1. Cf. Marquandt, *Finances*, p. 333; Mommsen, *Ephem. Epig.* V. 117-120; Beaudouin p. 56; Cagnat, *L'armée romaine d'Afrique*, p. 263 s.

sont officiellement attachés aux cadres administratifs de la fortune impériale¹. Il était, par ailleurs, en sa qualité de représentant de l'intendance, l'unique agent de liaison entre ces corps de gendarmerie domaniale et l'autorité centrale qui en disposait, et il n'est point impossible qu'on le vit, dans des cas urgents ou mal définis, confondre ces deux rôles et requérir l'intervention des soldats du domaine au delà de la mesure dont il était autorisé. L'orientation pratique de la réforme se trouvait par là simplifiée : il suffisait d'élargir la sphère d'activité dans laquelle l'intendant local pouvait, de sa propre initiative, faire appel à la force organisée; c'était, du fait, rendre ses décisions exécutoires et en d'autres termes l'investir du pouvoir judiciaire dans la mesure où sa volonté manifestée d'une façon définie trouvait une sanction; mais déterminer, d'autre part, les cas et fixer le sens dans lesquels cette volonté devait intervenir c'était la confiner dans certaines directives, en restreindre la liberté et la subordonner, dès lors, à une loi: c'est la première apparition de la loi du domaine.

Il est, faute de documents, impossible de préciser à quel moment se sont manifestés, de façon nette, les premiers symptômes de ce processus; mais il est logique d'affirmer que l'action latente des causes est antérieure à la réforme de Claude et remonte à la création même du *saltus*. Toujours est-il que cette extériorisation s'est manifestée avant l'époque d'Hadrien; car dans

1. Comme en témoignent de nombreuses inscriptions découvertes dans les cimetières du Tractus Cartaginensis. C. I. L. VIII n^{os} 12590-13214. Bibliographie citée ici, au I, II, § II.

l'œuvre hardie de coordination entreprise par cet Empereur dont l'activité domaniale fut considérable¹, il n'est pas rare de relever des dispositions d'autorité de ce genre relatives à la vie intérieure du domaine : et la conjonction caractéristique de ces dispositions d'ordre essentiellement restrictif et coercitif avec les stipulations des règlements d'exploitation constitutives du contrat d'adhésion, indique une tendance accentuée vers l'unification de la loi du domaine et la constitution, dans le cadre local, d'un contrat social homogène rigoureusement appropriée à la raison d'être du groupement qui est la production des richesses. Cela apparaît surtout dans la *Lex metallis dicta* (Girard, Textes p. 879) et dans la *Lex metalli Vipascensis* (*Ib.*, p. 119) la première contenant, comme la *Lex Manciana*, un super-règlement, relatif cette fois à l'exploitation des territoires miniers ; la deuxième organisant le territoire minier de Vipasca (en dernier lieu et bibl. Hajje, p. 116). Ainsi, par cette nouvelle application du système Claudien exigée par les nécessités sociales, non seulement l'intendant local préposé privé de l'Empereur est-il investi de pouvoirs publics parallèles à ceux des magistrats de la cité, mais encore le simple règlement contractuel d'exploitation commence-t-il à devenir une loi en incorporant des dispositions d'autorité qui intéressent l'ordre social :

II^e Inscr. de Vipasca, *Lex Metallis dicta* l. 2, s,

Qui ita non fecerit et convictus erit prius coxisse venam

1. Par exemple l'assainissement de l'administration (voyez *supra*), des lois d'exploitation de tout genre, *Lex Hadriana de Rudibus Agris* (Hajje, p. 111. s.), *De Operis* (p. 118), *Lex Metallis Dicta* (p. 115 n. 1) etc.

quam pretium sicut supra scriptum est solvisse, pars occupatoris commissa esto et puteum universum procurator metallorum vendito.

L. 25 sqq : *Venas quæ ad puteos prolatae jacebunt ab ortu solis in occasum ii quorum erunt in officinas vehere debebunt, qui post occasum solis usque in ortum venas a puteis sustulisse convictus erit, H. suo nummos fisco inferre debet.*

L. 41 s. *Venam infra quinos denos pedes ex utroque latere a cuniculo quærere cedereve ne licet. Qui aliter quit in ternagis fecisse convictus erit, servos flagellis arbitrato procuratoris cæsus ea conditione domino veniet ne in ullis metallis moretur; liberi bona procurator in fiscum cogito et finibus ei metallorum in perpetuum interdictio.*

L'intendant justicier est certainement ici le *procurator* local; il s'agit, dans les deux derniers cas et surtout dans le troisième, de faits dont la vérification complète par enquête ou descente sur les lieux ne peut s'effectuer que sur place; cette loi est d'autre part, ai-je dit, générale à toutes les mines (*metalla*) de l'Empire et alors l'expression *procurator metallorum* (ligne 3) ne pouvant logiquement, à cette place, s'appliquer au régisseur des mines de tout le monde romain, doit forcément indiquer l'intendant de chaque unité minière comme cet *Ulpus Ælianus* préposé au domaine minier de Vipasca auquel du reste, par la voie hiérarchique, cette loi est notifiée; on ne saurait supposer en la circonstance l'intervention d'intendants centraux de grade intermédiaire, car dans ce cas la loi n'aurait pas manqué d'en

spécifier le rang minimum afin d'écarter les méprises; et elle s'abstient d'autant plus de préciser à cet égard que dans les paragraphes suivants il n'est fait usage que du terme *procurator* sans autre mot distinctif, ce qui semble bien sous-entendre l'intendant du dernier grade qui administre une simple unité domaniale; enfin, dernier argument, l'expression *procurator metallotum* est employée dans la *Lex metalli Vipascensis* (l. 2, 3, 16, 30, 46, 57, etc., etc) avec, comme on le verra, un sens essentiellement local impliquant une compétence limitée à l'intérieur du domaine. La compétence de l'intendant local ne saurait du reste écarter celle des intendants provinciaux qui sont ses supérieurs hiérarchiques et peuvent évoquer les cas qui paraissent solliciter leur attention (Ex. Inscr. Souk El Khmis).

Les trois textes précités envisagent, comme on s'en aperçoit, des cas qui, en dernier analyse sont des infractions aux règlements d'exploitation; mais tandis que dans la *Lex Manciana* (Henchir-Mettich) ces infractions ne peuvent entraîner que des pénalités préalablement stipulées dans le contrat d'adhésion et ne relèvent que de la justice provinciale de « droit commun » (fiscale ou présidiale), ici elles sont nettement correctionnalisées et ce badigeonnage délictuel, les expose à la vindicte sociale exercée en vertu du système Claudien par les gens et au nom d'un particulier. Ce qui est encore digne d'attention ici, c'est que ce particulier qui est en même temps l'homme le plus puissant du monde saisit abusivement l'occasion imposée par la pression des facteurs sociaux pour couvrir ses intérêts patrimoniaux

de sanctions qui normalement n'entrent en jeu que pour la défense de la sécurité collective. Cela ne peut du reste rien présenter d'anormal dans le stade social dont nous envisageons une fraction : le prince agit en *homo economicus*; et que représente ce personnage, dans cette pauvre vie rudimentaire des millénaires présents que l'ignorance humaine appelle une civilisation, sinon, comme le dit Stirner, un être foncièrement amoral et antisocial aux aguets de la circonstance qui pourra satisfaire ses appétits toujours nuisibles à l'existence d'autrui ?

Les carences contractuelles envisagées par la *Lex Metallis dicta* sont donc l'objet de dispositions légales impératives et de mesures d'ordre répressif, tout comme les délits à portée réellement antisociale classés par elle sous la même rubrique et soumis de la même façon à l'appréciation de l'intendant local : L. 27 s. *Venæ furem si servos erit procurator cædito et ea conditione vendito ut in perpet uis vinculis sit neve in ullis metallis territorisve metallorum moretur; pretium servi ad dominum pertineto; liberum procurator confiscato et finibus metallorum in perpetuum prohibeto.*

L. 33. s. *qui pulem vitiasse labefactasse aliutve quid dolo malo fecisse quominus is puleus firmus sit convictus erit si servos erit flagellis arbitrato procuratoris cæsus ea condicione a domino veneat ne in ullis metallis moretur; liberi bona procurator in fiscum cogito et finibus ei metallorum in perpetuum interidicito.*

Ce qu'il convient de remarquer et qui confirme les opinions émises ci-dessus, c'est le caractère tout spécial

des infractions envisagées; les actes antisociaux les plus vulgaires eux-mêmes comme le vol ou la destruction malveillante ou assimilée de la chose d'autrui prennent, au contact de la réalité économique surtout, des formes tout individuelles et nécessitent des sanctions taillées à la mesure de la vitalité sociale dont on veut assurer la protection.

Un autre point qui mérite examen est, ici, l'uniformité presque constante de la peine; la même peine à peu près s'applique à des faits de gravité très inégale et avec une rigidité qui exclut toute atténuation pouvant résulter des circonstances de la cause; il est clair qu'à cet égard le pouvoir d'appréciation de l'intendant est limité; l'application de ces dispositions répressives lui est imposée de la même façon formelle et intransigeante que l'exécution rigoureuse d'une mesure administrative; et il est certain que cette loi, quoique écrite sous Hadrien, subit encore dans l'ambiance routinière des chancelleries les influences de l'ère pas lointaine de la transition où, sous le couvert purement administratif du recours à la force organisée pour l'application du règlement, l'intendant se voit, par la transformation graduelle de ce règlement dont il a la garde, reconnaître d'une façon impérative de véritables pouvoirs judiciaires. La réalisation pratique de la compétence du procureur local est dérivée, ai-je dit, de la faculté qu'il avait et qu'il conserve encore (Soulk El Khmis. I, 11. s. — Inscr. de Phrygie C. I. L. III add. 14191 cf. Hajje p. 105) de faire appel aux pelotons militaires de l'intendance dans l'exercice de sa mission, c'est-à-dire comme il

sied à un employé subalterne, dans l'accomplissement des mandats généralement impératifs qu'au nom du maître il reçoit de ses supérieurs (V. ici I, II, § II).

Il est dès lors naturel que sa juridiction soit au début un mandat de ce genre confiné dans le cadre de gestion et graduellement élargi jusqu'à devenir une fonction d'autorité conférant un pouvoir d'appréciation de plus en plus croissant; d'exclusivement administratives, ses attributions deviennent judiciaires et s'étendent même jusqu'au point de l'investir du droit de prendre dans le domaine des règlements d'autorité. C'est ainsi que vers l'an 150 nous le voyons autorisé à interdire réglementairement l'accès du domaine à toute catégorie de personnes que, pour des motifs de sécurité ou de moralité, il peut considérer comme indésirables : *Callistrate libro sexto de cognitionibus*, Dig. I, 19, 3 : ...*Si tamen quasi tumultuosum vel injuriosum adversus ælonos cæsaris prohibuerint (Curatores Cæsaris) in prædia cæsariana accedere, abstinere debedit idque divus Pius Julio rescripsit*. Maquignons de toute sorte, prostitués des deux sexes, forbans de tout calibre et danseurs de gigue (*la cordax*), toute cette crapule antique que nous dépeignent les auteurs du siècle précédent tombe sous le coup de sa loi, au même titre que ces essaims de vagabonds rejetés en marge des groupes organisés par la loi d'airain d'une société bornée et inhumaine, errant de par le monde à la recherche de pain et de paix, le corps harassé et le cœur en révolte¹.

1. Ils jouent un rôle prépondérant dans l'histoire de la Révolution dans l'antiquité et au Moyen-âge; propagateurs du christianisme aux

La *Lex Metallis dicta* marque donc plusieurs points dans ce devenir, car elle porte les empreintes très claires du dynamisme qui l'a orienté. Il n'en est pas moins vrai que malgré la rigidité de ses sanctions, elle reconnaît à l'intendant de véritables pouvoirs judiciaires, car elle le rend juge des faits allégués et souverain appréciateur de la culpabilité des prévenus; il ne reçoit plus le mandat sommaire de punir tel individu préalablement condamné par ses supérieurs mais celui conditionnel de châtier, de façon stricte, en appliquant une peine rigoureusement prescrite, tels individus qu'il aura estimés coupables d'un délit dont il peut peser les éléments en toute liberté de conscience. Et si, à la différence des magistrats réguliers, il ne peut, comme on le voit, nuancer les rigueurs de la peine, ni, une fois le coupable convaincu, en retenir l'application, il a pratiquement le droit plus important d'en disposer, étant maître, en premier ressort, de la solution à donner à la question préalable de la culpabilité. Il est en réalité, dans la sphère locale, un juge véritable et l'on peut dire, sur la foi des documents qu'on va examiner, que cette évolution est à son terme dès l'époque d'Hadrien. Ce point final doit être analysé.

Compétence pénale. — Elle est affirmée d'une façon péremptoire par les cinq passages de la *Lex Metallis dicta*, que je viens de citer; mais elle est établie avec

1^{er} et II^e siècles et dès lors ennemis irréductibles de la société païenne, ils mettent par la suite, en soutenant le véritable esprit révolutionnaire de Jésus, en mauvaise posture l'administration romaine et l'Eglise officielle (*Bagaudes, Circumcelliones, Donatistes*)

plus de souplesse par la *Lex Metalli Vipascensis*, datant très vraisemblablement du règne d'Hadrien, postérieure cependant à la précédente dont elle fait mention dans sa ligne 59 de l'exemplaire qui nous est parvenu, la première inscription d'Aljustrel (C. I. L. II, 5181, Girard p. 119, en dernier lieu et bibl. Hajje p. 116). :

L. 30 s. *Si id balinerum recte præbitum non erit, tum procurator metallorum multam conductori quotiens recte præbitum non erit usque ad H.S. cc dicere liceo.* Ce texte vise le concessionnaire des bains publics dans les *allus*, qui aura failli de satisfaire aux conditions stipulées au cahier des charges dans l'intérêt de l'hygiène publique et insérées d'autre part dans la loi du territoire domanial; pour une population minière qui travaille constamment dans les puits, le bon fonctionnement des bains est une chose primordiale et cette entreprise revêt à Vipasca le caractère d'un service public. Toute carence du concessionnaire est, dès lors, assimilée à un délit et punie par le détenteur du pouvoir local, c'est-à-dire l'intendant qui peut infliger, jusqu'à concurrence de 200 sesterces, une amende proportionnelle à la gravité du manquement. Le caractère mobile de cette peine implique pour l'intendant une faculté absolue d'appréciation et le droit de modeler la répression sur la gravité du cas qui lui est soumis, bref l'*examinatio* judiciaire avec toute l'ampleur que lui donnent les jurisconsultes romains. Du fait, le mandataire privé qu'est le *procurator* peut, à titre spécial, être assimilé à un magistrat : reprenant une conception athénienne (v. Hajje p. 57) et opposant la *multa* (ἐπιβολή) à la *pœna* (ποινή),

Ulpien, au livre III sur la loi Julia et Papia (Dig 50, 16, 131), dit : *quin immo multa ibi dicitur ubi specialis pœna non est imposita; item multam is dicere potest cui judicatio data est : magistratus solos et præsides provinciarum posse multam dicere mandatis permissum est...* et au livre III sur l'Edit (Dig. 5, 1, 2, 8) : *His datur multæ dicendæ jus, quibus publice judicium est et non aliis; nisi hoc specialiter eis permissum est*; ainsi l'intendant qui, avons-nous vu, n'a pas de *judicium publicum* entre dans la deuxième catégorie; et l'interdiction sommaire d'Alex-Severe (*Cod. Just. I, 54, 2 : procuratores meos indicendæ multæ jus non habere sæpe rescriptum est*) s'appliquant aux seuls intendants de gestion, doit être éclairée quant à sa portée par cette phrase d'Antonin Caracalla (*Code Just. X, 8, 1*) particulièrement suggestive sur le terrain que nous explorons : *Nec enim multam tibi procurator meus inrogavit ultra quam placitum est.*

Abstraction faite de l'objet nécessairement préventif vers lequel convergent, en général, les dispositions pénales, le but immédiat de la peine édictée par le paragraphe précité de la loi de Vipasca est de nature expiatoire et réprime un acte antisocial déjà consommé; dans le contexte on en trouve cependant une autre, qui tend, à l'inverse, à empêcher l'application de la précédente en arrêtant, par la répression prématurée d'actes préparatoires, la consommation finale du délit : une des conditions essentielles du bon fonctionnement d'un établissement de bains est son approvisionnement en combustible : pour cela dit la loi (l. 31), *lignum conductor repositum omni tempore habelo, quod diebus... satis sit*;

et il est naturel qu'il lui soit interdit de vendre le bois dont il a fait provision (l. 28) sauf, bien entendu, les déchets impropres à la combustion, les *ligna ex recisaminibus ramorum quæ ostili idonea non erunt*; au cas donc où le concessionnaire (l. 29) *adversus hoc quid fecerit, in singulas venditiones*. (mieux vaut lire *vehes* — charretées, de ὄχτω) H. S. *centenos nummos fisco dare debelo*; il est en d'autres termes passible de 100 sesterces d'amende par charretée vendue; et comme nous le laisse entendre la phrase suivante (30), c'est l'intendant qui est chargé de la prononcer : nouvel exemple du caractère local de sa juridiction; en marge des allusions nécessairement concises des recueils, nous la voyons dans les lois de portée spéciale s'adapter aux nombreuses modalités de la vie dont elle assure la protection. Elle se manifeste ailleurs dans le droit de battre aux verges les colons récalcitrants¹; et partout elle accuse une analogie constante avec celle du magistrat municipal. Comme ce dernier, l'intendant local ne peut connaître des causes, qui dépassent les limites de la vitalité du groupe qu'il régit : *Liberales et famosissimæ causæ et quæ ex principe proficiscuntur ibi non aguntur*; Call. Dig. I, 19, 3 pr :

1. Inscr. de Souk-El-Khmis; ce document est une plainte adressée à l'Empereur par les Colons du *Saltus Burunitanus* (an 180-183) L. 11-16 ... *Ut missis militibus in eundem saltum Burunitanum alios nostrum adprehendi et vexari, alios vinciri, nonnullos cives etiam Romanos virgis et fustibus effligi jusserit (procurator), scilicet, eo solo merito nostro, quod euntes in tam gravi pro modulo mediocritatis nostræ tamque manifesta injuria imploratum majestatem tuam, immodesta epistula usi fuissetus*. Comme on le voit, cette partie du réquisitoire ne vise pas le droit de l'Intendant de faire fustiger les colons mais l'emploi abusif qu'il en fait en y soumettant des citoyens romains qui n'en sont pas passibles (Cf. Mommsen, I, p. 178 s.) ou des provinciaux qui ne l'ont pas mérité (voyez la suite du texte). Cf. aussi dans le même sens C. I. L. III, Add. 14191.

procuratores cæsaris jus deportandi non habent quia hujus pœnæ constituendæ jus non habent; Sévère et Carac. *C. Just.* III, 26, 1 : *Non defensæ mortis quæstionem apud procuratores nostros non oportere tractari quis ignorat?* Ulp. *Mos et Rom. Leg. Col.* 14, 3, 3 : *Attamen procurator... de capitalibus causis cognoscere nec soleat...* Voyez encore eod. § 2 — *Code Just.* III, 26, 3 de 215 — IX, 20, 4 de 239 — IX, 47, 2 de 212. S'il n'a donc pas le pouvoir d'infliger des peines graves il est nécessairement dépourvu du droit de connaître des délits correspondants : *pœnam autem unusquisque inrogare potest, cui hujus criminis sive delicti executio competit* (Ulp. *Dig. L.* 16, 131). Mais, comme le magistrat municipal, il est armé, pour les délits qui échappent à sa compétence, de pouvoirs de police judiciaire : nous avons sur cette question un curieux document : la *Passio Sancti Typasii Velerani*¹ qui est une scène de la persécution faite sous Dioclétien et Maximien :

Fatigué de la vie militaire, le saint homme Typase qui était chrétien se retira dans un lopin de terre qu'il se fit concéder dans un grand domaine de la Maurétanie Césarienne; il y construisit de ses propres mains une cabane (*monasterium*) et y commença une vie de prières et de macérations; mais vint la persécution; l'intendant du lieu, fidèle à son mandat, ouvrit une enquête pour découvrir les partisans de cette doctrine alors « subversive » contre laquelle s'acharnait la société; le chaste anachorète fut arrêté, interrogé; et convaincu de conduite

¹ *Analecta Bollandiana*, IX, p. 119 s.

révolutionnaire il fut déféré par l'intendant à la justice du gouverneur¹.

Ce récit met très bien en marge le rôle prépondérant de l'intendant du domaine.

Compétence civile. — J'ai fait allusion plus haut aux différends civils qui peuvent surgir dans le domaine; les plus fréquents avons-nous vu sont ceux qui mettent aux prises les petits entrepreneurs d'exploitation et les conducteurs qui sont les subrogés de l'intendance impériale (§ 1. A). La loi écrite ou coutumière en vigueur dans le domaine y apporte des solutions; et le juge compétent est l'intendant local; en voici des applications :

Dans le *vicus vipascensis* il y avait maints procès résultant soit du défaut de paiement de certains droits dûs aux concessionnaires, soit des atteintes portées au monopole légal de certains artisans; et ces cas sont prévus, dans leurs grandes lignes et sanctionnés par la loi du domaine rédigée par l'intendance tant pour le maintien de l'ordre que pour la sauvegarde des intérêts de ceux qui en ont affermé les droits.

Lignes 9 et s. : *quod ex hoc capite legis* (traitant des redevances dues du fait des *argentariæ stipulationes*) *conductor socio actorive ejus debebitur, nisi in triduo proximo quam debere coeptum erit, datum solutum salvis factum erit, duplum dare debeto.*

1. § 4: *Tunc præpositus* (= *procurator*) *saltus atque decurio* (sous-officier de cavalerie; cf. Marquandt, *Org. Mil.* Trad. p. 39; p. 176 n. 1 et 194, n. 1; Cagnat, *Armée rom. d'Af.* p. 201 : commandant, sans doute, du peloton cantonné dans le domaine) *eum cum... singulo quod deposuerat... de eadem cellula protraxerunt, adque eum Claudio, qui tunc provincie dux fuerat tradiderunt...* sur ce Claudius, cf. C. I. L. VIII, 958.

L. 16. : *quod* (redevances dues au commissaire priseur)
si in triduo non dederit duplum dare debeto

L. 47 s. : *qui... scaurias... aerarias... lavare volet*
quive lapicædinis opus quoque modo faciendum suscipiet
quos ad id faciedum servos mercenarios que mittent,
in triduo proxumo profileantur et solvant × ... *conductor*
quoque mense intra pridie Kalendas quasque : ni ita fece-
rint duplum dare debento.

L. 50. s. : *qui ex alis locis ubertumbis æris argentine*
rutramina in fines metallorum inferet, in pondo C × *I*
conductor *socio actorive ejus dare debeto.* *Quod ex hoc*
capite legis conductor *socio actorive ejus debebitur neque*
ea die, qua die deberi cœptumerit, solutum satisve factum
erit, duplum dare debeto.

L. 33 s. : *qui... intra fines convictus erit...* (d'avoir
 vendu des articles de cordonnerie et de botterie)... *is*
conductor (*sultrinæ labernæ*) *socio actorive ejus duplum*
dare debeto.

L. 38 s. : *qui ita tonstrinum (tonsorem) fecerit, in singulos*
ferramentorum usus × ... *conductari... dare debeto.*

L. 44 s. : *qui convictus fuerit adversus ea* (atteinte au
 monopole du foulon) *quid fecisse, in singulas lacinias*
 × *III conductor*... *dare debeto...*

Ces dispositions sont sanctionnées :

Généralement par une *pignoris capio* : *conductor*
socio actorive ejus pignus capere liceto (l. 16, 34, 35; 45;
 53;) *conductor* *socio actorive ejus pignoris caplio esto*
 (40-14). Exceptionnellement, par la confiscation au pro-
 fit de la partie lésée, de l'objet sur lequel ou par lequel
 le délit civil s'est matérialisé : l. 34 : *conductor clavom ex*
lege ferrariarum vendito; L. 39 : *Ea ferramenta commissa*

conductor sunt; l. 54... *commissa* (métaux divers) *ei (conductor)* sunt nisi quod debitum erit *conductor*... *solutum erit*.

Les solutions apportées de la sorte par la loi du canton ont certainement le mérite d'étouffer bien des chicanes qui eussent été inévitables si ces questions étaient réservées à l'appréciation de l'intendant; mais elles n'autorisent aucune exécution directe de la part des justiciables et n'appellent pas moins l'intervention du pouvoir cantonal pour la vérification nécessaire des faits et la détermination des circonstances qui en motivent l'application; une disposition légale ne pourrait devenir exécutoire par une simple manifestation de volonté d'une partie intéressée; si large que soit la part faite à l'initiative du justiciable, le pouvoir public doit à un moment quelconque intervenir, dans le système romain surtout, pour en contrôler la manifestation.

Sans doute, la procédure est ici simplifiée; on n'a point recours à une instance régulière qui aboutirait normalement à une *venditio bonorum* ou mieux à un *pignus ex causa judicati captum*. Parmi ces chercheurs de métaux et d'aventure, il y avait à Vipasca, comme naguère en Californie et au Transvaal un nombre considérable de gens sans aveu et de fraudeurs prêts à tout procédé lucratif et prompts à disparaître pour en éluder les inconvénients; mieux valait les tenir; et rien n'était plus efficace pour cela que la saisie d'un gage; la procédure de vérification suivait alors, rapide, tendant à l'appropriation ou à la réalisation de l'objet soustrait à l'adversaire. Il convient d'insister sur l'existence d'une

procédure, en ce qui concerne surtout la *pignoris capio* autorisée par la loi; se basant sur les termes sus-énoncés de l'inscription et sur une disposition accessoire de la loi prescrivant une amende de 5 deniers (5 fr. 30 or) contre ceux qui venaient empêcher l'appréhension matérielle d'un gage¹ deux études remarquables, l'analyse de M. Flach² et la synthèse de M. Collinet³ affirment — et c'est le seul point où elles sont d'accord — que nous sommes en présence d'une *pignoris capio primitiva* accompagnée ou non de *certa verba* et ayant lieu par délégation fictive du magistrat dont l'intervention effective est, dès lors, inutile; il ne s'agirait, dans ce cas, ni de la *legis actio* ni de l'action à formule fictive dont nous parle Gaius au IV, 32 de ses *institutes*. Cette hypothèse doit être rejetée; on ne peut s'imaginer une voie d'exécution aussi rudimentaire pendant que dans le reste de l'Empire la procédure formulaire bat son plein, d'autant plus qu'elle ne saurait être de formation locale, la *pignoris capio* étant une institution romaine et le *vicus vipascensis*, agglomération récemment formée pour l'exploitation des mines, n'ayant aucun passé social qui put donner naissance à des institutions *sui generis*. C'est la raison pour laquelle, je crois, dans une œuvre vigoureuse⁴, M. Carcopino rejette sans le dire ce système et affirme, sur la foi des mêmes textes,

1. L. 41 : *Qui pignus capientem prohibuerit in singulas prohibitiones V dare debet*.

2. Les Tables Aljustel, *N. R. H.* 1878 p. 651.

3. La saisie privée, *thèse Paris*, 1893, p. 60 s.

4. La loi d'Hieron, p. 134, *thèse complémentaire*, Lettres 1914, Paris; éd. 1919.

qu'il s'agit d'une *pignoris capio* administrative exercée par le concessionnaire de l'intendance en vertu d'une délégation tacite de magistrat; et si l'on pousse l'opinion du savant maître jusqu'à sa conséquence immédiate qu'il n'a pas tirée, on doit conclure que cette *cadio* est déléguée par l'intendance, et appartient normalement au dépositaire du pouvoir local, c'est-à-dire à l'intendant du domaine; mais cette conception est inexacte quoique sa conclusion soit toute proche de la vérité. Tout d'abord, ni les passages de la loi qui autorisent la saisie ni la ligne 41 qui réprime tout acte tendant à l'empêcher n'excluent l'intervention de l'intendant au moment précis où la *pignoris capio* cesse d'être une mesure conservatoire pour devenir une voie d'exécution. On ne pourrait d'autre part concevoir que la puissance exécutoire des magistrats et des fonctionnaires impériaux fût déléguée à des personnes d'aussi modeste condition que le coiffeur, le cordonnier ou le foulon d'un village perdu dans la lointaine Lusitanie, tandis qu'à cette époque les puissants publicains eux-mêmes devaient faire sanctionner leurs saisies conservatoires par le magistrat, comme le prouve le témoignage formel de Gaius (IV, 32). En réalité, il ne peut être question ici que de la *pignoris capio* ordinaire, telle qu'elle est pratiquée sous le régime procédural de la Loi *Æbutia* (Gaius, IV 30), c'est-à-dire au moyen de la formule fictive délivrée à quiconque veut la postuler avec titres à l'appui (G. IV 32); cette voie à la fois conservatoire et exécutoire se décompose ainsi :

Avant la loi *Æbutia* : une saisie préliminaire opérée

extra jus et accompagnée de *certa verba*; elle est suivie d'une procédure par *legis actio* ayant pour but sacramentel de déterminer le prix du rachat de l'objet emporté, par le débiteur saisi.

La réforme Ebutienne supprime les *certa verba* mais laisse subsister la saisie préliminaire indispensable pour affermir le droit du saisissant et provoquer le débat; la *legis actio*, elle, est transformée et introduite dans la formule fictive qui tend à certifier le droit du saisissant quant à son existence et à sa quotité : *talis fictio est, ut quanta pecunia olim, si pignus captum esset id pignus is a quo captum erat luere deberet, tantam pecuniam condemnetur* (G. loc. cit.)¹.

Il est dès lors évident que les allusions précitées de la loi de Vipasca ne se réfèrent qu'au stade matériel et conservatoire de la *pignoris capio* à la saisie préliminaire, qui en l'espèce, précède le renvoi spontané de l'affaire à la *cognito* du *procurator*; celui-ci doit intervenir dans les limites du droit commun pour la valider, évaluer les sommes dues et autoriser la réalisation des gages appréhendés, par estimation ou vente jusqu'à extinction totale de la dette. Et ce *procurator* est celui du domaine; faute d'autre magistrat sur les lieux, il est le seul à pouvoir s'occuper de ces affaires essentielles.

1. Sur cette question, outre les paragraphes 29-32 de Gaius IV, voyez les textes analysés et les développements conformes dans : Collinet, *op. cit.*, p. 45-s., 48, 67, 69, s.; Wlassak, *Rom. Process.*, p. 255-257, s.; Pernice, *Parerga* II (Z. S. St. V 1884 p. 129). Trapenard, L'Ager Scriptuarius, thèse Paris 1908, p. 74. Contra Carcopino (*op. cit.*) qui pose mal le critère de la discussion, car il confond la formule fictive dont parle Gaius avec une action fictive, oubliant que la formule fictive intervient seulement dans le stade judiciaire de la *pignoris capio* (p. 129).

lement locales dans leur manifestation, minimales dans leur objet et trop brèves, de ces validations et évaluations compliquées quoique insignifiantes qui demandent la présence d'un agent de l'autorité et ne peuvent être soumises sans s'altérer complètement à la justice lointaine de l'intendant général. Cette saisie locale est un des cas les plus fréquents où se manifeste la compétence civile de l'intendant du domaine.

Les textes nous en indiquent d'autres. La supplique des colons du *saltus Burunitanus* (Inscr. Soulk El Khmis C. I. L. VIII, 10570. Suppl 14464. Girard p. 199) nous laisse entendre que le *procurator* local connaissait, en premier ressort par application des lois locales et des instructions de ses supérieurs, des différends relatifs aux prestations que les *conductores* recevaient des colons; le rescrit de Commode qui en est la réponse (III) rappelle tous les intendants sans distinction de grade au respect des lois et règlements; et il est notifié d'une façon toute spéciale à l'intendant du domaine Burunitain (III-IV) comme il est adressé auparavant à l'intendant général de la circonscription (III).

Et, certes, comme au pénal, la compétence civile de l'intendant local ne dépasse pas les petites affaires de l'endroit et fait place à la justice du procureur provincial dès qu'une affaire d'intérêt plus étendu vient à se présenter. C'est le cas des *libertinitatis et servitutis causæ*, comme l'indiquent les termes précis d'une constitution de 294 (*Code Just.* III, 22, 5).

Il n'en est pas moins vrai que cette compétence strictement parallèle déjà à celle des magistrats de la

cité, sanctionne pleinement, dans son ensemble, le rythme social de la localité et fait d'elle une entité complète où la vie et ses nuances particulières trouvent une entière protection.

Nous voyons, au terme de cette étape accomplie déjà au ^{II}^e siècle, le domaine franc posséder un mécanisme administratif et judiciaire analogue à celui de la cité.

Et son évolution n'est pas près de finir. Administré, à la différence de la circonscription municipale, par une intendance privée, surveillé, en outre, par un magistrat privé et appartenant en toute propriété au plus puissant des mortels, sa tendance est de s'affranchir des rouages provinciaux de l'Etat et rentrer sous le contrôle absolu des employés personnels de l'Empereur. Cela se fera par la substitution graduelle, dans le *sallus*, de l'autorité des intendants à ce qui reste de l'autorité du gouverneur.

Déjà, dans la période que nous étudions, les procureurs régionaux, déchargés, par l'élargissement des pouvoirs de l'intendant du grand domaine, des affaires locales qui leur incombait, commencent à empiéter, sous l'œil encourageant de l'Empereur, sur la compétence présidiale. Ils peuvent être très valablement désignés par les parties pour connaître des litiges qui d'après la loi relèvent de la justice du gouverneur (*Code Just.*, III, 13, 1 de 214; III, 26, 4 de 233)¹. Et des dispositions spéciales leur donnent compétence pour la

1. Voyez encore *Cod. Just.* III, 26, 2 de 207 et 3 de 215 (Attributions civiles).

répression de certains crimes capitaux : Ulp. Mos et Rom L. Coll. XIV, 3, 3 : *Attamen procurator qui nullam provinciam regit licet de capitalibus causis cognoscere nec soleat, tamen ut de lege Fabia* (punissant le *plagium*) *possit cognoscere, Imp. Antoninus constituit. Idem legis Juliae de adulteris coercendis constitutione Imp. Antonini quæstionem accepit.* Nous avons du reste vu plus haut l'extension considérable que prend de très bonne heure leur juridiction (II, II § V); et si les Empereurs croient devoir lui imposer certaines limites, c'est que leurs intérêts n'en demandent pas, en général, le développement illimité (eod. § IV). Mais il arrivera un moment où les nécessités économiques aussi bien que l'intérêt impérial exigeront la mainmise de plus en plus absolue des intendants sur la vie sociale du domaine; c'est alors que progressivement la compétence et le contrôle du gouverneur s'y dissiperont. A la compétence locale affirmée de l'intendant subalterne, se superposera la Haute justice de l'intendant régional.

C'est ce processus que nous allons étudier.

CHAPITRE II

LA DEUXIEME ETAPE

§ 1. — Enoncé des causes

Le iv^e siècle ne trouva pas l'Empire Romain dans un état enviable : crise économique, crise morale, crise politique, malaise social, tous les symptômes de cette maladie endémique — on pourrait dire prédestinée — de cet Empire qui n'a jamais eu d'autre base que la contrainte militaire, s'acharnaient sur lui avec une vigueur irrésistible, l'entraînant déjà sur la pente tragique de la décomposition.

Depuis longtemps les caisses d'Etat, livrées ai-je dit à l'arbitraire d'un seul, étaient vides. Les impôts rapportaient très peu. La monnaie d'or, suffisante pendant les i^{er} et ii^e siècles, devint rare au iii^e et disparut au début du iv^e; la mauvaise monnaie, chasse, en effet, la bonne : et l'étalon d'argent progressivement altéré depuis Néron, n'ayant au début du iii^e siècle que le tiers ou le quart de sa valeur, n'était vers l'an 300 qu'un vain billon; de cet *Antoninianus* — c'était son nom — on en fabriquait par fournées interminables pour pourvoir aux nécessités d'une trésorerie aux abois. En Gaule, les chefs

gallo-romains qui, dans la seconde moitié du III^e siècle, usurpèrent le pouvoir. Tetricus surtout, frappèrent par séries ininterrompues d'innombrables pièces de bronze, à tel point qu'on dut, pour activer la frappe, improviser des officines en dehors des ateliers officiels. Ces monnaies avaient naturellement cours forcé¹. Cette dépréciation inouïe comparable à la banqueroute qui terrassa certains Etats européens à la suite de la Grande Guerre, mais d'autant plus malfaisante à cette époque que les forces économiques étaient limitées et les communications difficiles, suivie, comme c'était naturel, de la tarification forcée des denrées de première nécessité (édit du maximum, an 301),² amena l'absentéisme³.

1. Pour l'Empire en-général, Cf. Mommsem, *Histoire de la Monnaie romaine*, trad. III p. 29, 45, 85, 88, 122, 123, 147 s. — Observ. Ep. dans *Ephem. Ep.* 1884, t. V p. 643-44; Wex, *Mérol. grecque et romaine*, trad. 1886, p. 107-112. Tardif, *Hist. des Inst. Pol. et Adm.*, I, p. 165, s. — Otto Seeck, *Gesch. des. Untergangs der Antiken Welt.* I, II, p. 91, sqq. — Chénou, *Histoire*, I, p. 263. — Pour la Gaule, cf. : Blanchet, *Manuel de Numismatique française*, I, p. 125, sqq.; Jullian, IV, p. 587 s., VII, p. 30 s.

2. Cf. Waddington, édit de Dioclétien établissant le maximum, 1864. in f°.

3. A tel point que les échanges considérablement diminués ne se faisaient plus qu'en nature. D'autre part, le fonctionnaires qui auparavant étaient payés en argent (ἀμείνωντων δὲ μισθόν πάντες) Dion, 52, 23; C. I. L IV, 1624, VIII 7960 X, 6569; XIV, 3626, C. I. G. 2509, 2751, 6627, etc., etc., Procuratores) sont à partir de la seconde moitié du III^e siècle totalement ou partiellement payés en nature (*Vita Probi*, IV; *vita Claud.* 14, *vita Severi*, 42 « suspect »); on leur procure tout, jusqu'aux concubines (*Vita Claud.*, 14 : *mulieres speciosas ex captivis duas*; *Vita Sev.*, 42) et cet usage subsiste pendant tout le IV^e siècle, même au delà (*Code Théod.* : 8, 5, 3 de 325; 8, 1, 3 de 333; 6, 24, 2 de 364; 8, 3, 10 de 365; 7, 4, 1 de 325; 8, 5, 31 de 370; 6, 30, 11 de 389; 7, 5, de 404; VII, 6 de 423, etc., etc. Ammien Marc. 22, 4, 9). Cf. Merkel, *Ueber die Entstehung de Rom. Beamtengehaltes* 1880. Seeck, *Gesch. d. Unterg.* II pp. 191 suiv. Au V^e siècle un certain équilibre économique semble revenir et le paiement en numéraire prend le dessus sous la forme de l'*Adæratio* (Théod. VII, 4, 35 de 423, *Orient.* 32 de 412 Illyrie, *Code Just.*, I, 52 de 439 *Orient. Iust.* I, 27, 1, etc.). Cette restauration ne s'est pas étendue sur l'Occident surpris par les invasions. L'usage des prestations en nature alourdit considérablement le joug de la domination romaine; l'Etat obligé

la famine et des émeutes violentes (*Multus sanguis effusus, Laclance de Mor. Pers. VII*).

Les richesses donc ne circulaient plus; et, symptôme bien plus grave, on constate à cette époque une paralysie presque totale de la production. La terre, mal labourée, fatiguée, exténuée, ou même laissée en friche ne produit plus de pain¹: et voici le spectre de la famine qui tenaillera ce monde condamné, jusqu'à sa désagrégation; un siècle plus tard dans cette Campanie italienne qui était une des contrées les plus heureuses du monde et qui n'aura connu ni les guerres civiles ni les invasions, on évaluera à plus d'un demi million d'arpents les terrains en friche (*Code Theod. XI, 28, 2 de 395*); il faut lire aux Codes Justinien et Théodosien le titre *de omni agro deserto* pour se faire une idée de la désolation des campagnes aux derniers siècles de l'Empire romain².

de s'approvisionner fut amené à adopter une politique agricole: l'attachement des colons à la terre et l'introduction des coutumes sémitiques (emphytéose épibolé, etc.) dont nous avons parlé. D'autre part, le fait de l'exploitation du contribuable par le fonctionnaire impérial devient tout à fait brutal: celui-ci, sans rien faire consomme sur place ce que celui-là a produit. Il va bientôt considérer la circonscription qu'il administre comme une terre dont la raison d'être est de le nourrir, comme son bénéfice.

1. Sur cette question qui domine l'histoire du déclin de l'Empire voyez: Vladimir Simkhovitch, *Rome's Fall Reconsidered* dans le *Polit. Science Quarterly*, New-York, vol. 31. 1916 p. 200-243, dissertation capitale. Rodbertus, *Zur Gesch. der Agrarischen Entwicklung Roms unter den. Raizen*, 1864. Liebig, *Die Chemie in Ihrer Anwendung auf Agricultur und Physiologie*, 1876. Davis, *The influence of wealth in Imperial Rome*, New-York, 1913. Westmann, *The Economic Basis of the decline of ancient culture*, *Amer. Hist. Rev.* XX, 1915 pp. 723-743. Huntington Ellsworth, *Climatic change and Agricultural exhaustion as elements of the fall of Rome*, *Quart. Journ. of Economics*, vol. 31, 1917, p. 173, 208. Frank Tenney, *An economic history of Rome*, Baltimore 1920. Uscher, *Soil fertility, soil exhanstion and their historical significance*, *Quarterly Journal of Economics*, vol. 37 1923, p. 388-411. La question est envisagée sous un angle spécial dans l'inimitable ouvrage de Monnier: ἐπιβολή.

Bonnes références bibliographiques dans le travail de M. Simkhovitch.

2. Cf. Hajje, p. 130 s.

A ces maux aigus viennent s'ajouter d'autres : ce sont les agitations continues des aventuriers qui convoient le trône¹, les insurrections des peuples opprimés, celles notamment des Germains, des Gaulois, des Bretons, des Maures, des Lybiens, des Egyptiens, des Syriens, des Arméniens et des Thraces², les révolutions sociales comme celles des Bagaudes en Gaule³, des *Circumcelliones* et des Donatistes en Afrique⁴, la poussée impétueuse des Barbares vers l'ouest⁵, sur la Gaule surtout que la première invasion a complètement bouleversée⁶, les menaces et agressions de peuples étrangers⁷, enfin le désarroi moral provoqué par une religion exsangue qui disparaît⁸ et une autre qui ne peut pénétrer sans se déformer dans le cadre social du paganisme⁹.

1. On connaît le nombre impressionnant des Empereurs qui au cours du III^e siècle se sont succédé à la tête du monde, ainsi que les convulsions qui ont secoué l'Empire au temps de la Tétrarchie.

Dans un espace de 10 ans, 258-268, la Gaule connut cinq usurpateurs (cf. Duntzer, *Postumus, Victorinus und Tetricus in Gallien*, 1867; de Witte, *Recherches sur les Emp. qui ont régné en Gaule au III^e siècle*, 1868; Zevort, *De Gallicanis Imperatoribus*, 1880; Allard, *Prem. Perséc.*, appendice; Bloch in Lavissee, II, p. 258 s.; Jullian IV, 570 s.).

2. Etc. Cf. Duruy, *Hist.* VI, p. 522. s.

3. Cf. Viollet, I, p. 166 s.; Jullian, VII, p. 46 s.

4. Cf. Jung *die Römischen Landschaften des. Rom. Reiches*, p. 179 s.; Tillemont, *Mémoires pour servir à l'histoire Eccl.* VI, p. 88 s.; Duruy, VII, p. 97 s.; Beaudouin, *Les g. Dom.* p. 172 s.; Otto Seeck, *Gesch. d. Unterg.*, II, p. 313 s.

5. Cf. Duruy, VI, p. 350 s. 403 s. 446 s. 534 s. — Seeck, *Gesch. d. Unt.* I, p. 191 s., p. 391 s., *Die Barbaren im Reich*; Bayet in Lavissee, II, I, p. 43 s.

6. Bloch in Lavissee, I, II, p. 256 s., 289 s.; Jullian, IV p. 539 s., 598 s., VII, p. 38 s., 170 s.

7. Les Perses surtout (Duruy, VI, 559, s.; VII, 214) et cette lutte continuera avec les Byzantins jusqu'à l'apparition des Turcs (cf. Diehl, *Histoire de l'Emp. Byz.*) *παραρρηγοπουλος*, *ιστορικ τοῦ Ἑλληνικοῦ* "Θεοῦ T. IV et s.

8. Cf. Paul Allard, *Julien l'Apostat*, I (1900); Boissier, *La fin du paganisme*.

9. L'expansion du Christianisme est certainement le sujet dont la bibliographie est la plus volumineuse. Je signale les deux derniers ouvrages parus, et consacrés à la Gaule, Lelièvre, *Histoire de la France catholique*, 1926 et Jullian, t. VII, p. 67, s.

Sur le fait de l'incompatibilité de l'esprit chrétien avec une structure

Et de toutes les régions de l'Empire, la Gaule qui vient de subir le redoutable choc germanique est peut-être la plus meurtrie : elle n'est, par endroits qu'un terrain vague, une terre déserte et sans vie, « défoncée d'ornières et couverte de débris, où disparaissent les lignes des anciennes cultures et les contours traditionnels des lieux habités ». (Panegyrici, II, 4, III, 15, IV, 18, V, 10, VI, 8)¹. La population, à moitié disparue dans les villes² est encore plus entamée dans les campagnes : la peste, la famine, l'incertitude et l'insécurité chassent les hommes ou les tuent (Paneg. III, 15 V, 21, VIII, 6, IV, 18, VIII 14; Zozime II, 38, 8 s.); les barbares, eux, ont emporté d'innombrables esclaves (Vita Prob. 13, 6; 14, 6. Zozime III, 4, 8. cf. *Code Just.* VII, 22, 3 de 314 sur les hommes captivés depuis 60 ans, allusion certaine à la première invasion)³. Et partout c'est, suivant la nature du terrain, le retour offensif du marécage ou de la forêt (Paneg. III, 15, VIII, 6; Orose Hist. VII, 15, 5. Vita Columbiani I, 10, Ed. Krusch, Mon. Germ. p. 76; cf. Raoul Blanchard la Flandre, 1906, p. 104. Les marais, Dunkerque et la plaine maritime aux temps anciens 1923, p. 420 s. Fuchs, *die Kullur der Kelischen Vogensensiedelungen* 1914; Jullian VII, p. 17 s.).

sociale reposant, comme celle de Rome ou la nôtre, sur un principe de lutte légale entre les individus, voyez le profond et célèbre ouvrage de Giovanni Papini, *le Christ* et celui non moins profond d'Henri Barbusse, *Jésus* Paris, 1927.

1. Il est d'autre part, significatif que dans les parties basses de la Belgique et aux Pays-Bas il n'existe aucune trace de civilisation romaine postérieure au III^e siècle. Cf. J. H. Holwerda, *de Franken in Nederland*, p. 5 dans les *Ondheid Kundige Mededeelingen* du Musée de Leyde, 1924.

2. Cf. Blanchet, *Enceintes*, p. 275 s.; Secrétan, *La dépopulation et les mœurs* 1913, p. 11; Jullian IV, p. 604, VII, p. 19 s. 25-27-28.

3. Cf. Jullian, VII p. 18 s.

Le peu qui reste encore de vie dans ce monde tourmenté est étouffé par la fiscalité des Empereurs. Les agents d'un fisc aux abois parcourent les campagnes, molestent les paysans et leur arrachent tout, même ce qui est indispensable à la vie¹ (Lactance de Mor. Per. 7 et 23; Zozime, IV, 38 8, s.; Paneg. VIII, 5 et 14); quoi de plus éloquent que cette allusion d'Eumène parlant de la Gaule : « les cultivateurs se lassent de travailler sans fruit, aussi les terres qui ne rendent pas ce qu'elles coûtent sont abandonnées par nécessité » (Grat. Act. Constantino, n° 6, Migne P. L. VIII, Col 646). Un siècle plus tard Orose repétera la même chose (VII, 41)².

Ainsi cet Empire tant vanté s'enfonce de plus en plus dans la misère et dans la confusion; un siècle encore, et dans l'Occident romain il ne sera plus qu'une page d'histoire.

Certes, un effort de redressement est tenté par Aurélien, Probus, Dioclétien, Constantin et leurs successeurs³; mais ce n'est qu'une longue et douloureuse convulsion, un effort de restaurer les ressorts par une centralisation oppressive⁴ qu'on a, par un jeu de mots, qualifiée « socialisme d'Etat ».

1. Supplique des *Aragueni* (Phrydie) au 244-247 C. I. L. III Add. 14191. Dittenberger, *Inscr. Or. Gr.* 519, t. II, p. 174. Συμβέβηκε δὲ ἡμῶν κατὰ τὴν ἀγροικίαν τὰ μὴ ὀφειλόμενα πρὸς χερσὶν αὐτῶν ἐπενεχθῆναι καὶ τῶν κατὰ τὴν ἀγροικίαν τὰ μὴ ὀφειλόμενα πρὸς χερσὶν αὐτῶν ἐπενεχθῆναι καὶ τῶν κατὰ τὴν ἀγροικίαν τὰ μὴ ὀφειλόμενα πρὸς χερσὶν αὐτῶν ἐπενεχθῆναι etc. etc.

2. Sur la technique de l'impôt à la basse époque, cf. Fabien Thibaut, *Les impôts directs au Bas-Empire Romain*, 1900; Piganiol, *L'impôt de capitation sous le Bas-Empire romain* thèse Paris lettres, 1906.

3. Serrigny, *Droit public et Adm. rom. à partir du iv^e siècle*; Bury, *A History of the late Roman Empire*; Willems, *Droit public, in fine*.

4. Cf. Deceley, *Histoire de la Centralisation dans l'Empire romain*, thèse Caen 1896. Sources rares mais bonne bibliographie.

Sous le rapport économique, cet effort quoique infructueux est considérable, puisque la débâcle a pour cause prépondérante la destruction des richesses et une production déficitaire, et l'on peut dire qu'il est à la base de la structure nouvelle destinée à ranimer cette entité cadavérique dont le dernier souffle est l'Hellénisme mais qui persiste à s'appeler l'« Empire romain ». Or, à cette époque, toute l'économie est dans l'agriculture; et ce sont des mesures essentiellement agricoles qui seront prises pour activer la production:

C'est, dans le cadre technique, la généralisation des coutumes emphytéotiques¹ de l'Afrique du Nord² dont les conséquences ont été soulignées plus haut³.

Et, dans le cadre social, c'est le fait le plus important de l'histoire de l'Empire, l'attachement graduel des ruraux à la glèbe⁴, c'est-à-dire l'asservissement des 3/4 des habitants du monde soumis : réforme d'envergure qui ne s'étend pas seulement aux domaines impériaux, mais à tous les domaines du monde romain (Theod. V, cap. 17, 18, 19; XIII Cap. 10. Just. XI cap. 48, 50, 51, 52, 53, s. 63, 64, 68, etc., etc). Ainsi, de contractuelle et économique, l'infériorité du colon devient légale et politique:

Seul échappe à cet asservissement le petit propriétaire indépendant qui cultive sa propre terre⁵. Mais

1. L'Εμϕυτέωσις comprise. Cf. Hajje, p. 55, s.

2. Cf. Hajje, p. 121 s.

3. I, II § 1.

4. Commencé à la fin du III^e siècle, général vers le milieu du IV^e comme l'indiquent les textes des compilations cités plus bas. Bibliographie ici, I, II, § 1.

5. Opposition constante dans les textes relatifs au Colonat entre le colon qui a un maître et le cultivateur libre qui n'en a pas.

à partir du IV^e siècle il y en a très peu; une des principales répercussions de la crise que nous venons de voir est la disparition de la petite propriété rurale. L'insécurité, la misère et les exactions des intendants du fisc font désertier les champs et les villages (Paneg VIII, 6. VIII, 14; Zozime II, 38, 8, s. Eumène, *loc. cit.* petites propriétés rurales). Certains paysans passent chez les barbares (Orose, VII, 41), d'autres vont grossir les bandes de brigands ou les masses révolutionnaires. Mais il est un troisième centre d'attraction qui absorbe la grosse majorité de ces populations fugitives. C'est le grand domaine; là l'individu traqué trouve quelque sécurité, un lopin de terre à cultiver et la certitude de l'avenir. Le *sallus* est, avons-nous vu, souvent fortifié et pourvu d'assez d'hommes pour résister à une attaque. Appartenant à des citoyens puissants ou à l'Empereur, il dispose d'assez de capitaux pour sa culture, fut-elle pénible; il échappe en outre à maintes exactions fiscales en vertu de dispenses que, dans un intérêt agricole¹ ou politique², octroient les Empereurs. Avec les malheurs des temps son importance augmente, car non seulement reçoit-il de nombreux fugitifs, ce qui est considérable à une époque où la main-d'œuvre manque, mais encore s'annexe-t-il les terres abandonnées des alentours³ et celles que lui cèdent les propriétaires voisins en échange de sa protection⁴. De nombreux petits propriétaires, dit

1. Ici, III, III.

2. Ainsi s'expliquent les exemptions dont bénéficient les terres des familles sénatoriales. Ce point sera analysé au volume suivant.

3. Mécanisme dans Hajje, p. 129 s.

4. Salvien de Gub. *Dei*, V, 8 §§ 39-40; 43-44. *Cod. Théod.* XI, 24, 4; 5; 6. *Cod. Just.* XI, 54, 1. Bas, LVI, 13, 2. Cette tendance est précisée-

le Paneg. VIII § 14, s'en vont *latitare per sallus*. Et Salvien décrit cette tendance avec beaucoup plus de vigueur dans ces mots : de G. D. V. 8 § 39-40... *tradunt se (pauperes) ad luendum prolegendumque majoribus, dedililios se divilum faciunt et quasi in jus eorum dilionemque transcendunt... Illud grave ac peracerbum est, quod hac lege lueri pauperes videntur ut spolient hac lege defendunt miseros ut miseriore faciant defendendo... Omnes enim qui defendi videntur, defensoribus suis omnem fere substantiam suam priusquam defendantur addicunt; ac sic ut patres habeant defensionem, perdunt filii hereditatem...*

§§ 43-44 : *Cum domicilia atque agellos suos perdunt... fundos majorum expelunt et coloni divilum fiunt... qui perdito ingenuce incolumitalis statu... iugo se inquilinæ adjectionis addicunt... perdentes secum omnia sua et rerum proprietate careant et jus libertatis amittant*¹.

Comme l'explique l'orateur, ces hommes nés libres, perdent nécessairement leur liberté; cela arrive lorsqu'au bout d'un délai plus ou moins long ils sont irrévocablement considérés comme des colons².

ment identique à celle qui a donné naissance aux *patrocinia vicorum*, qui ont alarmé le pouvoir central. La question sera traitée au volume suivant.

1. Sur la pensée de Salvien, en dernier lieu : Raymond Thouvenot : Salv. et la ruine de l'Empire romain, *Mélanges de Rome*, 1920, pp. 145 suiv.

Ce témoignage de Salvien n'est pas exclusif, comme on pourrait le croire aux grands saltus des particuliers : l'affluence des ruraux dans les domaines est générale et se fait aussi dans ceux des Empereurs, affermés à perpétuité à de riches preneurs mais surveillés par des intendants et offrant, dès lors, aux colons des garanties sérieuses. Les termes *maiores* et *diviles* indiquent clairement les personnages influents d'une région.

2. Ce délai est trentenaire depuis Anastase. *Code Just.* XI, 48, 20 p. XI, 48, 19; Bas, LV, 1, 18. Il semble qu'auparavant il était laissé à l'appréciation du juge.

Et la situation juridique des colons n'est pas des plus heureuses. Théoriquement réputés libres, ils sont en réalité des immeubles par destination¹ faisant indéfiniment partie de la terre qu'ils exploitent²; le seul avantage que leur confère leur qualité d'ingénus est que le maître du fonds auquel ils sont attachés n'a pas sur eux le *jus abulendi* et qu'ils ont le droit de le poursuivre en justice dans certaines formes, au cas où il attenterait injustement à leur pécule, leur personne ou leur famille (*Code Just.* XI, 50 1 Const. XI 50, 2, 4. Arcadius et Hon). Il n'en est pas moins vrai, on le verra, qu'il a sur eux tous les autres droits du propriétaire et leur conséquence est considérable quand il s'agit de mesurer sa juridiction. Dans le grand domaine impérial notamment et c'est là que je voulais en venir, ils sont maintenant sous l'autorité absolue de l'intendance, et le pouvoir du gouverneur est à jamais écarté, car ces justiciables, tout comme les serfs moyenageux, ne sont plus que des instruments de travail auxquels les Empereurs, angoissés par la déroute économique,

Le fait est répété par Salvien au § 45 et dans une Constitution de Majorien, *Nov. I* (Hœnel), relative à la fuite des citadins, qui, magistrats en tête, désertaient un impôt écrasant : *Multi patrias deserentes...* etc.

1. *Code Just.* XI, 52, 1 de 390 : ... *et licet coloni condicionē videantur ingenui, servi tamen terræ ipsius cui nati sunt æstimentur nec recedendi quo velint aut permutandi loca habeant facultatem, sed possessor eorum jure utatur et patroni sollicitudine et domini potestate.* — Voyez encore *Just.* XI, 48, 7; XI, 50, 2.

2. *Si quis prædium vendere voluerit vel donare retinere sibi transferendos ad alia loca colonos privata non possit. Qui enim colonos utiles credunt, aut cum prædiis eos tenere debent, aut profuturos aliis derelinquere, si ipsi sibi prædia prodesse desperant.* — *Code Théod.* XIII, 10, 3. *Just.* XI, 48, 2 de 357; *Et. Just.* XI, 48, 15 de 414... *Quos (colonos) ita glebis inhære præcipimus, ut ne puncto quidem temporis debeant amoveri.*

attachent trop d'importance pour les placer sous un autre contrôle que celui des intendants.

Et la gravité des circonstances est telle, que le domaine impérial qui, avons-nous vu, a gagné en importance, devient un espoir de salut pour cette société accablée par l'obsession trop justifiée de la famine. C'est le point d'attache d'un consensus social nouveau, le refuge des habitants d'un monde improductif et mourant qui, eux, ne se résignent point à mourir¹. Mais c'est aussi l'instrument de production dont, à justeraison, les Empereurs entendent se servir pour ravitailler l'annone, dont ils réglementent la situation avec une activité infatigable² et dont ils ne peuvent confier la surveillance et l'activité judiciaire d'un genre tout particulier à d'autres qu'aux spécialistes de l'intendance.

Voilà les raisons initiales et les causes directes qui écartent du grand domaine l'autorité du gouverneur.

Et voici de quelle façon la compétence des intendants se manifestera.

§ 2. — Résultats

La police du domaine. — Nous avons vu au chapitre précédent que le procureur local était chargé, dans le *sallus*, de la police préventive et judiciaire; mais il n'était point le seul, et le gouverneur pouvait, quand bon

1. C'est toujours l'idée exprimée par Comte que le rythme social est subordonné au *consensus vital*, idée sur laquelle Marx a construit le « matérialisme historique ».

2. Cf. Hajje, pp. 121-144.

lui semblait pénétrer dans les domaines impériaux dans le but de *fugilivos inquirere scrularique cubilia atque vestigia occultantium* (Ulp. Dig. XI., 4, 3). Il en est autrement au IV^e siècle. Les princes ne tolèrent plus qu'un fonctionnaire d'Empire pénètre dans ces territoires qu'ils considèrent plus jalousement que jamais comme leur propriété privée; ils d'admettent plus l'immixtion de l'autorité provinciale dans le champ d'opération de leurs intendants techniquement seuls compétents, quand la main-d'œuvre est si précieuse, pour poursuivre les délinquants devant les tribunaux d'Etat et trier les indésirables; aussi ces intendants se voient-ils réserver cette mission par une constitution formelle de Valentinien II : *Code Theod I, XI, 2 : Arc. et Hon : Divæ Memorix Valentiniano juniore subreptum est, ut ordinariorum judicum officiis actores seu conductores dominicos conveniendi licentia negaretur; et idcirco ad rationales privatæ rei exigendorum fiscalium debitorum ex illo tempore cura translata est. Ad hanc tamen... novitalem etiam illud adjectum est, ut, si quid in rei privatæ nostræ prædiis sceleris esset admissum, quod pro sua atrocitate ulcisci potestas, nisi ferro accincta, non posset, exhibendorum roerum, nisi qui per dominicos deducerentur et defenderentur actores, ordinario judici copia non pateret.*

Cela entraînait loin; tout habitant du domaine était pourvu d'une véritable immunité qui s'étendait même au delà des frontières du *saltus*, lorsqu'il s'agissait d'un concessionnaire (*conductor*) ou d'un fonctionnaire de l'intendance (*actor*).

Mais les abus que ce système favorisait ne tardèrent

pas à se faire voir : beaucoup de criminels se réfugiaient dans les domaines et échappaient, en corrompant les intendants, à la vindicte sociale. C'est pourquoi Arcadius et Honorius, ne citent la constitution de Valentinien que pour l'abroger : *...hanc tamen inutilem novitatem... (in med.)... quod ne deinceps fiat, hac sanctione prohibemus (in fine)*. Et à cet égard une autre constitution des mêmes Empereurs et de la même date (24 mai 398) est sensiblement plus explicite¹. Theod. II, 1, 11 : *Minime provinciæ rector expectet in reos criminosos actorem dominicum sed habeat exhibendis obnoxiiis potestatem : ulatur legibus nullo interposito. Latebris reus potestate ordinarii iudicis protrahatur, ne per concludium actorum iudiciorum fiat dilatio.*

Cette abrogation ne fut pas de longue durée, car en toute analyse, elle n'était d'aucune utilité, l'autorité provinciale n'étant pas en mesure de surveiller efficacement les territoires domaniaux et ne présentant pas plus de probité que l'intendance. Elle ne concordait d'autre part point avec les pouvoirs de plus en plus croissants, que, pour les raisons indiquées, se voyaient reconnaître les procureurs.

Le Code de Justinien qui enregistre le droit établi au temps de cet Empereur n'en fait même pas mention, quoiqu'il cite la Constitution de 398 en lui donnant un sens tout autre : XI, 74, 1 : *Ordinariorum iudicium*

1. Je suis convaincu que nous sommes en présence d'une loi unique coupée en deux par les rédacteurs du recueil : sujet, date et style identiques; en rapprochant les deux textes et sans en enlever un mot, on constate que le deuxième est la suite logique et grammaticale du premier. La concordance prouve en outre que les deux fragments sont purs.

*officiis nec non ipsis rectoribus provinciarum actores seu conductores dominicos conveniendi licentiam damus, ita tamen ut Rationalibus Privatæ Rei ad exigenda fiscalia debita immineant*¹.

Et l'on rencontre dans ce recueil une disposition sensiblement analogue à celle de Valentinien II; elle est de Constance et date de 358 : *Code J. III 26, 8 : Cum aliquid colonus aut servus rei privatæ nostræ contra publicam disciplinam adseratur perpetrare, ad iudicium rectoris provinciæ venire cogendus est, sic videlicet, ut præsentem rationali vel procuratore domus nostræ inter eum et accusatorem causa tractetur et, si facinus fuerit adprobatum juris severitas exseratur*; la présence de l'intendant au procès est exigée; mais cela implique aussi que c'est lui qui doit extraditer l'accusé et le livrer à la poursuite publique; la preuve en est que quelques années plus tard une loi de Valentinien I et de Valens (370-373)² en fait allusion d'une façon catégorique: *Advicarium Africæ; in negotio criminali per Rationalem colonos vel conductores rei privatæ nostræ quorum representatio positur, exhibendos esse sinceritas tua cognoscat*. C'est cet état de choses qui a été consacré par la constitution de Valentinien II et qui subsiste malgré une abrogation

1. *Fiscalia* a ici le sens large que nous lui avons prêté au I, II, § III : *Rationalibus Privatæ Rei*, dit le texte. Cette loi est on le voit détournée de son but; elle donne compétence aux gouverneurs pour les procès des concessionnaires et des préposés impériaux, qui ne peuvent intéresser l'intendance; et encore, nous dit une Constitution de Constantin, doit-on en référer : *Cod. Just. III, 26, 6 : Si quis adversus conductorem nostrum aliquid agendum crediderit, viro illustri (entendez officio) rerum privatarum referri oportet*. Le peu qui reste de la constitution d'Arc. et Hon. est du reste lettre morte; car il y a, dans les recueils, des dispositions en sens contraire plus formelles que l'on citera tout à l'heure.

2. *C. Théod. X, 4, 3.*

éphémère jusqu'à la fin de l'Empire romain; cela nous sera confirmé dans les rubriques suivantes

La justice criminelle. — La compétence de l'intendant du domaine est, avons-nous vu, entière dans les affaires locales. Sans sortir de son cadre, elle reçoit à l'époque que nous étudions des applications nouvelles motivées par l'évolution de la vie¹. Cette assiette locale qui est l'objet dans les codes de nombreuses allusions fragmentaires, est définie au pénal et dans sa moyenne par une constitution de 395 adressée à un gouverneur : Code Théod., II, 1, 8: *Causas plurimi instituentes de fugaci servo aut manifesto furto aut non manifesto, direpti etiam animalis servire vel rei mobilis ac movenlis vel vi bonorum raptorum parvulæ etiam terræ finitum et parvulæ causæ sub specie criminis tuum pulsant iudicium. Momentariæ etiam possessionis interdictum quod non semper ad vim publicam pertinet vel privalam quod mox audiri interdum etiam sine inscriptione, mereatur, abacti etiam animalis causa proponitur. Cum igitur de his rebus parvis ac minimis tuæ sit injuria potestatis judicare, decretum est eas tantum causas criminales a sinceritate tua andiri, quas dignus et meritis horror inscriptionis impleverit, quæ magnitudinem videlicet criminis tempusque designant, ut alterutram partem digna legum tenere possit auctoritas. quod statutum si fuerit forte contemptum, hi qui ex officio*

1. Délit d'Hérésie, Code Théod., XVI, 5, 52, 3 et 4; XVI, 5, 548 et 9. Mariage avec une femme libre : à fortiori de Just. XI, 48, 24 de l'époque de Justinien mais décrivant un droit depuis longtemps établi.

*ingrediuntur secretarium quinque librarum auri condemnatione feriuntur*¹.

Et comme nous le montre clairement ce texte de loi, ces causes de portée restreinte ne peuvent être soumises à la connaissance de l'autorité provinciale. Elles ont cependant leur juge qui est, nous dit l'*Interpretatio* contemporaine qualifiée à tort de *wisigothique*², le magistrat municipal... *ad mediocres iudices qui publicam disciplinam observant id est aut defensores aut adsertores pacis vindictam ejus rei decernimus pertinere*.

Mais le grand domaine, lui, est plus que jamais à cette époque, indépendant de la cité et de ses magistrats. Or, si le gouverneur d'une part l'*adsertor pacis* et le *defensor civitatis* qui ont remplacé le juge pédané de l'autre, ne peuvent connaître des affaires locales du domaine, à qui reviendrait cette compétence sinon à un intendant impérial et pour les raisons indiquées en l'espèce à l'intendant de l'endroit ?

Reste à savoir si le gouverneur conserve sa haute compétence dans le *sallus* et s'il peut encore connaître des *causæ criminales quas dignus et meritis horror inscriptionis impleverit*, des délits graves commis dans le territoire domanial.

Les textes indiquent nettement que cette justice-là lui est progressivement enlevée :

Partant de l'idée que les colons des domaines sont juridiquement des immeubles par destination indis-

1. Cette Constitution est coupée en plusieurs tronçons dans le Justilien : VIII, 4, 8; IX, 2, 16; IX, 37, 1.

2. Sur ce point, Krüger, *Sources* p. 416, ss., question, à mon avis, classée.

pensables à la culture, les Empereurs n'entendent plus les livrer sans contrôle sérieux à la justice répressive du gouverneur qui peut, par une condamnation légèrement prononcée, les soustraire à jamais à la culture du latifonds. C'est pourquoi la constitution de Constance, citée à la rubrique précédente, lui impose comme assesseur dans ces affaires un spécialiste de l'intendance, restreignant par là sa liberté de diriger les débats comme il l'entend et limitant son pouvoir d'appréciation discrétionnaire : *Code Just* III 26, 8... *Ad iudicium rectoris provinciæ venire cogendus est (colonus aut servus), sic videlicet ut præsentem rationalem vel procuratorem domus nostræ inter eum et accusatorem causa tractetur*... C'est ainsi que la nécessité économique donne au serf impérial une garantie judiciaire que le citoyen libre n'a jamais eue. Et cela ressemble étrangement à cette coutume seigneuriale que l'on étudiera plus loin, voulant que le seigneur soit le protecteur de son homme et son défenseur en justice. Toujours est-il que dans ces procès, l'intendant préposé aux intérêts privés de l'Empereur exerce une influence considérable et qu'il inspire à son gré les jugements auxquels il est appelé à collaborer; le gouverneur, lui, ne pouvant que s'effacer devant ce porte-parole de la fortune du maître de l'univers.

Et ce n'est pas tout : cette justice, l'intendant peut la paralyser; le gouverneur avons-vous vu n'a pas le droit de pénétrer dans le domaine pour y arrêter les délinquants, et point ne lui suffit-il d'en demander l'extradition : il lui faut l'agrément du procureur : ... *nisi qui (rei) per dominicos deducerentur et defenderentur*

actores, ordinario judici copia non pateret (Theod. I, 11, 2); et le procureur a le droit de s'y refuser, s'agirait-il indifféremment de concessionnaires ou de colons; devant ce refus le gouverneur n'a qu'un seul recours : en appeler au vicaire ou vice-roi du diocèse qui, en la forme ordinaire, statue sur l'extradition et, s'il la juge opportune, évoque l'ensemble de l'affaire, sauf naturellement appel de l'intendant devant le préfet du Prétoire : c'est ce que veut dire cette courte constitution de Valentinien I, déjà citée : Theod. X, 4, 3 : *Ad vicarium africæ : in negotio criminali per rationalem colonos vel conductores rei privatæ nostræ quorum representatio poscitur, exhibendos esse sinceritas tua cognoscat.*

Après cela, il saute aux yeux qu'il ne reste plus grand chose au criminel de la justice présidiale dans le territoire du grand domaine.

Cinquante ans après, elle sera complètement disparue et remplacée par la justice de l'intendance. Je cite comme épilogue un écho de la pratique de l'époque conservé au code de Justinien : III, 26, 11 de 442 : *Hac lege sansimus, ut sive domorum agal nostrarum colonus aut inquilinus aut servus seu pulsetur ab aliquo super criminali vel civili negotio, non alibi quam tui culminis* (interprétez : *officii tui*) *ac viri spectabilis comitis domorum* (lisez : *officii ejus*) *petalur examen : nullius ad legatione super fori præscriptione penitus admittenda* — Adressée à Artaxe, Comes Sacri Cubiculi.

Et il est à remarquer que cette juridiction ne s'exerce pas uniquement sur certaines catégories de personnes mais elle est territoriale et s'étend *ratione loci* sur tous

les délits commis en territoire domanial; à cet égard les constitutions déjà citées (Theod. I, 11, 2. X, 4, 3) sont nettement affirmatives; car pratiquement il ne peut s'agir que d'esclaves, colons, ou conductores impériaux dont les attaches au *sallus* et à l'administration sont évidentes ou bien de fugitifs que les intendants ont tout intérêt à affecter à l'exploitation des mines et à la culture des champs; et c'est de cette nécessité économique que dans la routine des chancelleries se dégage en dernier lieu la notion générale de l'immunité.

D'autre part, et en vertu des mêmes conceptions, la compétence de l'intendant s'étend sur le délit commis en dehors du domaine par un homme attaché à la glèbe et soumis à son administration : rien de plus clair sur ce point que ces deux lois : *Code Just.* III, 26, 8; III 26, 11 que nous venons d'étudier; il y a un prolongement naturel de l'exterritorialité du domaine sur l'homme qui en est l'accessoire essentiel; et le premier devoir de l'autorité provinciale est de le ramener au fonds auquel il est attaché (*C. Just.* XI, 48, 6. XI, 64, 1). Le gouverneur représentant de l'autorité publique perd ainsi tout contrôle sur le *sallus* privé et sur ses ressortissants. La rubrique qui suit nous le confirmera.

Lā justice civile. — Les affaires d'intérêt local reviennent, avons-nous vu, à l'intendant du domaine; la moyenne en est déterminée par la constitution de 395 (Theod. II, 1, 8) et son commentaire déjà cités¹, ainsi que par une

1. Rubr. précédente.

interpolation insérée au *Justinien* 1,55 1,¹ et évaluant, par allusion au droit établi, à *L. Solida* la compétence du magistrat local dans les affaires pécuniaires.

Mais, comme au criminel, celles des causes d'importance plus grande qui étaient naguère de la compétence du gouverneur sont progressivement enlevées à la justice de droit commun et attribuées aux fonctionnaires de l'intendance; cela se fait tout naturellement par le jeu normal du système claudien dans un cadre que les circonstances économiques ont considérablement élargi : *Ad fiscum pertinentes causas rationalis decidat*, dit la formule (Just. III, 26, 5) et cette rubrique finit par englober toutes les affaires litigieuses qui peuvent naître dans le *sallus*.

Aucun doute, tout d'abord pour les différends entre les concessionnaires libres et l'administration domaniale, cas que nous avons déjà envisagé (II II § § 4 et 5). Par extension de cette idée, l'intendance intervient dans tous les litiges pendants entre ses subrogés ou entre ses subrogés et des tiers : *Cod. Just.* III, 26, 6 (Constantin) : *Si quis adversus conductorem nostrum aliquid agendum crediderit, viro illustri comiti rerum privatarum* (lisez : *officio ejus*) *referri oportet, ne et judicii existimationis et officio ejus (comilis rerum privatarum) salulis discrimen immineat*; ainsi le *judex ordinarius* qui est le gouverneur doit quérir l'avis de l'intendance avant de prononcer son jugement qui peut-être funeste à la fortune du concessionnaire domanial et, par là, préjudi-

1. Théod. I, 29, 2; cf. Just., I, 55, 3; Théod., I, 29, 5.

cialable aux intérêts de l'Empereur. Autant dire que l'intendance évoque le procès et rend une sentence que prononce dans les formes ordinaires le juge préalablement saisi. On voit, de la sorte, les intendants contrôler et inspirer des instances nettement exterritoriales pour cette unique raison qu'un ayant cause de l'Empereur, habitant ou non le grand domaine, y est impliqué; et dans cette catégorie rentrent pratiquement toutes les affaires non domaniales intéressant les habitants libres du *saltus*.

Mais il y a davantage. Au cas où un procès dont l'objet est un meuble ou un immeuble domanial est pendant entre deux tiers, sans que pour cela les droits de l'intendance soient mis en cause ou discutés¹, il doit en être référé à l'intendant général qui assistera ou se fera représenter aux débats pour surveiller l'instance et y exposer son point de vue : Theod. II, 1, 5 de 365 : *Si quis rem nostram cœperit lite pulsare, rationali præsente confligat : quo defensante et controversia omnis agiletur et iudex eam sententiam decernat, quam juris aequitas postulaverit*² La cause doit être reprise en présence du

1. Car alors l'affaire eût été de la compétence de l'intendant (Just., III, 26, 5).

Des procès analogues entre tiers sont fréquents à propos de la jouissance des droits réels conférés par l'intendance sur les terres impériales; voyez analyses dans Hajje, p. 91, s.; 132, s. 137, s.

2. L'*interpretatio* de ce texte en contredit le sens : *Quotiens a fisco nostro aliqua repetuntur, res apud provinciæ judicem sub præsentia nostri ordinatoris agatur, ut illo præsente quidquid justiciæ ordo suaserit, judicetur*; et cette *interpretatio* est suivie à la lettre par Godefroy, I, p. 80 qui ne s'est point douté du démenti unanime apporté à cette façon de voir par les témoignages des historiens et des compilations; en réalité il s'agit ici d'une interpolation post-romaine, comme l'indiquent, à côté de la contradiction signalée, la syntaxe boiteuse et la terminologie fantaisiste, cet *ordinator* notamment qui en Droit administratif romain n'a rien de commun avec le *Rationalis*.

déiégué de l'intendance (*controversia omnis agiletur*), assesseur obligatoire dont l'opinion doit être entendue et certainement suivie car la *juris equitas* n'est autre à cette époque, que la «raison d'état»; c'est-à-dire l'expression des intérêts de l'Empereur.

La main mise de l'intendance sur les affaires de domanialité connexe devient ainsi complète et la justice présidiale y perd son indépendance; celle-ci est déjà incompétente dans les affaires de domanialité directe entre le concessionnaire et les contribuables notamment, habitant ou non le *sallus*, affaires qui reviennent à la justice de l'intendant (C. I. L. VIII, 11813, *Cod. Just.* III, 26, 5). Ce dernier doit statuer en présence de l'avocat du Fisc¹ et les appels de ses décisions sont portés, suivant les cas, les provinces et les époques, devant divers préposés impériaux que déterminent les constitutions².

Jusqu'ici nous avons envisagé l'ingérence des procureurs dans les litiges ne concernant que des personnes entièrement libres; pourtant celles-ci ne sont au IV^e siècle dans les domaines qu'une infime minorité. C'est sur la masse des habitants du *sallus*, sur les colons, que la haute justice procuratorienne s'exécera par excellence et prendra un caractère nettement territorial. Là, la

1. Théod., XI, 30, 41 de 383 : *Rationalis privatæ rei causis vel sacri ærarii præsentibus examen præsentis fisci advocacione suscipiant...* cf. *Just.*, II, 8, 4.

2. Cf. Théod., X, 4, 3; XI, 30, 18, 21, 28; 41, 68, 49. Quoi qu'il en soit le dernier mot est réservé aux ministres centraux du Trésor ou du Domaine, Théod. XI, 30, 41, 45, 49; XI, 36, 29. L'avocat du Fisc doit être présent, Théod. X, 4, 3. Un appel subsidiaire est toujours possible devant l'Empereur, Théod., XI, 30, 41.

compétence du gouverneur sera péremptoirement écartée.

Le colon est, avons-nous dit, un accessoire du fonds qu'il cultive, un immeuble par destination attaché à la glèbe à perpétuelle demeure (cf. le § précédent). Il est, dès lors, inscrit sur la liste des choses fiscales et soumis quant à sa personne au pouvoir judiciaire de l'intendant : *Code Just.* XI, 63, 2 de 367 : *Libertales, quas mancipiis* (lisez : *servis aut colonis*)¹ *ex fundis patrimonialibus atque emphyteuticis qui, fundorum non sunt domini præstiterunt, rationales hujusmodi præcepti auctoritate rescindant*². L'intendant se trouve, on le voit, investi du pouvoir de connaître des questions d'état relatives aux colons qui juridiquement sont considérés comme supérieurs aux esclaves et aux affranchis (cf. *Just.* III, 22, 5); ainsi, il peut annuler le mariage d'un colon lorsqu'il le trouve préjudiciable aux droits de l'Empereur sur sa progéniture éventuelle³. Tous les actes qui concernent la condition du colon sont des *causæ fiscales* et tombent sous la formule de *Just.* III 26, 5 déjà citée⁴.

1. *Mancipium* dans ce sens indiqué dans la terminologie romaine une personne placée sous la puissance d'une autre. Cf. Freund, ce mot. Saut. au figuré (Cicéron, Tite-Live, Ovide), il n'éveille jamais à l'époque classique une idée d'esclavage (cf. Accarias, I, p. 283, s.). Au Bas-Empire il indique la *plebs fundi* au même titre que le mot *scævus* du grec σκαῖος (sombre, malheureux), employé dans la correspondance de Symmaque (cf. III, 69 an 383) et d'où semble provenir le mot « esclave » contrairement à l'opinion de Littré, de nos jours générale, qui le tire de « Slave ».

2. Avant l'an 415, l'affranchissement des colons est licite; une constitution de cette année révoque tout affranchissement antérieur, *Just.*, XI, 64, 3.

3. *A fortiori* de *Just.* XI, 48, 24 enregistrant le droit établi.

4. Applications : dans le titre 48 de *Just.* XI notamment §§ 2 et 15. Théod. XIII, 10, 3.

Il en est de même des affaires qui intéressent son patrimoine. Tout attaché qu'il soit au fonds, le colon qui a — on le sait — sur son lopin un droit perpétuel n'en est point propriétaire et ne peut nullement, s'il n'est mandaté du maître, procéder à des actes de disposition (Theod. VIII, 15, 8. Just XI, 48, 17 de 422). Il est cependant propriétaire de ses avoirs mobiliers; mais il ne peut en disposer dans l'ignorance et sans le consentement de son maître : Theod V, 19, 1; de 365 : *Non dubium est colonis arva, quæ subigunt, usque adeo alienandi jus non esse, ut et si qua propria habeant inconsullis alque ignorantibus patronis in alios transferre non liceat* — Code Just. XI 50, 2, 3, Arcad. et Honor : *...Cum enim sæpissime decretum sit, ne quid de peculio suo cuiquam colonus ignorante domino prædii aut vendere aut alio modo alienare liceret...* Est-ce à dire que le colon ne possède pas pour lui mais pour le maître, comme le laisse entendre la finale concise et incidente de cette partie de la constitution ?... *quemadmodum contra ejus personam æquo poterit consistere jure, quem nec propria quidem leges sui juris habere voluerunt, et adquirendi tantum, non etiam transferendi potestate permissa, domino et adquirere et habere voluerunt* ? Non, le colon n'acquiert pas au maître, car, il n'appartient pas au maître mais à la terre; le lien entre l'exploitant et l'exploité ne s'établit pas ici *ratione personæ* comme en matière de servilité et de libertinité mais *ratione soli* : en aliénant sa terre le maître perd tout droit sur les colons (Just. XI, 48, 2, 3, 7 etc.). Une constitution significative de 410 (Cod. Just. XI, 48, 15) interdit aux agents du fisc de s'en

prendre aux patrimoines des colons pour les dettes du propriétaire. La vérité est qu'il existe sur le pécule du colon un droit conservatoire en faveur du maître, c'est-à-dire très souvent de l'intendance ou de son concessionnaire, droit qui garantit le versement des diverses redevances dues par le colon (Theod. XI, 1 14 — Just. XI, 48, 4 § 1 — Just. XI, 48, 5 XI 50, 2, pr. cf. surtout XI, 48, 20 § § 2, 3, de Just., mais décrivant le droit établi); celui-ci perd ainsi le *jus abulendi* sur les choses qu'il a en propriété, et cette restriction est d'ordre essentiellement domanial lorsqu'il s'agit de colons des latifonds impériaux; une telle mesure n'est en somme que le complément naturel de l'attachement des travailleurs libres à la glèbe; point n'était nécessaire de les faire travailler si l'on ne pouvait faire main basse sur la majeure partie du produit de leur travail. Affecté à la garantie des redevances dues à l'intendance soit directement soit en la personne du concessionnaire, le patrimoine du colon impérial devient nécessairement *Res fiscalis* et tombe d'une façon absolue sous le contrôle et la juridiction des procuratores; ceux-ci voient du fait leur compétence territoriale se compléter et embrasser toute l'activité judiciaire de la *Plebs* du grand domaine soustraite irrévocablement à la justice du gouverneur. Voici des échos éloquentes de cette transformation.

Code Just. III, 26, 7 de 349 : *Ad Bulephorum Rationalem Summæ Rei*¹: *Dominicis colonis et patrimonialibus*

1. J'ajouterais *Privatæ*: c'est très probablement une omission de copiste; mais cela n'aurait pas été que le cadre normal ne serait point

gravitalem tuam¹ censuimus disceplatricem esse debere; duces enim et præpositos limitum et castrorum et rectores provinciarum evocandis et arcessendis colinis abstinere oportet.

Code Just., III, 26, 11 de 442 : *Artaxi præposito sacri cubiculi : Hac lege sancimus, ut sive domorum agat nostrarum colonus aut inquilinus aut servus seu pulsetur ab aliquo super criminali vel civili negotio, non alibi quam tui culminis² ac viri spectabilis comitis domorum (lisez officii ejus) petatur examen : nullius adlegatione super fori præcriptione penitus admittenda.*

Ces textes sont catégoriques; tout procès qui intéresse un colon tombe d'une façon absolue, et sans distinction de qualité pour la partie adverse, sous la juridiction des préposés de l'intendance; quels que soient la nature de la cause où le rôle respectif des parties, l'affaire revient, pourvu qu'un colon impérial soit plaideur, à la justice privée inaugurée par l'exemption Claudienne³. Et les colons, sont dans un domaine l'immense majorité de la population — population stable puisqu'elle y est attachée à perpétuité; ainsi, même au civil, la justice des intendants prend de ce côté un caractère nettement

dépassé; car de nombreuses constitutions étaient simultanément adressées aux deux ministres centraux du Fisc et du Domaine (ici I, II, § 3). D'autre part, n'oublions pas que dans la hiérarchie du Palais, le ministre du Fisc est supérieur au ministre du Domaine, (*Not. Or. B. I.*, XI, XII) et qu'une Constitution peut-être adressée à l'un pour être exécutée de concert avec l'autre (v. ici, *loc. cit.*)

1. Lisez : *officia tua*.

2. Lisez : *officii tui*.

3. Sur la justice procuratorienne dans le Domaine, la bibliographie est très pauvre: cf., à titre documentaire : W. Sickel, *Westdeutsche Zeit.* 1896, p. 119 n. 2; Mommsen, V, p. 321; Schulten, *op. cit.*, p. 77 s.; His, *op. cit.*, p. 58 s.; Beaudouin, p. 187, s.; Brunner, *Deutsche Rechtsgesch.*, II p. 289.

territorial et, chasse du latifonds la justice du gouverneur.

Rien ne manque alors à l'exterritorialité totale du domaine; indépendant, au début, du groupe municipal, il est en ce moment affranchi de l'administration d'Etat. Rien de commun n'existe entre lui et le reste de l'Empire, si ce n'est le sceptre bien fragile du souverain. Formant un ilot au milieu de la province, il jouit de la véritable immunité.

Et cette immunité est uniquement constituée par l'exterritorialité judiciaire et ses attributs sous-entendus dont nous venons d'étudier la naissance et l'évolution; la question mérite une analyse succincte en guise de conclusion.

CHAPITRE III

L'IMMUNITÉ

Indépendance économique et exterritorialité administrative et judiciaire, tels sont en effet, aux derniers temps de l'Empire romain, les éléments certains qui constituent l'immunité. Se traduisant finalement, sous l'impulsion des causes dominantes que nous avons analysées, en la souveraineté judiciaire des intendants, ils donnent à cette immunité un caractère réel et nécessaire de phénomène social, nullement subordonné à la volonté impériale qui fait et défait les lois. C'est dire qu'elle n'apparaît pas comme un système à priorique imaginé par les chancelleries, mais comme un résultat d'évolution et marque le point culminant du premier stade d'un devenir dont ce livre a essayé d'enregistrer la cadence et le développement. Aussi, contrairement à ce que pense l'unanimité de la doctrine¹ n'a-t-elle

1. Beaudouin, p. 152 s., 167, s. Brunner, *op. cit.*, II, p. 287; Prost, L'immunité, *N. R. H.*, 1882 p. 113 s.; la justice pr. et l'Imm., *Mém. Ant. Fr.* 1886; Brissaud, *Cours*, p. 580; Esmein, *Man.*, p. 134; Kroell, *L'immunité Franke*, thèse, Nancy, 1910, p. 3. s.; Chénon, *Hist.* I, p. 274 s. Levillain, note sur l'Immunité Merov. *V. R. H.* 1927 p. 38 s.

Voyez à titre documentaire : Boutaric, Des Or. et de l'Etabl. du Rég. Féodal, *Rev. Quest. Hist.*, 1875, p. 325 s.; Fustel de Coulanges, Et. sur l'Imm. Mer., *Rev. Hist.*, 1883, *Histoire*, V, p. 336, s.; Flach, *Les Or.* I, p. 91, s.; Steugel, in *Z. Sav. St.*, 1904 et 1905; Rietschel in *Mit. d. Inst. für Oesterreich. Gesch.*, 1906; Schroder *Lehrbuch*, 1907, p. 208. Dans ces écrits on trouvera une plus ample bibliographie.

rien de commun avec l'immunité fiscale du Bas-Empire qui consistait à exempter de certains impôts les concessionnaires des biens impériaux.

On sait quels étaient, à la basse époque, les impôts fonciers romains : le *tributum* et l'*annone* (*munera canonica*) d'une part, les *superindictiones*, les *angariæ*¹, les *operæ* (*munera extraordinaria*) de l'autre, et enfin les *munera sordida* tels que la préparation de la chaux pour les travaux publics, la prestation de charbon et de bois pour les bains, de farine et de pain pour les troupes de passage². Jusqu'au début du iv^e siècle, les concessionnaires à long terme des terres impériales, dont la tenure était, à cet égard, assimilée à la propriété provinciale (et l'on sait que celle-ci est générale depuis les édits célèbres de Maximien, 292 et de Galère, 305) n'étaient point exempts de ces impôts; ils y étaient tous soumis sauf les colons partiaires de certaines régions sémitiques, de l'Afrique du Nord surtout, qui possédaient sur le sol un droit emphytéotique perpétuel et n'avaient d'autre charge, que leur fermage et quelques corvées strictement réglementées (cf. Hajje, p. 49, 3, 111, s, 118, s); c'était là un vestige de la vieille conception sémitique qui assimilait le fermage partiaire à l'impôt foncier (cf. Hajje, p. 107 s.), là surtout où, comme à Carthage, l'Etat était l'unique propriétaire du sol (Eod.). Or, de la tenure emphytéotique nord-africaine est sortie, en même temps que l'emphytéose romaine

1. Charrois.

2. Cf. Thibaut, *Les imp. dir. au Bas-Empire*; Wiart, *Le rég. des terres du Fisc*, pp. 56, s.

(Eod. p. 121) l'immunité fiscale des concessionnaires des domaines impériaux. C'est un fait certain.

Les deux institutions vont de pair et convergent vers un but unique : le développement de la culture des champs; aussi les terres emphytéotiques sont-elles seules exemptées au début.

En 319 Constantin dispense ses emphytéotes africains des *munera sordida* et *extraordinaria* déclarant que les redevances emphytéotiques et les *munera canonica* sont suffisants¹.

En même temps que l'emphytéose (Eod. p. 122) et *ad similitudinem per Africam possessorum* cette exemption passe en Italie².

Et devançant l'emphytéose, plus lente à pénétrer dans la pratique, elle est, quant aux impôts extraordinaires, dès 343, générale pour tous les domaines impériaux du monde romain³.

Appuyée par les Empereurs avec une insistance toute particulière⁴ elle se voit après d'insignifiantes vicissitudes⁵ provoquées par le désarroi fiscal et sitôt réparées,⁶ amplifiée et généralisée jusqu'à exempter de tout impôt les concessionnaires des domaines impériaux (*Code*

1. *Code Théod.*, XI, 16, 1; Just. XI, 65, 2 adressée au Proc. d'Afrique et affichée à Carthage; cf. Théod. XV, 3, 1; Just., XI, 65, 1, *idem*.

2. Théod. XI, 16, 2; il est à remarquer que les mêmes textes contiennent les indices des deux évolutions, cf. Hajje (*loc. cit.*).

3. Théod. XI, 16, 5; Just. XI, 75, 1.

4. Théod. XI, 16, 9 de 359; X, 4, 1 de 365; XI, 16, 12 de 380; XI, 16, 13; Just. X, 48, 10 de 383; Théod. XI, 16, 20; Just. X, 48, 15 de 395; Théod., XI, 19, 4 de 398; XI, 1, 36; Just., XI, 75, 5 de 431.

5. Théod. XI, 19, 2 de 362. Intéressant comment. de Godefroy, — XI, 5, 2; Just. X, 17, 1.

6. Cf. *Textes*, avant-dernière note.

Theod. XI, 1 36 *Just.* XI, 75, 5 de 431; *Nov. Theod* XXVI, 1, 4 *Just.* XI, 59, 16 de 444)¹.

Est-ce à dire qu'il y a dans cette exemption un élément constitutif de l'immunité du grand domaine par rapport aux pouvoirs publics ? Ce serait un jeu de mots que de l'affirmer : il s'agit tout simplement d'une reprise des coutumes sémitiques se traduisant par l'incorporation de l'impôt foncier dans la redevance agricole. La chose était naturelle puisque, de toute façon, le créancier était l'Empereur représenté par l'une ou l'autre de ses intendances. Le *conductor* impérial, qui est graduellement exonéré de l'impôt, ne cesse, dès lors, jamais de payer la redevance agricole contre-prestation essentielle de son droit conditionnel sur le fonds possédé²; les deux créances fusionnent ainsi en une seule au profit de l'Empereur propriétaire, depuis la disparition de l'*Ærarium*, de toutes les caisses de l'Etat romain (Ici I, II, § 3).

Cette fusion est facilitée au plus haut point par l'homogénéité de consistance de la redevance foncière et de l'impôt direct et par leur simultanéité dans la perception; la redevance, certes, est théoriquement rétributive, tandis que l'impôt était primitivement recogni-

1. Cette généralisation a été faite entre 398 et 431 : comp. les textes cités avec *Théod.* XIII, 10, 8 de 383; XI, 16, 20 de 395; XI, 19, 4 de 398 XI, 5, 2 de 416; *Just.* XI, 74, 3 de 405.

2. *Just.* XI, 62, 3; *Bas.* LVI, 14, 19 de 365; *Just.* XI, 62, 4 de 368 (Cf. *Théod.* V 15, 18); *Just.* XI, 66, 2; *Théod.* V, 14, 4; *Just.* X, 66, 3 de 376; XI, 62, 7 de 386. *Eod.* 10 de 399; *eod.*, 11 de 412; *eod.*, 13; *Nov. Théod.* V, 2, 1 de 439; *Just.*, XI, 59, 16; *Nov. Théod.*, XXVI, 1, 4 de 444; *Just.* XI, 70, 5; *Nov. Marc.*, 3 de 451; *Just.*, XI, 62, 14; *Bas.*, 14, 31 de 491; *Saint Aug. c. Litt. Pet.*, II, 186; cf. Hajje, p. 142.

tif; mais ils sont compris dans une appellation unique¹ et deviennent les composantes d'une somme globale² quand il s'agit de la perception assurée, avons-nous dit, par un percepteur unique (ici I, II § 2) qui est, suivant les époques, le gouverneur ou un intendant (*Supra, loc. cit.* Just. XI, 66, 4 de 382. Theod. V, 13, 31 de 389. VIII, 8, 5 de 395. I, 2, 1 de 397. Just. I, 33, 2. Theod. I, 11, 2 de 398. Just., XI, 65, 5 de 399. XII, 60, 1 de 395. Theod. I, 5, 13 de 400; Just. XI, 74, 2. Theod., XI, 7, 17 de 408 Just. X, 13, 2. Nov. Maj. VII § 16)³. Et l'unité est déjà telle que le défaut de paiement de l'entité théorique « impôt foncier » entraîne la résolution des droits du tenancier au même titre que celui de la redevance (Just. XI, 62, 4 de 368. Theod. V, 15, 18 cf. Hajje, p. 142); d'autre part, les exonérations temporaires d'ordre emphytéotique consenties aux preneurs des terres en friche comprennent dans leur généralité aussi bien l'impôt que le fermage agricole (Just. XI 59, 3 de 364 Theod. V, 15, 14; Theod. VI, 2, 19. Just. XI 59, 15 de 417. Just. I, XI, 59, 7. Theod. V, 14, 30 de 386).

1. *Praestatio* (Théod. X, 3, 4; Just. XI, 59, 6 de 383); *functio publica* (Théod. XI, 24, 6 de 415); *debitum* (Just. XI, 66, 2; Theod. V, 1, 4; Just. XI, 59, 12 de 412; Théod. XI, 1, 31; Just. XI, 59, 13 de 414); *pensitatio* (Just. XI, 62, 1 de 315; XI, 62, 2 de 321; XI, 71, 1 de 380); *Pensio* (Théod., I, 5, 13 de 400) *Tributum et Canon* dans un sens collectif (Théod. V, 14, 30; Just. XI, 59, 7 de 386); *Munera et pensitatio* dans le même sens (Just., XI, 65, 3 de 362; Théod. XI, 19, 2); cf. Encore Just. XI, 62, 10, de 399; Théod. XI, 1, 31 de 412. Ou aussi dans une phrase où l'idée se dégage clairement sans qu'un terme spécial ne puisse être relevé (Just. XI, 62, 4 de 368; XI, 62, 7 de 386; Just. XI, 66, 3 de 376).

2. Combinez Théod. XI, 19, 3 de 364 et Just. XI, 65, 4 de 366 très éloquentes et caractéristiques par leur place dans les deux compilations.

3. Le gouverneur avons-nous vu (I. II, § II) demeure percepteur définitif; c'est la thèse qui prévaut au Justinien. En considérant le pouvoir judiciaire de l'intendant, on ne peut ne pas constater qu'il y a là un renversement de rôles très significatif; c'est précisément parce qu'il a perdu

Il n'est certes pas opportun d'évaluer ici en monnaie de l'époque ces contre-prestations collectives que versaient les concessionnaires des divers biens-fonds impériaux; on peut cependant affirmer que la fusion des deux rubriques n'était nullement préjudiciable aux intérêts immédiats des intendances qui obtenaient le maximum par la mise aux enchères des terres disponibles à concéder (Theod. (V, 3, 15 de 364. V, 14, 4. Just. XI, 66, 2; Valent et Val. Just. XI, 71, 2 de 382. XI, 62, 7 de 386. Theod. V, 13, 33 de 393. Just. XI, 70, 4 Arc. et Hon. XI, 71, 4 Arc. et Hon. XI, 71, 3 de 400-405. XI, 59, 17. Nov. Theod. XXVI, 1, 4, de 444).

Il n'est ainsi pas possible d'observer le moindre indice d'immunité proprement dite dans cette absorption de l'impôt récongnitif par la prestation rétributive; transformation d'ordre entièrement technique, elle n'est liée par aucun rapport de causalité à l'affranchissement du grand domaine; son seul résultat, très appréciable du reste, est d'apporter plus d'ordre et de méthode dans la perception des droits qui de toute façon sont dirigés vers les caisses de l'Empereur.

L'immunité vient d'ailleurs, et se manifeste autrement; ses causes, on l'a vu aux chapitres précédents sont d'ordre profondément social; elle est la résultante

son autorité sur le domaine que le gouverneur est chargé de la perception; les exactions sont moins à craindre; le *conductor* trouve un appui dans l'autorité de l'Intendant.

de l'exterritorialité judiciaire avec laquelle elle se confond — exterritorialité qui écarte du domaine l'autorité des pouvoirs publics.

Le domaine, lui, apparaît comme un état minuscule dans un état immense, une entité sociale complète qui vit d'elle-même et pour elle-même, n'ayant d'autre lien avec le reste du monde romain que le mirage de la puissance impériale.

Que deviendra-t-il lorsque avec l'arrivée des Germains, il sera soustrait au patrimoine des Césars ?

On le verra.

Paris, le 29 avril 1927.

Vu : Vu :

Le Doyen, Le président de la thèse.

H. BERTHÉLEMY Ernest PERROT

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris.

S. CHARLÉTY

.....
BORDEAUX. — Imprimerie J. BIÈRE
18, 20, 22, Rue du Peugue. — 1927
.....



